

alternatives

non violentes

DÉFENSE POPULAIRE NON VIOLENTE :

* PRAGUE 1968

* LE PROJET DU GOUVERNEMENT HOLLANDAIS

NON VIOLENCE et FASCISME

6 f. revue bimestrielle

80 P 6112



33

éditorial

Parlant de la résistance non-violente du peuple tchécoslovaque à l'invasion d'août 1968, Michel Tatu écrivait : « La forme de résistance non-violente adoptée spontanément par la population aurait pu se prolonger beaucoup plus longtemps, et conduire à une situation bien différente si ses dirigeants n'y avaient pas mis fin volontairement par une politique de collaboration synonyme de capitulation. » Cette phrase du journaliste du Monde, témoin oculaire des événements, a été très souvent citée, depuis, par les partisans de la « défense populaire non-violente » : elle établit en effet que l'échec de Prague n'est finalement pas dû au mode de résistance choisi mais à une défaillance politique grave de la part des dirigeants de l'époque : Dubcek, Svoboda, Smrkovski notamment. Ce que Tatu affirme, encore fallait-il le démontrer : il y a là, en effet, un enjeu trop important pour qu'on puisse s'en remettre entièrement à l'autorité d'un journaliste, même si nous ne demandons pas mieux que de croire ce qu'il affirme. Jean-Marie Muller a donc entrepris une lon-

gue enquête dans les documents de l'époque, les récits des témoins, les analyses des observateurs pour vérifier ce point d'Histoire. Cela donne un article très documenté, solidement construit sur des citations qui établissent à l'évidence le bien-fondé de la thèse énoncée par Tatu. Il faut se laisser porter par ce flot de témoignages sans en craindre la longueur.

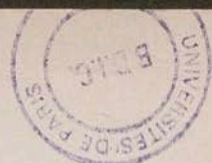
On parle trop souvent de la résistance non-violente des Tchécoslovaques sans savoir exactement en quoi elle a consisté. La nécessité s'imposait donc de décrire les principales actions de résistance qui furent menées. Un groupe de travail du MAN de Paris ayant réalisé un petit dossier sur ce sujet, nous avons demandé à Christian Brunier d'en extraire une synthèse en quelques pages ; information plus qu'analyse, ces pages sont nécessaires pour comprendre l'article sur les Accords de Moscou.

L'ensemble de ces deux contributions constitue un mini-dossier sur la défense populaire non-violente ; il nous a donc paru intéressant de le compléter par la traduction d'un document anglais où s'exprime une approche toute différente, puisqu'elle est d'origine « officielle » : c'est le programme de recherche sur la défense non-violente lancé en 1974 par le gouvernement hollandais.

Il est important en effet de ne pas ignorer ce genre de recherches, même s'il ne nous apparaît pas immédiatement utilisable dans notre action, même si sa perspective politique est assez éloignée de la nôtre.

A côté de ces articles centrés sur la défense populaire non-violente, il nous a semblé intéressant de verser au dossier des exemples historiques de lutte non-violente un exemple dont nous n'avons encore jamais parlé et jamais entendu parler, celui du sinarchisme mexicain. Cette idéologie fascisante qui se réfère aux luttes de Gandhi constitue un paradoxe qu'il vaut la peine de connaître, et qui devrait alimenter nos débats sur le lien entre non-violence et options politiques. Nous ne pouvons nous contenter de protestations abstraites restant au niveau des « principes » : la non-violence ne peut pas être mise au service de causes injustes ! Car cela n'est pas vrai, historiquement, comme le montre l'exemple raconté ici. Plus que jamais nous sommes invités à ne pas prendre la non-violence comme un but en soi ; plus que jamais nous sommes renvoyés au champ politique pour y définir, avec d'autres que les non-violents, les buts que nous visons.

Christian Mellon.



à mains nues...

LA RESISTANCE NON-VIOLENTE DU PEUPLE TCHÉCOSLOVAQUE

ENTRE le moment de l'invasion de son pays par les troupes du Pacte de Varsovie et la signature des accords de Moscou, le peuple tchécoslovaque a mis en œuvre spontanément une multitude d'actions de non-collaboration avec l'occupant. Cette résistance opiniâtre et non-violente a montré son efficacité pendant une semaine. Bien qu'improvisée, la résistance tchécoslovaque a su s'organiser très tôt, utilisant en particulier l'infrastructure du PC tchèque, ce qui lui donna une vigueur et une opérationnalité certaines.

Les faits de la résistance sont innombrables; aussi nous contenterons-nous d'évoquer les plus importants. L'héroïsme quotidien de tout un peuple, observant scrupuleusement les consignes de ses dirigeants et des résistants qui s'étaient emparés des médias (radio, télévision), a représenté pour l'occupant l'obstacle majeur à la prise de contrôle du pays.

1 - COORDINATION ET INFORMATION :

Instrument de l'unité de tout le peuple, fer de lance de la lutte, la télévision, et surtout les radios, ont été les catalyseurs de la résistance non-armée.

Pendant les heures décisives de l'invasion, la télévision nationale a rendu compte jusqu'au dernier moment des événements tragiques que nous connaissons. Multipliant les appels au calme et à la non-collaboration, elle transmettait les déclarations des dirigeants du Printemps de Prague, et les réactions de tout ce que la Tchécoslovaquie comptait de mouvements et d'organisations représentatives.

Les speakers commentaient à chaud et en se relayant l'évolution de la situation, donnant des indications brèves et précises à la population pour qu'elle manifeste son hostilité à l'invasion. De 7 h 30 à 12 h., presque sans discontinuer, la télévision a émis sur tout le territoire national malgré l'occupation et les recherches incessantes des soldats soviétiques pour déterminer le lieu d'émission. L'astuce, les fausses indications données par les voisins, l'empressement trompeur du personnel de la télévision à faire visiter le moindre recoin de l'établissement, tout cela permit de gagner quelques heures irremplaçables pendant les-

quelles se mettaient en place les émetteurs radios. Ainsi, lorsque la télévision cessa de fonctionner, plus d'une douzaine de radios furent en mesure d'émettre. Elles ne devaient plus se taire jusqu'au retour de l'équipe dirigeante tchèque de Moscou. Grâce à un système d'émetteurs cachés et se relayant, la radio tchécoslovaque libre se fit entendre sur l'ensemble du territoire. L'armée tchèque, puis les radios amateurs lui apportèrent leurs concours en mettant à sa disposition leur matériel et leurs voitures radios. Chaque émetteur diffusait pendant une durée n'excédant pas neuf minutes, puis passait le relais au suivant. Il était donc impossible aux Soviétiques de localiser le lieu d'émission. Ils utilisèrent les installations de la télévision et de la radio nationales, mais le peuple ne s'y trompa guère, et reconnut instantanément la voix de l'occupant. C'était d'ailleurs bien la voix seule, car aucun « collaborateur » des Soviétiques n'osa, fait significatif, montrer son visage à la T.V. La radio libre et légale appelait à des quarts d'heure de protestation et informait de la situation par des messages codés (ceci permettra la réunion, le 21 août, du congrès du PCT); enfin elle dénonçait les collaborateurs et permettait de les repérer, donnant leur adresse et les numéros de leurs voitures. Elle conseillait à la population de se méfier de la provocation, qui fournirait des

8.P 6112

prétextes à l'occupant ; enfin, elle empêchait l'isolement de la population.

Les troupes soviétiques, ayant perçu l'importance de la radio dans la résistance, se mirent à supprimer tous les transistors qu'ils voyaient. « Aussitôt, les Praguais trouvèrent une solution pour ridiculiser les mesures prises par les Russes et les retourner contre eux. L'après-midi du 21 août, une charrette de briquettes de charbon fut déchargée dans la rue du Fossé. Peu après on pouvait voir une centaine de jeunes gens, garçons et filles, se promener le long de la rue. Tous tenaient un cube brun appuyé contre l'oreille et semblaient écouter attentivement. Deux camions de soldats russes s'approchèrent et s'arrêtèrent. Les militaires sautèrent des véhicules, cernèrent les groupes isolés de jeunes gens et s'emparèrent de ce qu'ils croyaient être des récepteurs radio. Un Russe porta une briquette à son oreille et, comme il n'entendait rien, il regarda d'un air décontenancé la jeune fille à qui il avait pris l'objet. Le jeune garçon qui se trouvait à côté dit : « Radio cassée. Mauvaise qualité. Fabrication russe. » (A mains nues, p. 94).

Ailleurs, la radio locale émet au nez et à la barbe de l'occupant. Dans la ville d'Usti, le commandant polonais qui devait occuper la région se présenta à la maison de la radio en demandant d'arrêter immédiatement l'émission ; il avait reçu l'ordre de se saisir de l'émetteur. On lui répondit qu'il ne pouvait pénétrer à l'intérieur du bâtiment qu'avec l'autorisation écrite du ministère de l'Intérieur tché-

coslovaque ; comme il n'en avait pas, on le pria de sortir et de ne revenir que muni de ce papier. Le commandant ne revint jamais.

Moins de 24 heures après l'arrêt des émissions de télévision tchèques par l'envahisseur, les techniciens réussirent le tour de force de reprendre les émissions de 14 h 30 à 20 h 30, et ce malgré la destruction par les Soviétiques de deux importants émetteurs relais. Ils s'offrirent le plaisir de chasser du canal, à plusieurs reprises, l'émetteur collaborateur, puis de brouiller complètement ses émissions. Les Soviétiques réagirent en tentant de faire venir d'Union soviétique une station de brouillage ultra-puissante. Les cheminots tchécoslovaques chargés de convoyer la précieuse cargaison firent preuve d'une négligence et d'une maladresse peu ordinaires. La station de brouillage après maintes péripéties qui sont racontées plus loin finit par arriver à destination, mais fut inutilisable, les pièces essentielles à son fonctionnement ayant été égarées !

A côté de cela, la presse libre et légale ne désarmait pas. Des éditions spéciales furent conçues pendant l'occupation, d'une page d'abord, puis plus fournies par la suite. Les Tchécoslovaques éditaient et distribuèrent beaucoup de tracts et de journaux pendant cette semaine. Les Soviétiques essayèrent d'en faire autant pour expliquer les raisons de leur intervention. Ils utilisèrent un hélicoptère pour lâcher par milliers des tracts au-dessus de Prague. Soucieux de la propreté de leur belle ville, les Praguais les ramassèrent pour les brûler ou en faire des

paquets qu'ils allaient porter aux forces d'occupation en disant : « Votre hélicoptère a perdu quelque chose ». Un article de presse décrit les scènes de la rue : « Sur la place Degvice, une longue queue s'est formée devant un magasin d'alimentation. Une vieille voiture passe, et de la fenêtre est jeté un paquet de journaux libres. La queue ondule, les gens les ramassent pour les lire. Brusquement, une jeep soviétique arrive, l'officier assis derrière lance lui aussi des journaux dans la queue. Les gens les déchirent, les foulent aux pieds ou les jettent dans les poubelles. »

Dans toutes les villes, les murs en disaient autant que les journaux. Quelques heures après l'occupation, les murs et les vitrines étaient couverts de graffitis, d'affiches et de slogans hostiles aux troupes d'occupation. La connaissance de la langue russe fut une aide précieuse pour les Tchécoslovaques. Voici quelques exemples des slogans que les Russes pouvaient lire sur les murs :

— Vous avez les tanks, camarades, nous sommes là avec nos mains nues, mais nous avons le droit pour nous !

— On ne construit pas le socialisme avec des chars !

— Lénine, SOS, tes héritiers te trahissent !

— On ne met pas en prison tout un peuple !

— Staline applaudit,
Lénine désapprouve !

— Où trouve-t-on l'Union des Républiques socialistes soviétiques ? Qui est uni ? Où est la ré-

publique ? Que reste-t-il de socialiste chez les despotes du Kremlin ? Ne dites plus URSS, dites Empire russe !

— Américains, quittez le Vietnam, Soviétiques, quittez la Tchécoslovaquie !

— Nous avons survécu à Hitler, nous survivrons à Brejnev !

— Seul peut être libre un peuple qui ne prive pas un autre peuple de sa liberté (Karl Marx) !

— SSSR-SR = SS (SSSR : transcription en tchèque et en russe de URSS).

— Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! ... ou je tire !

— A défaut de violettes, nous sommes obligés de vous lancer des pierres !

— Chez nous, il y a eu des morts ; une fois rentrés chez vous, que direz-vous à votre mère ?

— Lénine, réveille-toi, Brejnev est devenu fou !

— Russes, méfiez-vous, les Chinois vous observent !

— Que faites-vous là ? Il n'y a donc pas de travail chez vous ?

2 - ACTIONS DE DEMORALISATION

A l'arrivée des chars et des convois militaires, les Tchécoslovaques, saisis de stupeur, descendent dans la rue en masse pour connaître les véritables raisons de la présence des troupes soviétiques et satellites sur leur sol. Ceux mêmes qui avaient été

accueillis en libérateurs à la fin de la Deuxième Guerre mondiale étaient maintenant conspués et sommés de s'expliquer. L'intensité de ces discussions fut très vive, surtout dans les tout premiers jours de l'invasion.

Les Tchécoslovaques demandaient aux soldats : « Potschemu ? Proc ? Pourquoi ? ». Les soldats répondaient en montrant la Pravda où on parlait de « contre-révolution » tchécoslovaque.

Certains soldats se croyaient en manœuvre en Pologne, d'autres disaient venir rétablir la démocratie. Un Tchécoslovaque demanda à l'officier qui disait cela : « Savez-vous ce qu'est la démocratie ? ». Réponse : « Oui, elle règne chez nous depuis 50 ans... » Un autre soldat disait : « Nous sommes venus combattre les anarchistes ; il y en a 2 millions en Tchécoslovaquie ; il faut absolument les supprimer ! » Un Tchécoslovaque lui demanda : « C'est quoi un anarchiste ? » - « Un contre-révolutionnaire fasciste », répondit le soldat.

Ailleurs un journaliste demande à un officier : « Pourquoi êtes-vous venus chez nous ? Pourquoi êtes-vous venus nous envahir ? Pourquoi est-ce que vous ne nous laissez pas libres ?

— N'écoutez pas la propagande, répond l'officier, nous ne sommes pas venus vous envahir, mais seulement pour des manœuvres.

— Si ce sont des manœuvres, pourquoi vos fusils ne sont-ils pas chargés à blanc ?

— Vous savez bien que jamais nous ne tirerions sur le peuple.

— Pourtant des soldats ont tiré sur la foule dans la ville voisine.

— Ce n'est pas vrai, c'est de la propagande contre-révolutionnaire... »

A des Tchécoslovaques qui défendaient passionnément leur droit à suivre une voie vers le socialisme qui leur fut propre, un caporal soviétique de Lettonie, qui n'osait les contredire, dit avec résignation : « Vous finirez bien par vous habituer, nous nous sommes bien habitués, nous aussi... »

Par ces nombreuses discussions, les Tchécoslovaques se sont vite aperçus que les soldats des troupes d'occupation étaient complètement perdus, ne savaient visiblement pas la véritable raison de leur présence. Ils commençaient à comprendre la mystification gigantesque dont ils étaient l'objet. Leurs chefs, en qui ils avaient quelque confiance, les avaient complètement trompés.

Verceni Praha, le plus important des quotidiens du soir, relata dans son édition spéciale du 24 août l'épisode suivant : Deux soldats soviétiques se tiennent derrière leurs tanks à quelque distance du Parlement. Sales, fatigués, peut-être aussi affamés. Un monsieur d'un certain âge vient à passer. Il dit qu'il a connu plusieurs héros libérateurs qui ont apporté la liberté à Prague en 1945. Ceux-là ont été emmenés dans les maisons, on les a fait dormir, on leur a donné à manger et à boire. Vous, on ne vous veut pas ! Vous êtes venus alors qu'on ne vous le demandait pas. Vous n'êtes pas les bienvenus ! Les soldats se regar-

dent, ne sachant que répondre. Peut-être voudraient-ils retourner dans leur ville, dormir dans leur lit. Sera-ce bientôt ? »

Ailleurs les actions de démoralisation prenaient parfois une tournure plus irrespectueuse : des vieilles femmes se réunissaient devant les chars et se déculottaient en leur tournant le dos ! Il faut bien leur montrer, aux Russes, qu'on ne veut pas d'eux et qu'ils n'ont rien à faire ici... Une autre méthode mise en pratique pour démoraliser l'occupant consistait, pour les jeunes gens et les jeunes filles, à se mettre exprès tout à côté des fantassins russes pour s'embrasser longuement ! Ils signifiaient ainsi aux occupants qu'ils n'existaient pas à leurs yeux : on faisait comme s'ils n'étaient pas là. De plus, ces jeunes manifestaient ainsi que tout le déploiement de force ne leur faisait pas peur, tout en rappelant ironiquement aux malheureux bidasses que les bonnes choses de la vie n'étaient pas pour eux...

Les Tchécoslovaques ne savent plus qu'inventer pour empoisonner chaque instant des journées d'Ivan.

Un petit garçon s'approche du chauffeur d'un camion soviétique et lui dit : « Si vous me donnez quelque chose, je vous dirai ce que mon papa a défendu de vous dire ! » Affaire conclue, le petit garçon, regardant bien autour de lui comme pour s'assurer qu'il n'est pas surveillé, murmure :

« — Tous les pains des boulangeries du quartier sont empoisonnés ; les Tchèques, eux, ont été prévenus. »

Les soldats d'occupation sortent peu de leurs camions et tanks ; ils y dorment la nuit : tout ce qu'il faut pour améliorer leur moral ! Leur ration de nourriture était prévue seulement pour deux jours, car on espérait que les Tchécoslovaques les nourriraient ! Or personne ne veut les nourrir ; sur les vitrines d'une crèmerie, il est écrit : « Pas de lait pour toi, Ivan ! » ; chez une fleuriste : « Les fleurs, Ivan, ne sont pas pour toi. » On leur refuse le pain ; et la radio avertit la population de ne pas laisser traîner dans la rue les chiens et les chats, car Ivan a faim...

On leur refuse aussi l'eau : une délégation russe était allée chercher de l'eau dans une caserne tchécoslovaque ; on lui répondit qu'ils en auraient seulement s'ils la demandaient poliment et en se présentant en civil...

Dans la rue, les gens les ignorent, personne ne les craint, personne ne les aime, personne ne les attaque avec des armes, ils ne sont rien. Les Tchécoslovaques donnent de petits papiers aux Russes sur lesquels est écrit : « Ivan, rentre chez toi, Natacha a besoin de faire l'amour ». « Ivan, reviens vite, Natacha fréquente Igor. Signé : Maman ».

Finalement, le mépris et l'indifférence que rencontre Ivan, l'inconfort de ses conditions de vie, sont tels qu'il commence sérieusement à se demander où se trouve ce qu'on lui a raconté dans la Pravda ! Le haut commandement doit relever rapidement, dès le 3^e jour, les troupes démoralisées.

Dès le deuxième jour, on avait dû retirer tous les soldats de RDA, bien qu'ils aient été déguisés en soldats russes (l'uniforme allemand rappelait les souvenirs de 1938). Les Tchécoslovaques disaient : « Comment ? Ils osent nous amener les fils des nazis qui ont tué nos pères ! »

Les suicides de soldats continuent. Plusieurs organes de Presse encouragent les efforts de démoralisation de l'armée : « Pour la quatrième fois, nous nous sommes réveillés aujourd'hui dans le bruit des chenilles des tanks ; c'est la quatrième nuit consécutive où nous avons été réveillés par le fracas des coups de feu. Nous sommes occupés. Je pense que c'est la plus bizarre des occupations de l'Histoire. En effet, celui qui est attaqué et veut se défendre doit avant tout veiller à ce que n'éclate aucun coup de feu, ou alors il se défend contre les armes les plus terribles, seulement par son calme, son sang-froid et son astuce. C'est une occupation où bien des soldats d'occupation versent des larmes de regret et de honte, car ils commencent à comprendre qu'ils ont été abusés, que soudainement ils doivent tirer sur des gens inoffensifs, dont leur propagande officielle a affirmé 23 années de suite qu'ils étaient leurs amis.

J'ai vu personnellement comment l'équipage d'un tank dans la rue Opletalova a refusé l'ordre d'un officier de disperser la foule autour du tank avec des baïonnettes. Malgré l'ordre, ils ont remis leurs baïonnettes dans leur fourreau. J'ai vu un jeune soldat se mettre à pleurer quand une vieille



Discussion avec un soldat russe.

(Photo extraite du livre « A mains nues », Stock)

femme lui a demandé : « Que va dire ta mère ? Sait-elle que toi, son fils, tu assassines des innocents ? » Pourtant, malgré ces exemples, il ne faut pas s'attendre à une hésitation massive des soldats d'occupation, si ordre leur est donné de tirer sur nous. Certainement pas ; pour le soldat, l'ordre est un ordre. C'est pourquoi, faisons-leur continuellement sentir (mais de telle

sorte qu'ils ne puissent considérer qu'il s'agit d'une provocation) qu'ils sont des hôtes indésirables, qu'ils étaient nos amis, mais que, aujourd'hui, ils sont nos ennemis jurés. Qu'ils ne mangent que ce qu'ils ont amené avec eux ; ne leur donnons pas à boire, ne laissons pas sentir un seul instant que nous compatissons à leur situation, ne serait-ce que par un geste. Ils

photographient. Pourquoi votre bon cœur devrait-il être utilisé pour la propagande qui doit prouver que nous sommes d'accord avec eux, et que nous les accueillons comme des amis, alors que ce n'est pas vrai ! »

Le journal *Lidova Demokracie* écrit : « Vendredi, le quatrième jour de l'occupation, il y a eu un mouvement des troupes soviétiques. Depuis 72 heures, de nouvelles unités arrivent de tous les côtés pour prendre la place de certaines divisions du Pacte de Varsovie, moralement décimées et fatiguées. Quatre jours seulement ont suffi pour que les commandants de l'occupation comprennent que, bien que les deux cent mille soldats soviétiques, est-allemands, polonais, bulgares et hongrois soient restés à leur poste, leurs réactions, leur vigilance et leur calme ne sont plus intacts. »

Un autre extrait de *Rude Pravo* (Quotidien du Comité Central du Parti Communiste Tchécoslovaque) relate une discussion s'achevant de manière tragique :

« Cela se passait le jeudi, nous parlions encore avec eux.

— Kolia, que fais-tu là ?

Sur le tank, un jeune homme de 19 ans est assis ; il a de la peine à me reconnaître. Jamais, à l'époque préhistorique comme me semble maintenant ma visite en Union Soviétique, il n'avait vu de l'horreur dans mes yeux.

— Kolia, que fais-tu là ?

— Nous avons reçu l'ordre. Nous sommes venus en amis...

— En amis, mais vous tirez...
— Moi, je n'ai pas tiré...
— Que te dira Sacha, ta sœur, quand tu arriveras à la maison... ?

— Je n'ai pas tiré ; ils nous ont envoyés. Il montre sa cartouchière.

— Mais d'autres tirent, ils ont tué un jeune de vingt ans, qui certainement vous aimait ; nous vous aimons tous... »

— Nous avons reçu l'ordre, il y a la contre-révolution, la confusion...

— Kolia, ici, c'était le calme avant que vous veniez ; imagine-toi seulement que tant de soldats arrivent à Kharkov. Il se produirait aussi de la confusion, non ? Une idée lumineuse me vint : « Kolia, qu'est-ce que c'est d'après toi la contre-révolution ? »

— C'est lorsqu'on est pas d'accord avec Lénine.

— Kolia, tu aimes Staline ?

— Non, Staline était mauvais.

— Tu vois, Novotny était tout aussi mauvais. Et nous ne le voulions pas. Nous voulions tout faire à notre manière, non d'après vous. Vous êtes un grand pays, et c'est autre chose qu'un petit...

— Je ne comprends pas, nous avons reçu l'ordre...

Longtemps Kolia n'a pas compris. Auparavant, il avait parlé à des dizaines d'autres personnes et entendait toujours la même chose : « Dites, pourquoi êtes-vous venus, pourquoi ? »

Je suis restée environ une demi-heure un peu plus loin et fus témoin d'un événement bouleversant. Kolia leva sa propre arme contre lui-même et pressa sur la gâchette... »

Cette résistance spontanée des Tchécoslovaques sans armes a moralement décomposé les unités armées de l'occupation. Un plan pareil n'avait été envisagé par aucun Etat-Major ; il est né simultanément dans la tête des 14 millions de Tchèques et de Slovaques.

Très vite, les Tchécoslovaques ont dû abandonner ces méthodes de discussion. Ils se sont en effet rendu compte que les Russes pouvaient en tirer argument pour la propagande. Il leur suffisait de prendre des photos et de les publier avec des légendes : « Le peuple tchécoslovaque parle en grande confiance avec nos soldats », « La population accueille avec joie les troupes fraternelles », « Regardez comme nos fils sont bien accueillis en Tchécoslovaquie », etc. La radio donne rapidement à la population cet avertissement : « Les photos sont muettes, pensez-y ! ». Elle conseille d'ignorer les occupants : « Ne parlez pas avec eux. L'esclave ne peut comprendre l'homme libre. Et d'ailleurs, pourquoi essayer de les convaincre ? Ils sont si bêtes ! » Le peuple a donc assez vite abandonné cette méthode qui avait tout de même eu de sérieux effets sur les soldats et les officiers : doutes, refus d'obéissance, désertions, suicides.

3 - NON-COOPERATION

Quand les Russes sont arrivés à PRAGUE, ils ont essayé d'arrêter les dirigeants principaux pour pouvoir ensuite créer un nouveau gouvernement. Or l'arrestation des dirigeants n'a pas désorganisé le gouvernement légal ni le Parti. Les collaborateurs qui devaient former ce nouveau gouvernement étaient trop peu nombreux et trop impopulaires pour pouvoir agir. Une partie du gouvernement légal fonctionne donc malgré l'occupation. Le parlement siège en permanence, les députés couchent par terre dans le bâtiment même, de telle sorte qu'il y ait toujours assez de députés pour que les décisions prises soient valables.

Le ministre de l'Intérieur, Pavel, que l'on a cru enfui à l'étranger et qu'un collabo, Salgovic, a remplacé, fait des apparitions soudaines à la radio et dit que son ministère fonctionne normalement. L'appareil est resté intact.

Les envahisseurs voulaient empêcher qu'ait lieu le 14^e congrès du Parti prévu normalement pour le début de septembre. Ce Congrès devait rendre irréversible l'évolution de la démocratisation pour un « socialisme à visage humain ». Tout de suite après l'invasion, le 22 août, ce 14^e congrès se réunit. Les délégués, après un voyage discret par des chemins détournés, arrivent, habillés en ouvriers, au lieu de réunion : une usine de la banlieue de Prague. C'est la première fois dans l'Histoire que le congrès d'un parti ouvrier a lieu dans une usine. Le congrès

débute alors que les Russes étaient aux portes de l'usine, avec leurs chars, sans savoir ce qui s'y passait ; il était protégé par des milices ouvrières en armes. La milice de cette usine, Auto-Praha, était justement celle qui, selon les dires de Moscou, s'était montrée si inquiète de la ligne politique suivie par Dubcek et les autres dirigeants progressistes ! Après une condamnation de l'intervention, le congrès encourage à la résistance, comme le montrent ces textes publiés dans *Rude pravo* :

« Notre parti s'est engagé en janvier dans la voie de la renaissance du socialisme. Il a déployé d'une manière plus active ses principes démocratiques et humanistes, en harmonie avec son évolution. Il croyait que seraient respectés les principes de la souveraineté et de la non-intervention et que toutes les questions litigieuses seraient réglées uniquement par des négociations. La direction de notre parti s'est inspirée de ce principe dans toutes les négociations bilatérales et multilatérales d'après janvier. Cette politique contenue dans le programme d'action du C.C. du PCT et sa réalisation graduelle ont acquis à notre parti une autorité et un appui sans précédent. Assurer et accélérer cette voie devaient être l'objet des débats du 14^e congrès extraordinaire, dont les préparatifs étaient en voie d'achèvement. A la veille de ce congrès, les troupes d'URSS, de Pologne, d'Allemagne de l'Est, de Bulgarie, de Hongrie, ont occupé par la force notre territoire, sans aucun motif et sans l'assentiment du Gouvernement légitime et du parti, contre la volonté de notre

peuple : elles ont causé une désorganisation dans le pays et ont empêché de poursuivre la voie que nous avions choisie. Nous nous trouvons devant l'amère vérité que les troupes de pays que nous étions habitués à accueillir comme des amis, se comportent comme des occupants. Défendons le visage humain du socialisme. C'est notre devoir international. »

« Nous nous adressons de nouveau à vous, en tant qu'organisme constitutionnel de notre République, pour vous demander de manifester encore, dans cette situation tendue, votre sagesse, votre calme et votre fierté nationale, qui ne doivent pas s'exprimer par des manifestations publiques ni des meetings, ni des actes irréfléchis. N'aidez pas les soldats étrangers, ne les voyez pas, ignorez-les !

Ne faites rien qui puisse conduire à des heurts, conflits inutiles ou à des pertes irréparables en vies humaines ou en valeurs qui sont propriétés nationales. Jeunes amis ! Notre arme n'est pas la provocation. C'est l'arme de ceux qui aimeraient légaliser l'occupation de notre pays, et justifier ainsi des interventions brutales. Vous savez déjà que le désir unanime de tous les délégués à ce Congrès est identique au vôtre : le départ des troupes d'occupation de notre pays, la libération de vos représentants, le rétablissement de la souveraineté de notre république.

Nous avons un besoin urgent de votre aide : c'est pourquoi nous vous adressons cet appel, afin de mener jusqu'au bout cette lutte victorieuse. »

D'autres appels à la non-coopération, à la désobéissance civile sont lancés par les journaux, la radio et la télévision :

« Nous avons décidé de servir fidèlement, jusqu'à l'extrême limite du possible, notre peuple et ses idéaux progressistes de démocratie et de socialisme.

Nous ne reconnaissons que les représentants de notre pouvoir d'Etat, que nous avons élus ces derniers mois et qui n'ont pas trahi en ce moment. Chaque traître perd le droit de parler au nom de notre nation. Nous sommes résolus à refuser l'obéissance à ces traîtres. S'ils cherchaient à intervenir dans notre travail, nous cesserions de travailler. » (...) « Conservez le calme et la raison : ne vous laissez pas provoquer et ne donnez jamais aux troupes d'occupation la possibilité de prendre le prétexte d'une provocation pour tuer nos gens.

Rappelez-vous : nous n'aiderons pas les occupants, ni leurs valets ; nous ne savons rien, nous ne connaissons rien, nous n'exécutons aucun de leurs ordres. » (Le collectif de la rédaction de *Zemědělske noviny*, 22 août 1968).

Et le journal *Mlada Fronta* du même jour lance un avertissement sous le titre : « NE CROYEZ PAS LES TRAITRES ! » :

« Dans les heures qui viennent, les occupants essaieront sans doute de former, en s'appuyant sur des traîtres tchèques et slovaques, un nouveau gouvernement, une nouvelle direction du parti communiste et d'autres organismes.

Refusez-les, ne collaborez pas avec eux ! Ce sont des trafiquants de nos nations qui depuis longtemps préparaient en secret, avec les occupants, notre malheur et notre honte d'aujourd'hui.

Tout Tchèque et Slovaque honnête restera fidèle à sa nation, aux idéaux de liberté et de démocratie. Il ne se salira pas les mains par une répugnante collaboration avec les occupants, les assassins de nos concitoyens, les ennemis de notre liberté.

Des jours durs et terribles nous attendent. Mais quoi que puissent faire les occupants, ils ne détruiront pas la liberté dans nos cœurs. Jamais nous n'y renoncerons. Nous lutterons pour elle — comme dans le passé — dans toutes les conditions de travail, légal et illégal.

Personne, en ces heures d'épreuves, ne doit se vendre à nos ennemis. »

Ces appels à la non-collaboration, à l'obstruction sans armes, à la désobéissance vont être entendus partout : l'imagination aidant, ce sont des centaines de petits actes de résistance qui vont éclore à travers le pays. On n'a que l'embaras du choix pour en donner des exemples :

Pour dérouter les colonnes de chars avançant dans le pays, les Tchécoslovaques ont eu l'idée de peindre tous les panneaux indicateurs. Tous indiquaient la direction de Moscou ou de l'Oural. Comprenant ce qui se passait, les soldats d'une colonne polonaise grattèrent la peinture pour pouvoir lire les bonnes directions et continuer leur

route. Les Tchécoslovaques eurent alors l'idée de renforcer le stratagème : ils démontèrent les panneaux, les recouvrirent d'une légère couche de peinture facile à enlever et les remirent en place en les intervertissant. Les Polonais, après avoir gratté la peinture, suivirent les directions indiquées et finirent, après maintes péripéties, par se retrouver... à la frontière de leur propre pays !

Pour bloquer le travail des services secrets soviétiques, ainsi que celui des traîtres, les Tchécoslovaques retirèrent le nom des rues, et, comme marque de soutien à Dubcek et à Svoboda, on rebaptise toutes les rues : « rue Dubcek », « place Svoboda »... Prague et d'autres villes deviennent un vrai labyrinthe.

« Dès jeudi soir nous avons vu bien des noms de rues indéchiffrables et blanchis à la chaux, de même que les plaques indicatrices et le plan des villes. Vendredi après-midi, des tracts ont été répandus à travers tout Prague, engageant les gens à arracher les plaques portant les noms des rues ou au moins à les rendre indéchiffrables. Il en est de même pour les noms des bureaux et usines importants. La réaction a été immédiate. Avec la vitesse de l'éclair, les rues de Prague perdent leur nom ! » (Prace, 23 août 1968).

Les seules directions indiquées sont : « Moscou : 1 800 km », « Oural : 2 400 km », « Kiev » ; les lacs s'appellent « lac Baïkal »... De plus, dans les immeubles, beaucoup de gens enlèvent leurs noms de leurs portes et s'appellent Dubcek ou Svoboda.

Le 26 août 1968, l'édition spéciale de *Verceni Praha*, diffusée à plusieurs milliers d'exemplaires, publie les « dix commandements » de la non-collaboration totale :

- 1 - Je ne sais pas.
- 2 - Je ne connais pas.
- 3 - Je ne dirai pas.
- 4 - Je n'ai pas.
- 5 - Je ne sais pas faire.
- 6 - Je ne donnerai pas.
- 7 - Je ne peux pas.
- 8 - Je ne vendrai pas.
- 9 - Je ne montrerai pas.
- 10 - Je ne ferai pas. »

La grève générale par son ampleur et son incidence économique vient au premier plan d'une stratégie de non-coopération. A Prague, ainsi que dans de nombreuses autres villes, elle fut déclenchée le premier jour de l'occupation (se doublant d'une opération « ville morte ») et dura d'abord 5 minutes, ensuite une demi-heure, puis une heure...

Le *Rude Pravo* décrit fidèlement l'impact impressionnant de ces premières grèves en pays communiste :

« Du musée national, un rang de jeunes gens descend la place Wenceslas. Ils se tiennent par la main et crient « évacuez les rues ». Derrière eux, la vaste superficie de la place est complètement vide. Les sirènes et les klaxons commencent à se faire entendre. Les soldats dans les tanks regardent. Ils ne savent pas ce qui se passe. Ils observent les édifices, ils sur-

veillent les fenêtres. Certains tanks ferment leur tourelle. Les mitrailleuses et les canons commencent à tourner à la recherche d'une cible. Mais il n'y a personne sur qui tirer, personne ne provoque. La population, toute la nation, est entrée dans la grève générale proclamée par notre Parti Communiste.

La place Wenceslas est soudainement déserte, seule la brise soulève la poussière, les papiers et les affiches. Il ne reste que les tanks et les soldats. Personne autour d'eux, aucun civil. C'est par cette discipline que la population manifeste son calme, sa solidarité et en même temps la résolution avec laquelle elle veut exprimer son entier soutien à Svoboda et à Dubcek.

A 13 heures, la place commence de nouveau à se remplir. Tout le monde applaudit au cri de « Dubcek, Svoboda ! ». Depuis Mustek, monte la masse de ceux qui ont manifesté avec discipline. La grève générale a montré ce que pensent les jeunes et les adultes, les hommes et les femmes : « Nous sommes avec Svoboda et Dubcek, nous soutenons la nouvelle direction du PCT. » (23.8.1968).

Les grèves servent aussi à bloquer l'occupant, comme celle des cheminots : « Au dépôt ferroviaire de Prague-Vrsovice, règne un silence insolite. Entourés de locomotives, les cheminots discutent de leur résolution. Evidemment, ils sont contre l'occupation, ils soutiennent uniquement nos représentants légaux, ils reconnaissent pleinement le Comité central élu

au 14^e congrès du parti, mais ils savent également que les citoyens attendent davantage d'eux. Nous n'autoriserons jamais que les chemins de fer servent à renforcer l'occupation ! Même si nous y sommes contraints. Chacun de nous connaît bien des procédés pour paralyser les transports. Nous ne transporterons jamais d'unités d'occupation, à moins qu'elles ne regagnent leur pays et que nous en recevions l'ordre de personnes en qui nous avons pleinement confiance. Mais nous ne transporterons rien non plus qui puisse porter atteinte à la République, des munitions ou autres chargements de ce genre ; tous sont tenus de s'assurer de ce que contiennent les wagons. On parle d'un train transportant des stations de brouillage : elles ne passeront pas... »

A 13 heures exactement, les mécaniciens-chefs montent sur leurs machines et les sifflements annoncent la fin de la grève pour aujourd'hui. Les usines répondent, la voix des sirènes mugit dans toute la ville. » (*Prace*, 23-8-1968).

La résolution des cheminots tchécoslovaques ne tardera pas à avoir l'occasion de se manifester. Ils appliqueront la tactique du travail sans collaboration et de l'obstruction pour empêcher la livraison du matériel de brouillage à Prague. L'aventure de ce train est racontée dans *A mains nues* (pp. 170-171) :

« C'est un véritable appel au secours que la radio tchécoslovaque légale lança dans les premières heures de l'après-midi du 23 août. « Un train est entré en territoire

tchécoslovaque, en passant par Oderberg. Il transporte des postes de brouillage à destination de Prague. Il se trouve pour l'instant à Prerau. Empêchez-le d'atteindre Prague. Empêchez-le d'avancer par tous les moyens ! Cheminots, mettez les signaux d'arrêt, établissez de faux aiguillages, bloquez les voies ! Il y va de l'existence de la radio tchécoslovaque libre et légitime ! »

Les vendredi, samedi et dimanche, les nouvelles du train avaient priorité sur toutes les autres informations. Le dimanche, on sut qu'il arriverait trop tard à destination. Le speaker prenait plaisir à dire : « Au cours des dernières vingt-quatre heures, le train de postes de brouillage a parcouru vingt-quatre kilomètres — Le train a dépassé Olomouc ; le train est sur une voie de garage à Mährisch-Trübau. A Pardubice la signalisation est apparemment détériorée, tous les signaux d'arrêt sont mis, le train ne peut pas continuer — Information en provenance de Prelouc : panne de courant imprévue, vraisemblablement due à un court-circuit. » Les Russes demandèrent à Pardubice qu'on leur envoie une locomotive à vapeur ; elle arriva huit heures plus tard, juste au moment où le courant revenait dans les fils électriques.

Le lundi matin, le train s'était considérablement rapproché de Prague : il se trouvait à Kolin, à soixante-quatre kilomètres de la capitale.

Il fallut alors vérifier les freins. Des cheminots tchèques furent chargés de ce travail, naturelle-

ment sous la surveillance des soldats russes. Ils frappèrent les roues avec un lourd marteau de fer et passèrent sous les wagons. Un tuyau de raccordement de freinage était légèrement défectueux : on le répara. Enfin tout fut prêt. Le signal passa au vert et le train s'ébranla ou plutôt... la locomotive et les trois premiers wagons. Les trois derniers restèrent en gare de triage de Kolin. Les soldats qui étaient dans le train le remarquèrent immédiatement. Ils sautèrent des wagons et tirèrent des coups de feu en l'air. Mais la locomotive avait disparu. On en fit venir une deuxième qui, cette fois, arriva tout de suite. On l'attacha aux trois wagons, la deuxième partie du train se mit en mouvement. Or personne n'avait changé les aiguillages. La nouvelle locomotive et les trois wagons ne continuèrent pas tout droit dans la direction de Böhmisch-Brod et de Prague, mais ils obliquèrent à droite, juste derrière la gare, pour se retrouver sur la petite ligne de Nymburk. A Lysa sur l'Elbe, cette partie du train fut arrêtée par les Russes. On finit par découvrir l'autre à Celakovice, à environ quinze kilomètres plus au sud, mais sur une ligne différente. C'est alors que le lundi après-midi des hélicoptères lourds soviétiques arrivèrent à Lysa sur l'Elbe pour se charger de la cargaison et pour l'emmener à son lieu de destination, c'est-à-dire à Pilsen, où fonctionnait l'émetteur le plus puissant. Mais si cette opération se déroula normalement, on ne put se servir des appareils de brouillage parce qu'ils n'étaient pas complets. Il y en avait toujours une partie sur la contre-voie de Celakovice. »

L'HUMOUR DESARME

Comme on peut déjà le remarquer, une des armes les plus employées par les Tchèques est l'*humour*. Il fournit la clef d'un déverrouillage idéologique : reprenant les thèmes éculés de la propagande stalinienne, il les retourne contre eux-mêmes. Nouvelle arme dans l'arsenal des moyens de résistance populaire, cet humour suggère la vérité plus qu'il ne la

montre ; il sert à une véritable éducation politique de la population dans sa lutte contre l'envahisseur.

Cet humour trouve une source populaire dans le héros national qu'est devenu le « brave soldat Chveik ». C'est le héros d'un roman écrit juste après la première guerre mondiale par Jaroslav Hasek, roman qui a connu un très grand succès populaire. Chveik est un homme du peuple, toujours op-

Sur la place Wenceslas : la foule empêche les chars d'avancer.

(photo extraite du livre : « A mains nues », Stock)



primé, balloté de droite et de gauche sans jamais se révolter ouvertement : il se contente, pour survivre et se tirer de toutes les situations, de pousser à l'extrême sa naïveté, sa bêtise et sa maladresse. Proclamant avec complaisance qu'il a été « réformé pour idiotie », c'est lui qui ridiculise ses adversaires. Le contexte historique du roman a probablement contribué aussi à sa réactualisation en 1968, puisqu'il s'agit, là aussi, d'une domination étrangère exécutée, celle de l'empire austro-hongrois d'avant 1914...

L'humour « à la Chveik » fleurit donc à la fois dans les actions et les textes de la résistance. Ainsi ce savoureux entretien de Chveik avec sa logeuse, Mme Müller, publié le 27 août dans le style même du roman de Hasek :

« La technique, voyez-vous mame Müller, eh bien, c'est une sacrée bénédiction pour l'humanité », déclara Joseph Chveik sans cesser de se masser les pieds. « Regardez, vous avez la radio. Aujourd'hui, toute la journée j'ai traversé Prague de long en large, et maintenant, j'ouvre radio Vltava. Je constate que mes randonnées ont été tout à fait inutiles, étant donné que j'avais oublié l'essentiel. Ben oui, c'est seulement à radio Vltava que j'ai entendu, sur la base d'informations dignes de foi, venant tout droit de Moscou, que — et je cite textuellement, mame Müller : « on voit fréquemment chez nous les soldats et officiers des troupes alliées discuter amicalement avec la population, répondre à de nombreuses questions, aider à bien comprendre la situation politique

et éclairer les nobles objectifs qu'accomplissent les troupes. » C'est comme ça qu'ils l'ont dit, mame Müller. Et je vous dirai que si j'avais pas les mains pleines de pommade pour les pieds, je m'en essuyerais les yeux remplis de larmes, car leur langage m'a ému. »

— « Ils ont aussi annoncé, dit Mme Müller en hochant la tête d'approbation, qu'au ministère de M. Boruvka, on a découvert un entrepôt secret d'armes ! ».

— « Vous voyez bien, mame Müller, ça confirme ce que je vous ai dit. On a beau faire, des informations clairvoyantes, c'est le bien le plus précieux de chacun. De cet entrepôt au ministère de l'Agriculture, les journaux de Moscou ont déjà parlé samedi, et vous voyez bien que les héroïques unités d'occupation l'ont découvert dimanche. Ils n'ont fait que confirmer ce que disait la Pravda de Moscou, à vrai dire. J'ai connu un concierge, Vanecek, à Nuslich, qui s'occupait de tous les locataires de sa maison. Quelque part, il a entendu dire que tous les intellectuels ont la gueule de travers. Eh bien, une nuit, il a guetté le chef d'un magasin et quand il est revenu à la maison, il a affirmé que c'était vrai : lui aussi avait la gueule de travers. De plus, il lui manque deux dents. »

« Oui, et Håjek, du ministère des Affaires, il est de nouveau en fuite, figurez-vous, mon bon monsieur », murmura Mme Müller.

« Oui, oui, mame Müller, déclara Joseph Chveik, qui un instant leva ses yeux sérieux sur la ménagère pour se consacrer ensuite au mas-

sage de sa seconde jambe. « Ce monsieur Håjek a un talent fou, comme on le voit clairement. Figurez-vous, mame Müller, qu'il était déjà en fuite près de la mer en Yougoslavie, quelques jours avant que les troupes alliées décident soudainement d'écraser la contre-révolution chez nous, comme si elles voulaient l'enfoncer en terre. Et en plus de cela, monsieur Håjek s'enfuit encore de l'autre côté de l'Océan, à l'Organisation des Nations Unies, ce qui pour un ministre des Affaires Etrangères est vraiment le comble. »

En réponse aux allégations des soviétiques justifiant leur intervention par un appel de quelques ouvriers d'Auto-Praha (les auteurs de cet appel, dix ans après, ne se sont toujours pas signalés !) dénonçant l'existence « d'éléments contre-révolutionnaires armés », des humoristes tchécoslovaques se livrèrent à cet exercice de style d'une efficacité implacable :

« Après avoir lu dans *Rude Pravo* la lettre des 99 kolkhosiens condamnant certains phénomènes qui se sont produits en URSS, nous sommes devenus tristes. C'est donc dans cette voie que se dirige l'évolution chez nos meilleurs amis...

Sans parler de ce que nous avons ressenti quand nous nous sommes fait une image globale de la situation : l'article des 2 000 mots dans la *Literatournia Gazeta*, la tendance au relâchement quant aux frontières avec la Finlande, et puis tous ces clubs engagés, par exemple le Dynamo.

Il nous a tout de suite paru évident que les impérialistes fin-

landais montraient leurs cornes et avaient l'intention d'arracher l'Union Soviétique au camp de la paix. Inutile de souligner la joie que nous ressentons devant les efforts infatigables de notre gouvernement pour consolider la situation chez nos voisins. A cette consolidation ont désiré aussi contribuer d'autres pays voisins, l'Afghanistan, l'Iran, la Turquie et la Roumanie, qui ont participé à la réunion consultative amicale tenu avec les représentants soviétiques.

Cependant, il était déjà trop tard.

La contre-révolution avait atteint une telle ampleur que nous nous sommes vus forcés d'intervenir et d'aider tout au moins les 99 kolkhosiens dont la lettre nous avait tellement bouleversés.

Nous sommes arrivés à Moscou et nous avons occupé la place Rouge. Nos tanks étaient braqués sur le Kremlin. C'est là que, jusqu'à récemment, siégeait le camarade Brejnev, fatigué par les nombreuses discussions qu'il avait eues aussi bien avec nous qu'avec les représentants de la contre-révolution. C'est un homme à double face. Il s'est laissé influencer par les forces étrangères, mais pas par nous. Nous avons voulu le secourir, et c'est pourquoi nous l'avons enlevé et transporté dans un avion militaire depuis l'aéroport de Cheremstovo jusqu'à Prague. Des milliers de citoyens soviétiques nous entouraient, si heureux que ce fût justement nous qui soyions venus les libérer. Afin de mieux connaître nos intentions, ils nous posaient une série de questions habiles auxquelles nous avons répondu

avec simplicité, ce qui les a évidemment satisfaits.

Par un après-midi pluvieux, nous avons également mitraillé le musée national russe, parce que précisément il renfermait divers souvenirs de la terreur tsariste.

En même temps, nous avons tiré sur quelques soi-disant ambulances. Car on sait bien que c'est sous le signe de la Croix-Rouge que se cache l'ennemi. Il y avait des blessés dans les voitures. Et qui les avait blessés ? Blessés par nous ; donc, c'étaient des contre-révolutionnaires. Nos hélicoptères se sont concentrés sur la recherche des émetteurs de la « radio libre », qui semait la confusion chez quelques auditeurs égarés. Pouvons-nous admettre que l'on diffuse sans censure ? Et si l'on faisait passer des fautes de grammaire ?

Heureusement, nous avons emmené avec nous notre émetteur Radio-Volga.

Dans un proche avenir, nous comptons instituer des cours populaires de langue tchèque, qui permettront aux Russes de suivre notre magazine en préparation, le « Monde des Tchécoslovaques ».

Nous sommes persuadés que les gens du monde entier seront soulagés, et que les impérialistes en seront fâchés. » (*Mlady svet*, journal de la jeunesse).

Voici encore quelques autres exemples de cet humour :

« Le directeur du service des passeports de Bratislava porte à la connaissance du public que ses bureaux délivrent comme en temps

ordinaire des passeports et des visas, pour déplacements dus au service et pour voyages privés. Les citoyens peuvent s'adresser à ce service en toute confiance. Il leur permettra de franchir la frontière sans difficultés, en passant par la montagne ou par Devinska Nova Ves.

Nous précisons à nos lecteurs que, dans la loge du concierge, ils verront un étranger en uniforme. Qu'ils ne s'en occupent pas, car ce monsieur est de toute façon entré chez nous sans visa. »

Dans un restaurant, sur le menu : « Aujourd'hui, au lieu de « salade russe », « salade d'occupants ».

A Prague, les soldats, n'ayant pas été reçus en libérateurs comme on le leur avait dit, prennent peur et tirent sur le musée, que les Tchécoslovaques s'empressent de couvrir de banderoles : « Exposition d'art soviétique. »

Petite annonce publiée dans un journal :

« Le Cirque du Pacte de Varsovie : direction Brejnev. Numéros sensationnels ! Les clowns Ulbricht et Kadar, le dresseur Gomulka. Attention : il est interdit de donner à boire ou à manger aux animaux ou de les exciter. »

Les moyens utilisés par le peuple tchécoslovaque pour résister sans armes ont donc été très variés. Seuls quelques-uns d'entre eux ont pu être cités ici, et pas nécessairement les plus importants : il faudrait en effet pouvoir évaluer l'efficacité de chacun d'entre eux afin de ne pas en rester

au simple récit des faits les plus saillants, les plus spectaculaires ou les plus pittoresques. Malheureusement une telle analyse manque. Il faudrait aussi expliquer pourquoi le peuple tchécoslovaque a fait preuve d'une telle unité dans la résistance, d'une telle imagination dans les moyens. A ce niveau, des facteurs proprement politiques devraient être évalués : l'invasion des Soviétiques survenait à un moment où le peuple commençait à devenir l'agent principal de son destin. La société qui naissait du Printemps de Prague donnait aux gens l'envie de la défendre. L'existence de cette nouvelle forme de « politisation » a été sans doute à l'origine de la vitalité de la résistance. Resterait enfin à s'interroger sur le rôle de l'organisation. Car, si la résistance a été spontanée,

il est clair que beaucoup d'actions, à commencer par celles qui ont permis la poursuite des émissions radio, n'ont été possibles que grâce à une sérieuse coordination et répartition des tâches. Contrairement à ce qu'on laisse trop facilement entendre, la résistance sans armes n'est pas une simple juxtaposition d'initiatives individuelles spontanées. Son efficacité exige à la fois la coordination et la responsabilité personnelle des acteurs. L'exemple du train, cité plus haut, peut illustrer cette double exigence : il a fallu une information et une décision venues de Prague pour que tous les cheminots sachent que ce train-là, particulièrement, devait être retardé au maximum ; mais quant à la manière dont cela s'est fait, chaque cheminot, chaque groupe de chemi-

nots le long du parcours était libre d'imaginer ce qui semblait le plus efficace en fonction de ses moyens...

Il y a donc encore bien du travail à faire pour tirer de Prague 68 tous les enseignements intéressants quant aux possibilités et aux conditions d'efficacité d'une défense populaire non-violente. L'ambition de ces quelques pages était seulement de rappeler que cette résistance a eu lieu, qu'elle a marché une semaine avec une efficacité étonnante et que même les sceptiques ne peuvent plus écarter d'un simple mot de mépris l'hypothèse d'une défense sans armes : qu'on y croie ou qu'on n'y croie pas, il faut l'étudier de près.

Christian BRUNIER.

Quelques ouvrages sur la résistance des Tchécoslovaques :

Erich BERTLEFF, *A mains nues*, Stock, 1969. Le témoignage très vivant d'un témoin qui écrit trois semaines après les événements.

Michel TATU, *L'hérésie impossible*, Grasset, 1968 : recueil des articles publiés dans *Le Monde*, pendant les événements.

Tchécoslovaquie 1968 : la cinquième des « Monographies de la Défense Civile » publiées par le M.I.R. en mars 1976. Articles de Adam Roberts, Anders Boserup et

Andrew Wack. A commander au M.I.R., 5, rue Thorel, 75002 Paris.

Il semble que l'ouvrage le plus intéressant et le plus complet, à l'heure actuelle, concernant ces événements de 1968 et leur analyse soit celui d'un allemand, Vladimir HORSKY. Malheureusement, ce livre n'est pas traduit en français. C'est pourquoi nous remercions Jean Villenave, du Cun du Larzac, d'avoir rédigé pour nous une brève analyse du contenu de ce livre.

Vladimir HORSKY, PRAG 1968
(Klett/Kösel - 1975)

Deux sortes d'événements projetèrent, en 1968, la Tchécoslovaquie face à l'opinion publique internationale; d'abord le « Printemps de Prague » au cours duquel une société capitaliste étatique (socialisme d'Etat) évolua en direction du socialisme démocratique. Ensuite, la défense impressionnante des nouvelles conquêtes contre l'intervention militaire de cinq Etats du Pacte de Varsovie.

Ces événements ont surpris par leur originalité et amenèrent deux interrogations:

1 - Comment peut-on expliquer qu'un système de domination solidement établi, soi-disant inébranlable, fut en l'espace de quelques mois, sans le moindre usage de violence, totalement paralysé et considérablement dégradé?

2 - Comment peut-on expliquer qu'une surpuissance, disposant d'un potentiel de coercition énorme, se brisa, malgré une intervention militaire parfaite, sur la volonté d'un petit peuple résistant sans armes?

Où se trouve le seuil de la non-immixtion soviétique? Est-il effectivement inopportun pour les pays de l'Est de viser un changement de structures, avant que celui-ci ne s'accomplisse en Union Soviétique? Est-il en fait sans espoir de s'opposer à une puissance comme l'Union Soviétique, ou y a-t-il tout de même, dans un conflit aussi asymétrique, une vraie chance? De quelle manière et à quel degré un pays en voie de démocratisation peut-il supporter la sanction venant de la puissance hégémoniale? Quel effet d'avertissement aurait, dans le cas d'une intervention en cours, une façon de se défendre consistant

à garder intactes les institutions sociales autochtones, tout en déclenchant une solidarité internationale effective, le tout accompagné d'un apprentissage dans le sens de la non-violence. A toutes ces questions, il n'existe pas de réponses définitives.

Dès le début de son travail, l'auteur ne perd pas de vue que l'originalité des événements tchécoslovaques réside dans le renoncement à la violence, c'est-à-dire dans la non-violence, dont il a bien vu qu'elle est le contraire d'une tolérance passive. Il s'agissait d'un ensemble d'attitudes: la tentative de s'en tenir à la vérité, l'espoir dans la force percutante d'une chose ressentie comme juste, l'impassibilité et l'inflexibilité face à une supériorité (supposée ou réelle), la perception, sous l'apparence de l'impossible, de la réalité du Possible.

L'auteur retient comme première hypothèse de travail le fait que le succès retentissant des événements du Printemps et du mois d'Août est à expliquer précisément par ces modalités du règlement du conflit, qu'il faut analyser au niveau socio-psychologique et dans les techniques de lutte mises en œuvre.

Ensuite, il émet l'hypothèse que ces modalités peuvent être développées non seulement en Europe de l'Est, mais encore sur le terrain de sociétés industriellement et culturellement développées. Il faut pour cela les comprendre comme éléments constitutifs d'une stratégie, dont le but est de dépasser l'actuel statu-quo dans le sens de l'émancipation. Ces deux hypothèses de travail prennent toutefois en considération, à côté du succès de la stratégie du Printemps et du mois d'Août, le désastre patent de l'expérience de Prague. Ceci pose concrètement le problème: la défaite tchécoslovaque doit-elle être considérée comme inéluctable ou bien y avait-il des alternatives qui eussent pu conduire à une autre issue?

L'objet de ce livre n'est pas d'analyser le modèle communiste ni le programme des communistes « réformistes » tchécoslovaques, mais, fait relativement nouveau, d'apporter une contribution aux stratégies nécessaires pour la mise en œuvre de ce modèle ou de ce programme. Cette orientation de recherche est essentiellement due au fait que l'auteur a été l'un des observateurs privilégiés des acteurs du Printemps de Prague: les cercles « réformistes » et à plus d'un titre le peuple tchécoslovaque. Pour ce peuple se posait la question: comment créer les conditions propices à l'application d'un modèle de société post-capitaliste, celui de l'autogestion?

L'auteur nous livre une étude systématique des possibilités, des limites et des exigences de la lutte pour l'autogestion et de sa défense. Il a essayé d'une part de combler certains vides sensibles dans le débat ouvert dans la littérature tchécoslovaque relative à cette question depuis août 1968. D'autre part il tire de cette littérature la première synthèse riche d'enseignements pour la perspective autogestionnaire.

Dans une première partie, il examine le Printemps de Prague dans ses causes, ses modalités, ses acteurs, ses résultats, ses implications internationales et sa signification historique.

Dans une deuxième partie, il fait un compte rendu complet de la confrontation du mois d'août. C'est là l'analyse la plus détaillée et la plus systématique de l'intervention soviétique, de la résistance civile, des négociations de Moscou et des résultats de ces négociations autant qu'ils aient été connus. Cette analyse empirique s'appuie en partie sur des faits jusqu'ici peu connus.

Cette connaissance intime de la scène pragoise permet à l'auteur, dans une troisième partie, de proposer une alternative possible à la poli-

tique de « normalisation » qui fut, en fait, une politique de soumission.

Enfin, en conclusion, les résultats de l'analyse sont récapitulés et soumis à une discussion d'un haut niveau théorique sur la dialectique des conditions de pouvoir : Le mode de gouvernement dépend du degré d'obéissance et de coopération des gouvernés. Lorsque le peuple renonce à l'obéissance et refuse la coopération sur une large échelle, aucun pouvoir ne peut s'affirmer dans la durée.

L'analyse du cas de figure complexe de la confrontation du mois d'août nous suggère que la même dialectique aurait pu continuer à opérer si, au lieu de recourir à une « Realpolitik » défaitiste, les leaders praguais avaient persévéré dans une forme effective de résistance, celle de la défense populaire non-violente.

Le système néo-stalinien ne pouvait être restauré que par les Tchèques et les Slovaques et non par les Russes ou les Ukrainiens. Parce que le peuple était déterminé à s'en protéger, parce que sa détermination jouissait d'un large soutien dans l'opinion publique internationale, parce que la cinquième colonne du Kremlin avait perdu le pouvoir et parce que Moscou, déclarant répondre à son « devoir d'assistance », pouvait difficilement acculer le peuple des camarades résistants sans armes à la soumission par la famine ou le bain de sang, un « grand refus » s'étendant au-delà du mois d'août 1968 aurait pu ne pas être sans chance de succès.

Ceci aurait encouragé beaucoup de partis communistes à l'Ouest, aussi bien que les groupes « réformistes » de l'Europe de l'Est, à résister plus effectivement au « communisme des Tanks ». Un tel développement aurait pu occasionner, dans des conditions favorables, des changements positifs simultanés, y compris à Moscou. Même si cette résistance sans armes

avait été brisée plus tard, il faut reconnaître que les conséquences morales et politiques eussent été moins tragiques que celles de la capitulation des accords de Moscou.

Le désastre de l'expérience de Prague vers le « socialisme démocratique » donne l'impression qu'il n'existe pas de chances pour les « réformistes » en Europe de l'Est. Néanmoins, le déclin rapide du gouvernement totalitaire pendant le Printemps de Prague éclaire les contradictions immanentes, la légitimité insuffisante et la relative vulnérabilité du « socialisme étatique ».

Enfin, le fiasco de Moscou dans sa stratégie d'intervention d'août, montre quant à elle que même un pouvoir hégémonique peut être défié.

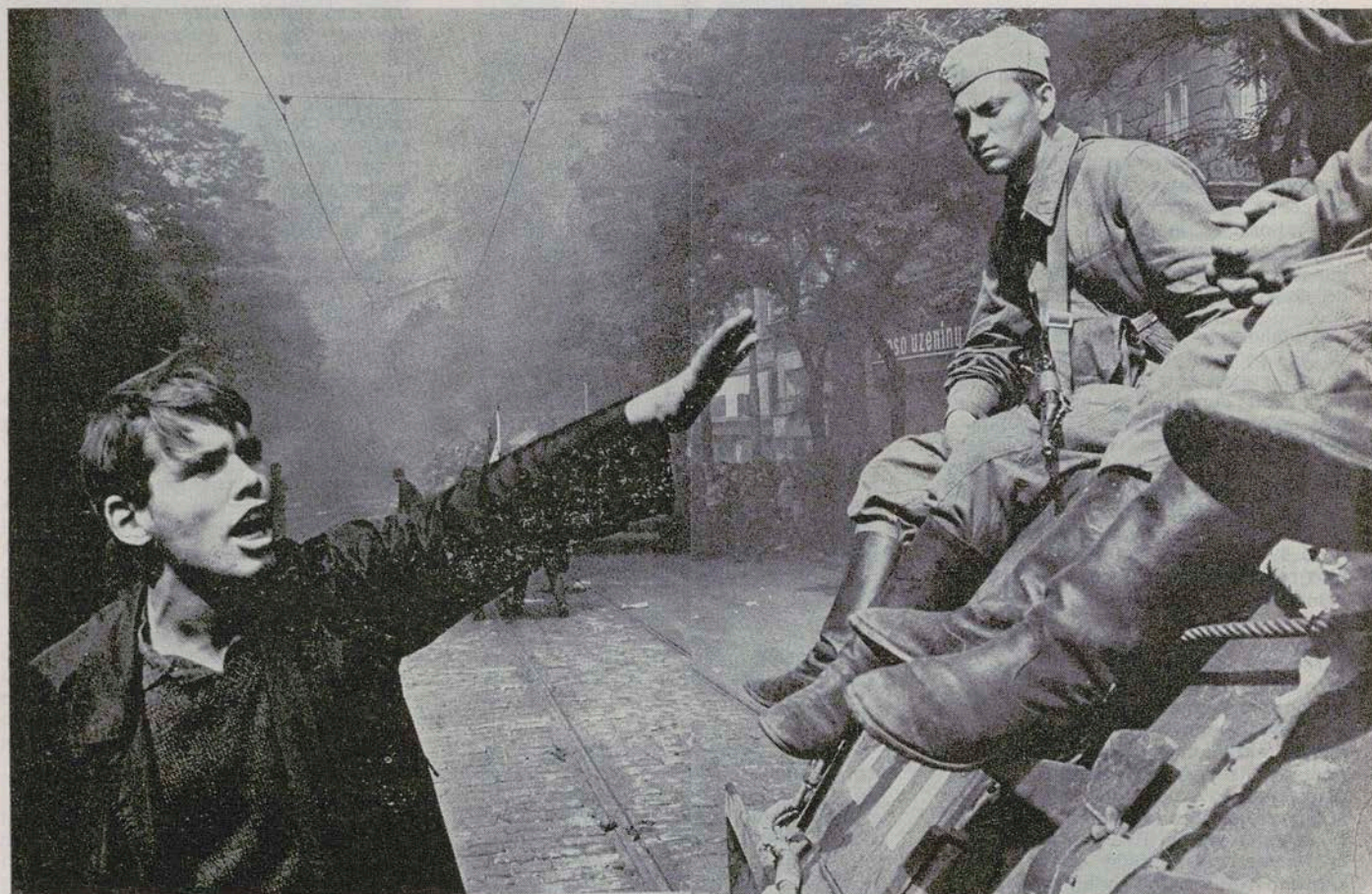
A la lumière de l'expérience tchécoslovaque, une attitude défaitiste apparaît donc injustifiée, la croyance en la bénédiction d'une « Realpolitik » conformiste désastreuse, la glorification de la « contre-violence révolutionnaire » inadmissible ; alors qu'un engagement non-violent pour la liberté assure le déroulement de l'action la plus prometteuse.

Entre le Printemps de Prague et la confrontation d'août, nous devons constater plusieurs similitudes. Tout d'abord, l'importance « substantielle » d'une opinion publique majeure politiquement et de son engagement constant ; ensuite, l'initiative ou plutôt le rôle moteur des intellectuels ; enfin la relève stratégique de l'élite au pouvoir. Nous devons remarquer que sans l'engagement actif du peuple, le groupe des intellectuels n'aurait pu imposer son programme de réformes, et les « décideurs » acquis aux réformes n'auraient pu les appliquer contre l'appareil du parti.

Une deuxième remarque s'impose. La place particulière de l'opinion publique est aussi mise en relief par

une expérience négative. A partir du moment où les négociations avec Moscou sont entamées, alors que l'initiative se trouve entre les mains des politiciens professionnels, coupés du peuple, c'est-à-dire échappant à sa pression immédiate, ceux-ci enterrent le socialisme démocratique. Il apparaît clairement que ce n'est point la stratégie non-violente employée pour régler le conflit, mais bien son abandon qui est à mettre en cause dans la défaite. La résistance populaire civile n'est pas à accuser, mais bien la capitulation de l'Establishment tchécoslovaque qui la brisa.

Jean Villenave.



D.R. Photo, n° 179

les accords de Moscou

COMMENT FUT BRISEE LA RESISTANCE DES TCHECOSLOVAQUES

LE vendredi 23 août 1968 à neuf heures trente du matin, l'avion du Président de la République tchécoslovaque, le général Ludvík Svoboda, décolle de Prague à destination de Moscou. La décision du Président Svoboda de quitter le territoire tchécoslovaque pour aller négocier avec les dirigeants soviétiques allait s'avérer le tournant décisif de l'épreuve de force engagée entre les deux « partis frères » depuis qu'il était apparu clairement aux maîtres du Kremlin que le printemps de Prague menaçait directement l'orthodoxie des dogmes dont ils s'estimaient les dépositaires. Afin de rétablir la « Pax Sovietica », Brejnev avait décidé d'envoyer ses soldats à Prague ; il avait suffi d'une nuit — celle du 20 au 21 août 1968 — pour que tout le territoire tchécoslovaque se trouve occupé par les chars du pacte de Varsovie.

Mais cela n'avait pas suffi pour convaincre les Tchécoslovaques qu'ils avaient tort de vouloir construire un « socialisme à visage humain », un socia-

lisme réconcilié avec la démocratie. Tout au contraire, l'occupation militaire de leur pays par l'une des forces armées les plus puissantes du monde avait renforcé leur détermination. Le premier moment de stupeur passé, ils avaient vite compris que la force de leur union était supérieure à la puissance des chars soviétiques ; leur refus unanime de collaborer avec l'occupant mettait celui-ci dans l'impossibilité d'atteindre ses objectifs. Les dirigeants soviétiques durent abandonner très vite l'espoir de mettre en place un « gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan » qui viendrait justifier leur « aide fraternelle » et se mettrait à leur disposition pour appliquer leurs directives. Dès le 21 août en fin de matinée, l'ambassadeur soviétique Tchervonenko s'était rendu auprès du Président de la République pour tenter de le convaincre de nommer un tel gouvernement. Mais Svoboda avait refusé toute négociation et demandé à son visiteur de quitter les lieux sur le champ. Les quelques hommes politiques tchécoslovaques qui avaient accepté de se mettre à la solde de Moscou — à leur tête se trouvaient Indra, Bilak et Kolder — ne s'étaient pas montrés à la hauteur de la tâche qui leur avait été confiée. Si l'occupation avait parfaitement réussi du strict point de vue militaire, elle se soldait par un échec total du point de vue politique.

Dès le lendemain de l'invasion, le 22 août, s'était tenu au nez et à la barbe de l'occupant, le XIV^e congrès extraordinaire du Parti communiste tchécoslovaque. Il devait se tenir le 9 septembre : l'une des raisons qui décidèrent les soviétiques à passer à l'action sans tarder était précisément d'empêcher ce congrès qui allait consacrer la politique de Dubcek. Tous les délégués avaient déjà été élus et, par les différents réseaux clandestins de communication qui s'étaient mis en place dès l'arrivée des chars, ils furent conviés à se rendre dans une usine de la banlieue de Prague, à Vysocany. Bien que de nombreux délégués slovaques aient été empêchés de rejoindre Prague, la grande majorité des délégués répondirent à l'appel — très exactement 1 192 sur 1 543 — et purent élire très régulièrement un nouveau comité central. Dans sa proclamation aux citoyens tchécoslovaques, le congrès affirmait : « la Tchécoslovaquie n'acceptera jamais ni une

administration militaire d'occupation, ni un pouvoir indigène de collaboration qui s'appuierait sur les forces d'occupation » (1).

TENDRE LA MAIN A BREJNEV ?

Ainsi, au moment où les troupes du pacte de Varsovie se trouvent paralysées au milieu d'une population qui ignore leurs menaces et leur refuse toute collaboration, au moment où les dirigeants soviétiques n'ont même plus un projet politique à faire aboutir — le scénario initial ayant complètement échoué et aucun scénario de rechange n'ayant été prévu — au moment où la diplomatie du Kremlin se trouve dans une impasse totale, à ce moment-là le Président Svoboda décide d'aller à Moscou pour tendre la main à Brejnev. Celui-ci aura l'outrecuidance de l'accueillir avec de grandes démonstrations d'amitié qui ajouteront encore à la révolte du peuple tchécoslovaque.

« Personne de nous, commenteront les journalistes de la télévision, n'oubliera qu'au moment où, en outrageant l'honneur du Président Svoboda, les chefs soviétiques ont fait flotter le drapeau tchécoslovaque à l'aérodrome de Vnoukovo et dans les rues de Moscou, pendant ce temps leurs soldats, chez nous, ont assassiné des jeunes gens portant ce même drapeau en signe d'indomptable patriotisme. Qu'au moment où, au son de notre hymne national usurpé par ceux qui le méprisent, ont retenti les salves solennelles des canons soviétiques, ces mêmes canons ont semé ici la mort et la terreur. Qu'au moment où, sur l'aérodrome moscovite et dans les rues de Moscou des « groupes de citoyens » scandaient le triple « amitié, amitié, amitié ! », au même moment les chenilles des tanks et les bottes des soldats écrasaient les derniers vestiges de cette amitié à l'égard de l'Union Soviétique. » (2).

Dans le départ de Svoboda, il y avait quelque chose d'un abandon de poste en temps de guerre. Un général en chef ne quitte pas le front de ses troupes en plein milieu d'une bataille pour s'en aller

négocier en territoire ennemi — à plus forte raison lorsque d'autres généraux ont été faits prisonniers. Dans la situation qui s'était créée après trois jours d'occupation, c'est Brejnev et non pas Svoboda qui avait le besoin le plus impératif de négocier (3).

Svoboda a-t-il pris lui-même l'initiative de se rendre à Moscou dans l'espoir d'obtenir des dirigeants soviétiques la libération de Dubcek et de ses compagnons faits prisonniers aux premières heures du 21 août ? A-t-il été contraint à faire ce voyage par les menaces soviétiques de briser la résistance en ayant recours à toute la violence nécessaire pour cela ? Il est difficile de répondre avec certitude à cette question. Il est probable cependant que Svoboda a estimé que la situation exigeait un compromis et que seules des négociations avec les dirigeants soviétiques permettraient de trouver les termes de ce compromis. Or, lui seul était encore en mesure de mener ces négociations. Quoi qu'il en soit et bien que la Présidence de l'Assemblée nationale ait demandé au général Svoboda de ne quitter en aucun cas le territoire de la République, la radio diffuse le 23 août à huit heures quarante cinq un discours où il annonce son départ pour Moscou :

« Hier, le 22 août, j'ai eu des négociations avec les représentants de l'Union soviétique à Prague sur la solution de la situation créée par l'entrée des troupes soviétiques et d'autres pays sur le territoire de la Tchécoslovaquie, notamment sur le rétablissement des fonctions dirigeantes de l'organe constitutionnel de la République socialiste tchécoslovaque. Ces négociations n'ayant pas abouti à des résultats satisfaisants, j'ai demandé, dans la matinée, aux membres du gouvernement qui étaient encore au Château (4) leur accord pour négocier directement avec les représentants suprêmes de l'Union soviétique. Ce matin, l'ambassadeur de l'Union soviétique à Prague a transmis l'accord de l'Union soviétique. M'accompagneront dans ces négociations le Dr Husak, MM. Dzur, Piller, Bilak et le Dr Kucera ». Et le général Svoboda croit pouvoir ajouter : « Nous pensons revenir dès ce soir... » (5).

(3) Evoquant ce voyage dans son livre *Dans les archives du Comité Central* (A. Michel, 1978, p. 280), Karel Kaplan estime que « de toute évidence, Svoboda avait une fois de plus rendu service à l'U.R.S.S. ».

(4) Le Château : Résidence du Président de la République.

(5) *Les sept jours de Prague*, op. cit., pp. 159-160.

(1) Document publié dans *Les sept jours de Prague*, Anthopos, Paris 1969, p. 95.

(2) *Id.*, pp. 227-228.

Mais ce qu'il ne dit pas à ses concitoyens, c'est qu'il n'avait nullement souhaité être accompagné par les camarades Indra, Bilak et Piller ; c'était l'ambassadeur Tchervonenko qui avait exigé, sur ordre du politburo soviétique, qu'ils soient intégrés à la délégation tchécoslovaque.

Après la réception grandiose à l'aérodrome de Vnoukovo, l'accueil réservé par les soviétiques à leur hôte tchécoslovaque derrière les portes du Kremlin se fit beaucoup moins chaleureux et l'atmosphère beaucoup moins cordiale. Brejnev exigea de Svoboda qu'il change les dirigeants qui se trouvaient à la tête du parti et du gouvernement, faute de quoi il transformerait la Slovaquie en république soviétique. Mais Svoboda refusa catégoriquement d'engager toute discussion tant que Dubcek et les autres dirigeants faits prisonniers par Moscou ne seraient pas libérés. Devant cette détermination les soviétiques durent céder ; le soir même du 23 août, Dubcek et Cernik (6) arrivèrent à Moscou. Ils ne purent toutefois rencontrer Svoboda et aussitôt Brejnev tenta de leur arracher des concessions.

Le samedi 24, tous les dirigeants tchécoslovaques se trouvent réunis face aux maîtres du Kremlin. Certes, que Dubcek, Cernik et Smrkovsky (7) soient reconnus par les dirigeants soviétiques comme des « interlocuteurs valables » alors qu'ils avaient tenté de les faire disparaître à tout jamais de la scène politique et qu'ils les accusaient la veille encore d'avoir fait le jeu de la contre-révolution, cela constituait en soi un succès considérable de la résistance populaire. Que Brejnev ait dû céder sur un point aussi important, au risque de perdre la face, prouve que lui-même ne surestimait nullement la puissance de ses chars et qu'il avait conscience de se trouver dans une impasse. Ce recul de Brejnev aurait dû renforcer la détermination des dirigeants tchécoslovaques et les pousser à l'intransigeance. Mais leur situation était celle d'otages plus que de négociateurs, et les soviétiques étaient bien décidés cette fois à imposer leurs conditions sans reculer d'un pouce. De plus, les dirigeants tchécoslovaques

seront loin de présenter un front uni face aux Soviétiques ; la présence parmi eux de collaborateurs notoires sera un facteur de division qui affaiblira considérablement leur position (8).

Le 24 août, deux dirigeants tchécoslovaques quittent Prague pour Moscou : l'un, Svestka, est acquis à la thèse soviétique ; l'autre, Zdenek Mlynar, est un partisan convaincu du Printemps de Prague. Il pourra donner à Svoboda et à Dubcek des informations sur les événements qui se déroulent en Tchécoslovaquie et les assurer que la résistance populaire reste inflexible. Les Tchécoslovaques, en effet, font preuve d'un courage et d'une imagination qui déroutent complètement leurs adversaires. Certes, les chars soviétiques occupent le territoire, mais ce sont les Tchécoslovaques qui restent maîtres du terrain. Le 25 août, *Le Monde* pouvait titrer en première page : « La résistance non-violente de la population est d'une ampleur et d'une efficacité étonnante ». Dans l'article qui suivait, Michel Tatu écrivait notamment : « Les réalistes et les sceptiques doivent découvrir eux-mêmes que la résistance non-violente peut être singulièrement efficace (9). »

REVENEZ !

Le 25 août, dans une lettre signée conjointement par le gouvernement, la Présidence de l'Assemblée nationale et le Présidium du Comité central du P.C.T., les dirigeants tchécoslovaques restés à Prague assurent le Président de la République que « le peuple rejette catégoriquement l'occupation, en tant qu'illégal, anti-constitutionnelle, sans aucun fondement, et exige le retrait des troupes d'occupation. » Ils précisent que « les autorités d'occupation n'ont

(8) Smrkovsky le reconnaîtra à son retour de Moscou : « Nous nous sommes heurtés durement, non seulement avec nos interlocuteurs, mais aussi entre nous ». (*Edition spéciale*, édit. Publications premières et Tallandier, Paris, 1968, p. 606).

(9) D'autres journalistes français noteront dans le même recueil *Edition spéciale* (p. 548) : « Les Tchèques font comme si les chars étaient en carton pâte, comme si tout cela n'était qu'une fête grotesque, qu'un préambule folklorique à la foire de Brno. Les Russes sont là, certes, mais si totalement moqués, si complètement démythifiés par l'humour que, jusqu'au lendemain des accords de Moscou, on espère qu'écoeurés par tant d'ingratitude, ils s'enfuient, à jamais traumatisés par cette invasion d'un pays où personne n'a eu peur de leurs armes. »

(6) Cernik était alors Président du Conseil des ministres.

(7) Smrkovsky était alors Président de l'Assemblée Nationale.

réussi, jusqu'à présent, à obtenir ni le moindre soutien, ni la moindre coopération de la part de la population ». Puis, jugeant anormal qu'ils soient maintenus dans l'ignorance de la teneur des négociations de Moscou, ces dirigeants font deux propositions au Président de la République : ou bien des représentants du comité central du P.C.T., de l'Assemblée nationale et du gouvernement se rendent d'urgence à Moscou, ou bien les négociateurs tchécoslovaques demandent une « suspension de courte durée » des entretiens, afin qu'ils « mettent à profit cette courte interruption pour se familiariser plus en détail avec la situation dans le pays et consulter les autorités compétentes » (10). Mais, bien évidemment, cette lettre ne devait jamais parvenir à son destinataire.

Les Tchécoslovaques s'inquiètent de l'absence prolongée de leurs dirigeants et craignent que les négociations en cours ne débouchent sur un compromis qu'ils pressentent nécessairement inacceptable. « Il n'y a pas de compromis possible entre le couteau et la plaie » dira plus tard Ernst Fischer en parlant des négociations de Moscou (11). Selon le journal *Slova Svobody*, tout compromis est « inutile et dangereux », car il ne pourrait que briser « l'extraordinaire unité nationale actuelle ».

« Ce n'est pas à nous à présent de déplacer les pions ; nos partenaires se trouvent dans une situation peu enviable car il n'existe aucune possibilité pour eux de gagner la partie. Ils ne peuvent faire qu'une seule chose : reconnaître sportivement leur défaite ou renverser l'échiquier. Avec toute la brutalité dont ils sont capables, mais également de toute leur impuissance. Car la plus grande puissance est aussi la plus grande impuissance » (12).

Mlada Fronta, le quotidien de l'Union de la jeunesse, refuse par avance la légitimité d'un accord

(10) *Les sept jours de Prague*, op. cit., pp. 252-255.

(11) Cité par Erich Bertleff, *A mains nues*, Stock, Paris 1969, p. 191.

(12) *Les sept jours de Prague*, op. cit., pp. 281-282. Le journal *Reporter* rejette, lui aussi, toute idée de compromis : « Nous devons défendre notre vérité avec un minimum de pertes et un maximum de fermeté. Un compromis n'est pas possible : nous ne pouvons perdre plus que nous avons déjà perdu, nous ne pouvons offrir plus que ce qu'on nous a volé. » (id., p. 313).

qui surviendrait entre les dirigeants soviétiques et les dirigeants tchécoslovaques :

« Il est partout admis qu'un document signé sous la menace n'a pas de valeur ; que celui qui a été forcé de le signer n'est pas obligé d'en respecter les clauses... Quand un voleur entre la nuit dans votre maison, vous blesse et vous force, le revolver à la main, à signer que vous lui donnez librement tous vos biens, cette signature est importante tant que vous êtes menacé, pas une minute de plus. Nos représentants à Moscou sont exactement dans cette situation (13) ».

Après cinq jours d'occupation, les Tchécoslovaques osent publier des communiqués de victoire :

« Nous sommes moralement vainqueurs, écrit *Reporter* le 26 août 1968, la mise en scène à court terme de l'agression a échoué. Les agresseurs se sont heurtés à une résistance unie de nos deux nations, inconnue jusqu'à maintenant dans l'histoire. (...) L'armée d'occupation est complètement isolée, impuissante, totalement rejetée. (...) Le pays est anonyme et muet. Les décrets d'arrestation et les listes des victimes deviennent des morceaux de papier inutiles. Les occupants ont occupé les imprimeries, mais les journaux sortent quand même plusieurs fois par jour, libres ; ils ont occupé la radio, mais la radio émet librement ; ils ont occupé la télévision sans réussir à la faire taire. Dès les premiers jours, l'occupation a été politiquement vaincue, vaincue moralement et psychologiquement, et ridiculisée devant le monde entier » (14).

C'est pourquoi les Tchécoslovaques estiment que leurs dirigeants doivent rentrer chez eux. Les journaux publient plusieurs appels dans ce sens, émanant de milieux très divers : des syndicalistes (15), des étudiants, des professeurs (16). Le jour-

(13) Id., p. 314.

(14) Id., p. 312. Et l'Union des Ecrivains affirme de son côté : « Il n'y a pas, en Tchécoslovaquie, assez de prisons pour enfermer tous ceux qui, aujourd'hui, lèvent et tiennent le drapeau de notre volonté d'être libres. » (id., p. 308).

(15) Les syndicalistes de l'usine Elekytosignal de Prague demandent au Président de la République d'interrompre les négociations et de revenir à Prague pour analyser la situation avec le gouvernement et l'Assemblée nationale.

(16) Les professeurs et étudiants de la Haute Ecole Technique de Prague rédigent l'appel suivant : « Etant donné que les troupes d'occupation n'ont pas arrêté leurs actions pendant les pourparlers, nous considérons que les conditions des négociations sont honteuses et indignes. C'est pourquoi nous demandons l'interruption des négociations et le retour immédiat de tous nos représentants. » (id., p. 319).

nal *Svoboda* adresse aux « camarades qui sont en train de négocier à Moscou » cette requête pressante :

« Camarades, nous vous prions avec insistance : rentrez et voyez vous-mêmes la situation. Vous verrez que nous ne pouvons pas céder un pas sur la souveraineté. Un compromis limitant notre souveraineté, barrant la voie que nous avons choisie après janvier, serait non seulement inacceptable pour le peuple, mais porterait un coup dur et irréparable au rôle dirigeant du parti. Ce serait surtout un coup mortel pour l'avenir du mouvement communiste international. Camarades, rentrez ! Le talon d'Achille d'un dirigeant politique est toujours sa liaison avec la pensée et le sentiment de son peuple (17) ».

LE PROTOCOLE DE MOSCOU

Mais pendant que le peuple tchécoslovaque a acquis la conviction, non seulement qu'il ne *doit* pas céder, mais qu'il *peut* ne pas céder, les dirigeants, cédant aux pressions de Brejnev, acceptent de signer un Protocole qui signifie leur capitulation. Les concessions faites par les dirigeants de Prague sont encore beaucoup plus franches et massives que ne pourront l'imaginer les Tchécoslovaques dans un premier temps, car le texte des accords de Moscou restera secret. Il est en effet précisé dans le Protocole que

« les deux délégations se sont mises d'accord, dans l'intérêt des deux partis communistes et de l'amitié soviéto-tchécoslovaque, pour considérer comme strictement confidentiels tous les contacts entre les représentants des P.C. tchécoslovaques et soviétiques postérieurs au 20 août 1968. Les conversations qui viennent d'être terminées sont donc par conséquent couvertes par cette convention (18) ».

En raison donc de ce silence pudique, les Tchécoslovaques n'auront connaissance que d'un communiqué qui tente de masquer l'étendue du désastre qu'ils viennent de subir. En réalité, à tra-

vers l'accord que signent les deux parties le 26 août, Dubcek, Svoboda et leurs compagnons ont accepté une à une toutes les exigences des Soviétiques. « Il s'agit d'un contrat léonin, affirme *Le Monde* dans son éditorial du 29 août 1968, extorqué par la violence, ce qui, aux termes du droit commun, suffirait à décharger ceux qui ont dû y souscrire de l'obligation de l'exécuter (19). »

Le texte du Protocole précise que :

« le présidium du Comité central du P.C.T. a déclaré que le soi-disant Congrès du P.C., réuni le 22 août dernier sans l'autorisation du Comité central, représentait un cas de violation des statuts du Parti. (...) Il est frappé de nullité. (...) Un congrès extraordinaire sera convoqué après que la situation dans le Parti et dans le pays sera normalisée. »

Cette concession faite par les négociateurs tchécoslovaques est particulièrement grave ; elle illustre, de manière dramatique, le décalage entre les dirigeants qui siégeaient à Moscou et le peuple qui résistait face aux chars de l'occupant. Cette clause efface d'un trait de plume l'un des faits les plus marquants de la résistance du peuple tchécoslovaque : en acceptant d'annuler le Congrès clandestin du 22 août, Dubcek et ses compagnons se mettent eux-mêmes en travers des décisions prises par l'instance suprême de leur parti. Dès ce moment, ils se trouvent dans l'illégalité par rapport à la loi de leur propre parti qui, pour une fois — pour la première fois —, coïncidait avec la loi de leur peuple. A partir de ce moment, ils ont perdu toute légitimité. De fait, ils ne sont plus que des collaborateurs au service de l'occupant.

Le texte du Protocole stipule également que le Plénum du C.C. du P.C.T. se réunira dans les six à dix jours à venir afin

« de consolider à tous les échelons l'appareil du Parti et de l'Etat, ainsi que de libérer de leurs fonctions les

(17) *Id.*, pp. 327-328.

(18) Pour le protocole de Moscou, nous nous référons au texte intégral publié par Pavel Tigrid dans *La chute irrésistible d'Alexandre Dubcek*, Calmann-Lévy, Paris 1969, pp. 293 s.

(19) Un seul des dirigeants tchèques présents à Moscou refusera sa signature : Frantisek KRIEGL. Il le rappellera, le 30 mai 1969, devant le Comité central qui allait l'exclure du Parti communiste : « J'ai repoussé ce prétendu protocole de Moscou : je l'ai repoussé parce que j'y ai vu un document qui ligote complètement notre République. » (*Ici Prague, l'opposition intérieure parle*, recueil de documents présentés par Jiri Pelikan, Seuil, Paris 1973, p. 111).

personnes dont le maintien en activité ne serait plus conforme à l'impératif de renforcer le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du Parti communiste. »

En outre, les dirigeants tchécoslovaques

« ont affirmé la nécessité d'exécuter rapidement toute une série de mesures favorisant le renforcement du socialisme, et notamment « des mesures prioritaires en vue de contrôler les moyens d'information afin qu'ils servent pleinement la cause du socialisme et en vue de mettre un terme aux manifestations anti-socialistes de la radio, de la télévision. Les organes du Parti et de l'Etat veilleront à l'assainissement de la situation dans la presse, à la radio et à la télévision, au moyen de nouvelles lois et ordonnances. »

Ainsi, ceux-là mêmes qui ont libéré le peuple tchécoslovaque du joug de la censure affirment la nécessité de la rétablir. La liberté d'expression des citoyens était le cœur même du Printemps de Prague ; dès lors qu'elle est supprimée, fut-ce « pour favoriser le renforcement du socialisme », c'est encore une fois la démocratie qui est condamnée à mort.

La clause du Protocole concernant le problème crucial du stationnement des troupes du Pacte de Varsovie sur le territoire tchécoslovaque constitue certainement l'un des plus remarquables chefs d'œuvre de la diplomatie internationale :

« Les deux délégations ont traité des questions relatives à la présence des troupes des pays socialistes en précisant d'un commun accord que ces troupes ne s'immisceront pas dans les affaires intérieures tchécoslovaques. »

et cela alors même que l'entrée et le maintien des troupes « alliées » n'avaient d'autres raisons que cette immixtion !... Le texte poursuit :

« Dès que la menace pesant sur le socialisme en Tchécoslovaquie et sur la sécurité des pays de la communauté socialiste aura été écartée, il sera procédé à l'évacuation par étapes des armées alliées du territoire de la République tchécoslovaque ». Et pour que cette transition se passe dans le plus grand calme, « le Présidium du Comité Central du P.C.T. et le gouvernement adopteront, en ce qui concerne la presse, la radio et la télévision, toutes les mesures suscepti-

bles d'empêcher la naissance des conflits entre les troupes alliées et la population tchécoslovaque. »

Par ailleurs, les dirigeants tchécoslovaques, condamnant toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de leur pays, ont donné des instructions au délégué tchécoslovaque à l'O.N.U. afin qu'il proteste vigoureusement contre « la discussion de la prétendue affaire tchécoslovaque au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. » et pour « insister fermement pour que ce point soit retiré de l'ordre du jour ».

En acceptant cette clause, les dirigeants de Prague désavouent l'intervention faite par Jiri Hajek, ministre des Affaires étrangères du gouvernement tchécoslovaque, devant le Conseil de sécurité le 24 août. C'est lui, en effet, qui avait « prétendu », en présence du représentant de l'U.R.S.S., qu'il existait bel et bien une « affaire tchécoslovaque ». Là encore, Dubcek enlève une épine du pied à Brejnev : une défaite à l'O.N.U. n'aurait pas manqué d'aggraver la position de l'U.R.S.S. sur le plan international.

Le dernier paragraphe du Protocole de Moscou mentionne que les deux parties se sont engagées à « intensifier l'amitié traditionnelle entre les peuples des deux Etats et leur amitié fraternelle pour l'éternité ». Déjà, en 1956, les étudiants tchécoslovaques, alors qu'ils tentaient de s'organiser pour secouer le joug de la bureaucratie stalinienne, traduisaient ainsi le sentiment qu'éprouvera douze ans plus tard le peuple tout entier : « pour l'éternité, d'accord, mais pas un instant de plus ! ... »

BRISER LA RESISTANCE POPULAIRE

Après qu'ils eurent ainsi signé leur propre reddition, il restait aux dirigeants tchécoslovaques la tâche redoutable de faire accepter à leur peuple les exigences soviétiques. Certes, ils étaient tous maintenus dans leurs fonctions, ce qui pouvait apparaître comme un succès considérable et, à vrai dire, inespéré. Mais en réalité, s'ils avaient l'autorisation de retourner à Prague, c'était seulement parce qu'eux seuls étaient en mesure de briser la résis-

tance populaire et d'assurer la mise en œuvre effective de la normalisation soviétique (20).

Le 27 août dès huit heures du matin, la radio annonce le retour de la délégation. La population est prête à saluer ce retour avec allégresse ; mais, en même temps, elle attend avec inquiétude de connaître la teneur des Accords qui viennent d'être signés. Ce n'est qu'à quatorze heures quarante que sera diffusé à la radio un communiqué dont les termes s'efforcent de présenter ces accords sous un jour acceptable : « La partie soviétique a exprimé sa compréhension et son soutien à la position de la direction du P.C.T. et de la République socialiste de Tchécoslovaquie qui (...) entend procéder à l'amélioration des méthodes de gestion de la société, au développement de la démocratie socialiste et au renforcement du système socialiste sur la base du marxisme léninisme. » Le communiqué voudrait également convaincre les Tchécoslovaques que

« les représentants soviétiques (...) ont confirmé qu'ils étaient prêts à la plus large et sincère coopération sur la base du respect mutuel et de l'égalité en droit, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance, ainsi que de la solidarité socialiste ».

Sur la présence des troupes « alliées », le communiqué se veut délibérément optimiste :

« Un accord est intervenu sur les conditions de retrait de ces troupes du territoire de la Tchécoslovaquie en fonction de la normalisation dans notre pays » (21).

Aussitôt après la lecture de ce communiqué, la radio diffuse un discours du Président de la République. Pour justifier son attitude, le général Svoboda va arguer du fait qu'il était de son devoir de tout faire pour éviter que ne coule le sang du peuple tchécoslovaque :

« les événements dans notre pays, au cours de ces derniers jours, menaçaient à chaque heure de prendre

(20) Un dernier incident devait marquer le séjour à Moscou de la délégation tchécoslovaque : au moment de prendre place dans l'avion, on s'aperçut que Frantisek Kriegel manquait à l'appel. Brejnev voulait le retenir prisonnier pour le punir de n'avoir pas voulu s'incliner devant son diktat. Mais Dubcek refusa catégoriquement de partir sans son compagnon et les Soviétiques durent consentir à le laisser s'envoler avec les autres.

(21) *Les sept jours de Prague*, op. cit., pp. 248 s.

une tournure plus tragique. En tant que soldat, je sais les hécatombes que peuvent entraîner les affrontements entre la population et une armée disposant des moyens les plus modernes. C'est précisément pour cela que je considérais de mon devoir, en ma qualité de Président, de tout faire pour éviter que cela ne se produise et que le sang ne coule stupidement entre des nations qui ont toujours vécu en amitié et pour veiller en même temps à ce que soient sauvegardés les intérêts fondamentaux de notre patrie et de notre peuple. Je ne veux pas vous cacher pour autant la réalité, à savoir que les traces douloureuses des événements des jours derniers subsisteront pour longtemps. »

Alors même que ceux qui l'écoutent sont encore meurtris par l'agression qu'ils viennent de subir, de la part de l'Union soviétique, il les invite à « faire renaitre la confiance et à renouveler la franche coopération avec ce pays ». Laissant ensuite entendre qu'un « accord de principe » est intervenu sur le « retrait progressif et complet des forces d'occupation », il tente de prouver les Tchécoslovaques contre toute illusion :

« En attendant, leur présence est une réalité politique ; la sagesse et la discipline dont vous avez fait preuve jusqu'à présent sont la condition de la solution définitive de ce problème. »

Svoboda termine son discours en priant encore ses concitoyens de « faire preuve à l'avenir de sagesse et de réflexion » (22).

Mais les Tchécoslovaques, qui ont appris à entendre entre les mots, comprennent bien que ces appels à la sagesse sont en réalité des appels à la résignation et ils ne sont nullement disposés à les suivre.

« Ce discours, note Isabelle Vichniac, produit un effet déplorable. Ce que la foule apprend des « accords » la plonge dans la désolation. Les jeunes ne cachent pas leur colère. (...) Vers seize heures, c'est net : le peuple refuse les « accords ». (...) La colère monte. On mesure combien grand est le décalage entre la résistance tenace d'un peuple de quatorze millions de citoyens et les résultats des « négociations ».

(22) *Edition spéciale*, op. cit., pp. 294 s.

tions » de Moscou. (...) On entend dans la rue les mots de « capitulation », « compromis pourri », « mise en cage du pays » (23).

Les quarante mille ouvriers des usines Skoda publient aussitôt une déclaration :

« C'est avec stupeur que nous avons pris connaissance du communiqué conjoint que nous considérons comme une capitulation forcée. Nos représentants à Moscou ont certainement été soumis à des pressions pour avoir consenti à cela. Nous clamons notre protestation à l'adresse de l'Assemblée nationale, du C.C. du Parti et du monde entier. Nous demandons que l'occupant évacue le pays immédiatement (24). »

Les ouvriers d'autres usines téléphonent à la radio pour clamer leur indignation : « Ce n'est pas un accord, c'est un viol ». Pour l'écrasante majorité de la population, il s'agit bel et bien d'un nouveau Munich. On écrit sur les murs : « plutôt l'occupation franche que la capitulation sournoise ».

Les étudiants, dans leur journal *Student*, demandent aux dirigeants de refuser d'entrer plus avant dans l'engrenage de la collaboration :

« En ratifiant les conclusions des négociations de Moscou, nous perdrons tout. Notre liberté, notre honneur, notre conscience. Nous deviendrons, comme cela s'est si souvent produit dans notre histoire, un peuple d'esclaves, une masse sans forme. Nous ne trahirons pas seulement nous-mêmes, mais aussi la tâche historique du pays : détruire les structures inhumaines du stalinisme et donner au socialisme un visage humain. C'est pourquoi nous demandons à l'Assemblée nationale de refuser sans plus attendre de ratifier les conséquences des négociations de Moscou, au C.C. du Parti de refuser de s'associer aux résultats de ces négociations, au gouvernement de refuser le marché conclu à Moscou. »

S'adressant enfin aux Tchécoslovaques, les étudiants leur demandent de ne pas prêter la main à l'entreprise soviétique : « Laissez les occupants dissoudre les organismes auxquels vous appartenez

plutôt que de signer ce qui constituerait une trahison (25). »

Les Tchécoslovaques se sentent brutalement frustrés ; leur espérance se change en amertume et leur détermination en révolte. Alors qu'ils avaient le sentiment d'avoir mis en échec leurs adversaires, on leur annonce qu'ils doivent se soumettre à eux et on leur demande de le faire dans le calme et la discipline. Trop, c'est trop.

« En cet instant, note Erich Bertleff, un geste, un mot, une pierre auraient suffi à déclencher la révolution. Les gens qui avaient pénétré sur la place Wenceslas ne voulaient plus se contenter de mettre l'obstacle de leurs corps devant les tanks russes pour les empêcher d'avancer. Ils voulaient les attaquer, marcher contre eux, les chasser de la place Wenceslas, de Prague, du pays. Avec des pavés, des hampes de drapeaux, avec leurs mains nues, car ils ne disposaient d'aucune arme. On était dans l'attente de l'événement qui allait tout déclencher et tout régler. On attendait l'ordre. L'ordre ne vint pas. Personne ne le donna (26).

LAISSEZ-VOUS NORMALISER

C'est dans cette atmosphère crispée que Dubcek prit la parole. Il est désormais le dernier recours pour les Tchécoslovaques qui veulent garder confiance dans l'homme qui incarne leurs espérances. Il est dix-sept heures cinquante lorsque Dubcek apparaît au balcon du château présidentiel. Au bord de l'épuisement, c'est au prix d'un immense effort sur lui-même qu'il prononcera une allocution de vingt-sept minutes, entrecoupée de longs silences et de sanglots qui seront plus éloquents que ses paroles. Si l'on s'en tient à celles-ci, le discours de Dubcek ne fait que confirmer celui de Svoboda :

« Nous pourrions reprendre l'activité des organes centraux de notre République, de l'Assemblée nationale et du gouvernement ainsi que celles du Front National. Cette activité et la vie de notre peuple vont se dérouler dans une situation dont la réalité ne dé-

(23) Isabelle Vichniac, *L'ordre règne à Prague*, Fayard, Paris, 1968, pp. 93-94.

(24) Cité par Isabelle Vichniac, op. cit., pp. 94-95.

(25) Cité par Pavel Tigríd, op. cit., pp. 171-172.

(26) Erich Bertleff, op. cit., p. 190.

pend pas seulement de notre volonté. Nous avons constamment conscience de ce fait autant que vous le ressentez vous-mêmes, comme vous vous en rendez compte certainement. »

Il ne pouvait pas dire plus clairement que la Tchécoslovaquie devrait vivre désormais en liberté surveillée. Cependant il veut laisser croire qu'il est encore possible de trouver les voies d'une « normalisation » qui garantisse les droits et les intérêts des Tchécoslovaques :

« Si nous sommes décidés à empêcher des effusions de sang, cela ne signifie pas que nous soyons disposés à endurer passivement la situation de fait. Bien au contraire, nous faisons tout pour trouver — et nous sommes persuadés que nous y réussirons — les voies et les moyens de développer et réaliser avec vous tous la politique qui nous ramènera en fin de compte à une situation normale. »

Cependant, le premier secrétaire du P.C.T. ne lance pas un appel à la résistance, mais à la discipline :

« dans la situation actuelle, nous avons grand besoin d'ordre, nous avons besoin de discipline de la part de tous les citoyens ».

S'il demande à ses compatriotes de continuer à lui faire confiance, c'est pour qu'ils acceptent de renoncer à poursuivre la démocratisation de la société tchécoslovaque :

« Nous comptons que vous allez continuer, comme vous l'avez fait jusqu'à présent en vous basant sur l'analyse réaliste de la situation, à nous accorder votre confiance et votre participation active, même aujourd'hui et cela même dans le cas où nous devrions prendre des mesures temporaires limitant la démocratisation et la liberté d'expression déjà atteintes, mesures que nous n'aurions jamais prises dans une situation normale. »

Dubcek dénonce ensuite « l'action de certains émetteurs de radio qui, après l'allocution du président Svoboda, incitent à la méfiance envers les résultats des négociations de Moscou et les dispositions prises pour le retrait des troupes. » Il entend mettre en garde ses concitoyens contre de tels agissements :

« Il est facile de lancer sur les ondes des paroles enflammées, mais il faut être conscient des responsabilités qu'on encourt ainsi concernant de nouvelles victimes et de nouveaux dégâts qui sont déjà assez graves. »

Il termine son discours en priant instamment les Tchécoslovaques de « rester unis, calmes, et surtout raisonnables (27) ».

« Cinq minutes après que Dubcek eut fini de parler, la radio retransmettait une nouvelle fois son discours, mais à partir de la bande enregistrée et avec des coupures. Il n'y manquait certes aucun mot ; seuls les silences avaient disparu. Cette deuxième version n'était rien d'autre que le discours sérieux et traditionnel d'un homme politique qui annonce une défaite à son peuple. C'était l'aveu d'une défaite, ce n'était plus le témoignage d'une double tragédie, celle d'un peuple et celle de son chef. Seuls les pauses et les silences entre les mots et les phrases avaient dit toute la vérité à la nation (28). »

Les Tchécoslovaques réalisent tout à coup que si Dubcek lui-même accepte la défaite, alors il n'est plus possible de l'éviter. Il y a quelques heures encore ils étaient sûrs de leur bon droit et ne doutaient pas qu'il finirait par prévaloir. Désormais ils sont sans espérance.

« Les étincelles dont l'air était chargé, rapporte Erich Bertleff, s'éteignirent elles aussi, alors que peu de temps auparavant elles menaçaient de transformer le moindre grain de poudre en une énorme déflagration (...). Les canons des chars russes étaient toujours braqués sur la foule, mais le risque de voir le face-à-face se transformer en affrontement s'était envolé. Il était maintenant si loin que personne ne pouvait plus croire qu'il eût jamais existé et à quel point il était grand. La vie revenait peu à peu. Les gens se mettaient en mouvement, mais ce n'étaient plus des manifestants poussés par une même volonté, c'étaient de simples piétons (29). »

(27) Discours publié dans *Edition spéciale*, op. cit., pp. 596 s.

(28) Erich Bertleff, op. cit., p. 394.

(29) Id., pp. 394-395.

DERNIERS SURSAUTS DE RESISTANCE

Pourtant, ils sont encore nombreux à tenter d'enrayer le processus amorcé par les Accords de Moscou et qui conduit tout droit à la capitulation. Aussitôt après avoir entendu les discours de Svoboda et de Dubcek, les membres de l'Institut d'Histoire de l'Académie remettent à la radio une déclaration dans laquelle ils affirment :

« Le résultat le plus précieux de la lutte et de la défense de toute la nation unie contre l'occupation est le fait que le peuple de ce pays a pris son sort en ses propres mains. Le peuple souverain, résolu à défendre sa liberté et son indépendance, doit avoir la possibilité de s'exprimer sur tout accord décidant de son destin, peut-être pour toute une génération, et doit être respecté par chacun qui veut avoir sa confiance (...). Nous sommes pour le calme et la raison. Nous ne sommes pas des aventuristes, nous ne voulons pas de sacrifices insensés. Cependant, l'expérience de l'histoire ancienne et encore récente dit clairement : chaque concession dans les questions fondamentales lors de négociations avec une puissance est un pas sur une surface oblique, un pas sur une voie dont on ne peut voir la fin. Ce qui peut sembler aujourd'hui un acte inévitable d'une politique réaliste, peut se montrer demain comme le début de la capitulation. (...) Il ne peut y avoir de réconciliation avec les occupants. Un peuple libre ne peut vivre à genoux (30).

Cette déclaration ne sera jamais diffusée : les Accords de Moscou sont déjà entrés en vigueur.

De leur côté, les sept mille ouvriers de l'entreprise nationale Naradi font connaître dans un tract leur position sur le communiqué des négociations de Moscou :

« Nous considérons les conditions retenues dans le communiqué comme absolument inacceptables pour nos deux nations et nous sommes amèrement déçus et désabusés. (...) Nous réaffirmons que nous considérons comme le seul représentant suprême du Parti, le XIV^e Congrès extraordinaire du P.C.T. et le Comité central qu'il a élu. »

(30) Les sept jours de Prague, op. cit., p. 385.

Mais, tout en dénonçant les Accords de Moscou, ils n'osent pas désavouer leurs dirigeants qui les ont signés :

« Etant donné que nous sommes conscients des immenses difficultés et du caractère irrégulier des accords de Moscou, nous exprimons toujours notre pleine confiance dans les camarades Svoboda, Dubcek, Cernik, Smrkovsky, et nous demandons qu'ils restent en fonction en toutes circonstances (31). »

Ce tract exprime certainement ce que pensent la quasi-totalité des Tchécoslovaques et illustre bien le caractère tragique de la situation : ils ne peuvent pas accepter les décisions de leurs dirigeants mais ils ne peuvent pas non plus retirer leur confiance à ces mêmes dirigeants qui, quant à eux, sont bien décidés à mettre en œuvre leurs décisions, et au besoin en ayant recours à la contrainte.

Dans un communiqué, l'Assemblée nationale déclare qu'elle « se réserve le droit d'examiner la communication et les propositions du gouvernement et de faire en sorte que la liberté et la souveraineté du pays soient préservées (32). » Dans la soirée du 27 août, un millier de manifestants, surtout des jeunes, se rassemblent devant l'Assemblée nationale aux cris de « Dites la vérité ! Pas de compromis avec Moscou ! ». Mais la foule n'est pas là. D'autres cris seront lancés dans les rues de Prague réclamant la démission de Dubcek dont le portrait sera déchiré ostensiblement. Mais ce ne sera l'œuvre que de quelques jeunes devenus « gauchistes » au milieu d'une population redevenue raisonnable.

« Ce soir-là, rapportent plusieurs journalistes français, les radios libres se taisent l'une après l'autre. Les lumières de Prague aussi : malgré la levée du couvre-feu, la population, exténuée, est rentrée chez elle dès la tombée de la nuit. Place Wenceslas, seuls restent les affiches et les journaux muraux : dans les jours qui viennent, ceux qui les avaient collés dans la fièvre les décolleront dans la discipline (33). »

(31) Id., pp. 394-395.

(32) Cité par Pavel Tigrid, op. cit., p. 167.

(33) Edition spéciale, op. cit., p. 609.



D.R. Photo, n° 179

L'ILLUSION : GAGNER DU TEMPS

Le 28 août, en fin de matinée, Radio-Prague diffuse un appel signé conjointement par Svoboda, Dubcek, Cernik et Smrkovsky ; les quatre dirigeants prient leurs concitoyens « de ne pas céder à leur ressentiment et de ne pas se laisser entraîner à des actes qui pourraient amener une catastrophe natio-

nale », et leur demandent « d'adopter une attitude politiquement sage ». Ils poursuivent :

« L'alternative à laquelle nous devons faire face est la suivante : trouver une solution positive à la situation actuelle, ou permettre aux éléments irresponsables, étrangers au socialisme, de provoquer une réaction des armées étrangères qui se trouvent sur notre territoire. »

Cette dernière assertion est particulièrement lourde de signification car elle laisse entendre clairement qu'aux yeux des quatre principaux dirigeants de Prague, tout Tchécoslovaque qui n'accepte pas de se soumettre sagement au diktat de Moscou ne peut être qu'un « élément irresponsable, étranger au socialisme ». La « normalisation » commence bien.

Le désarroi des Tchécoslovaques s'exprime dans plusieurs communiqués de divers comités d'usine, syndicats, groupes d'ouvriers. Les uns refusent toute concession et continuent à demander le départ des troupes d'occupation (34) ; les autres tout en reconnaissant que Dubcek « par son attitude fière, courageuse, honnête, a obtenu le maximum dans les conditions données » (35) affirment qu'il ne représentait plus personne au moment de la signature des Accords, le seul représentant suprême du P.C.T. étant le Comité central élu par le Congrès clandestin du 22 août. Mais la tendance générale est plutôt la confiance envers Dubcek. Ainsi, par exemple, les Comités du P.C.T. et du Mouvement révolutionnaire syndical de l'usine de Molesice (installations aéronautiques), tout en affirmant leur « profond désaccord » avec les résultats des négociations de Moscou, disent avoir été convaincus par les discours de Svoboda et de Dubcek : dans les circonstances qui leur étaient imposées, « il n'était pas possible d'agir autrement. C'est là la dure et triste réalité de ces jours-ci ». Ils rappellent que depuis le 21 août, la population a manifesté sa volonté unanime de voir appliquer la politique d'après janvier définie par Dubcek : « Les bulletins de vote de ces élections, les plus libres qui aient eu lieu dans notre histoire, c'étaient les slogans écrits en tchèque ou en azbouka, c'étaient les rues de nos villes et de nos villages transformées en urnes ». S'appuyant sur cette volonté unanime du peuple, ils affirment leur « conviction que nos organes légaux

(34) Ainsi les employés des Ateliers de réparation d'automobiles de Prague-Vrsovice considèrent « comme inacceptables les conditions contenues dans le Communiqué, même en tenant compte de toutes les circonstances et de la pression exercée au cours des pourparlers de Moscou ». (Les sept jours de Prague, op. cit., pp. 400-401).

(35) Déclaration des employés de l'usine Tesla Hloubetin (Id., pp. 396-397).

trouveront l'issue la plus digne à la situation actuelle. *Nous voulons leur en donner le temps* » (36). Cette dernière affirmation donne la clé de la situation dans laquelle vont se placer les Tchécoslovaques. Le malheur c'est qu'ils espèrent que cette clé va leur ouvrir les portes de l'avenir, alors qu'elle va les leur fermer à double tour. La grande majorité des Tchécoslovaques vont commettre la même erreur d'appréciation que leurs dirigeants : ils vont croire que le temps travaille pour eux, alors que de toute évidence le temps travaille pour leurs agresseurs.

Une autre conséquence des Accords de Moscou sera également de nature à renforcer la position des dirigeants soviétiques : la solidarité internationale qui s'était manifestée et développée depuis le 21 août va se trouver désamorcée. Les partis communistes occidentaux, notamment, qui avaient condamné l'intervention militaire, vont approuver les Accords de Moscou et, de ce fait, s'aligner à nouveau sur la politique du Kremlin. C'est ainsi que le Parti communiste français qui avait « réprouvé » puis « désapprouvé » l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, publie, dès le 27 août, un communiqué dans lequel il « enregistre comme un fait positif qu'un accord soit intervenu ». Fait plus significatif encore, le bureau politique du P.C.F. publie au même moment un second communiqué dans lequel il « désapprouve » Roger Garaudy qui avait déclaré au représentant parisien de l'agence tchécoslovaque C.T.K. qu'« aucun compromis n'était concevable ».

« La seule solution, déclarait Garaudy (qui était alors membre du Bureau politique du P.C.F.), est le retrait sans condition de toutes les troupes étrangères occupant la Tchécoslovaquie. (...) Ce qui est en cause, c'est une rechute du stalinisme, dans la théorie et dans la pratique, de la part des dirigeants qui ont voulu trop vite tourner la page du XX^e Congrès. A ceux-là, comme communistes, nous disons nettement : pour rendre à notre parti son honneur et au mouvement international son visage, allez-vous-en ! (37) »

(36) Id., pp. 397-398).

(37) Cette interview a été publiée dans *Le Monde* du 28 août 1968.

Selon le bureau politique du P.C.F., pareilles appréciations

« ne concordent pas avec celles que le Comité central du Parti et son bureau politique ont formulées à l'unanimité dans leurs résolutions et déclarations. Elles constituent une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures des partis frères. »

L'hostilité sans faille des dirigeants de Pékin à l'égard de Moscou les amènera à porter sur les Accords de Moscou un jugement plus critique. Le *Quotidien du peuple* dénonce ces accords comme une « basse escroquerie » destinée à « duper » les peuples de Tchécoslovaquie et d'Union Soviétique (38). Les dirigeants communistes d'Albanie reprendront évidemment cette analyse, dénonçant dans les Accords de Moscou « une grande conjuration des révisionnistes contre la liberté et la dignité du peuple tchécoslovaque ». « Le renégat Dubcek et son groupe, déclarera la radio de Tirana, ont accepté le rôle honteux d'un gouvernement de marionnettes au service de l'occupant (39). » Bien que ces appréciations ne doivent rien à l'objectivité de ceux qui les formulent, il n'en demeure pas moins qu'elles cernent de plus près la réalité que tous les commentaires approbateurs.

SMRKOVSKY S'EXPLIQUE

Le 29 août, le Président de l'Assemblée nationale, Josef Smrkovsky, prononce un important discours radiodiffusé où il laisse transparaître ses sentiments personnels plus que ne l'avaient fait Svoboda et Dubcek. Il exprime ouvertement sa tristesse et son amertume et manifeste son inquiétude quant à l'avenir :

« Aujourd'hui, je voudrais vous dire que nous n'avons jamais eu le cœur aussi lourd qu'en ce moment. (...) Les jours que nous venons de vivre ont été les plus pénibles de mon existence mais je sais aussi que les jours à venir ne seront pas faciles. Je

n'ignore pas vos sujets de préoccupation, car il en est de même pour nous ; et il n'en est pas ainsi seulement depuis aujourd'hui, mais depuis notre arrivée à Moscou, à savoir ce qu'il adviendra de nous, de notre république. Notre pays a été brusquement submergé par un gigantesque orage auquel il était impossible et sans espoir de faire face par les mêmes moyens. »

Puis il parle, en des termes implicites mais parfaitement clairs, des « conditions peu communes » dans lesquelles se sont déroulées les négociations de Moscou :

« Prendre des décisions, dans de semblables conditions était, comme chacun peut l'imaginer, extrêmement problématique. (...) Nous nous trouvions engagés dans un dilemme sans issue. Nous pouvions refuser tout compromis et laisser aller l'évolution jusqu'à l'instauration d'un régime d'occupation avec toutes les conséquences pour la souveraineté de l'Etat, les droits politiques, l'économie, y compris d'éventuelles pertes de vies humaines, qu'une telle évolution aurait sans doute impliquées. Je dois dire que nous n'avons pas perdu de vue qu'à un certain moment, on peut être amené à refuser tout arrangement et à recourir aux baïonnettes pour chasser les troupes de son territoire, afin de sauvegarder le caractère de la nation. Mais, en fin de compte, nous avons estimé qu'on n'était pas arrivé à un tel stade critique et que, en dépit de tout ce qui était arrivé, il restait une autre possibilité, qu'en tant qu'hommes d'Etat nous ne pouvions pas laisser inexplorée. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés par la suite de rechercher une issue dans un compromis acceptable. »

En réalité, Smrkovsky cède quelque peu à la rhétorique en présentant ainsi les termes du dilemme dans lequel les dirigeants tchécoslovaques s'étaient trouvés enfermés. L'alternative n'était pas entre « accepter un compromis » et « recourir aux baïonnettes pour chasser les troupes » de l'occupant. Car les Tchécoslovaques se trouvaient dans la même situation qu'aux premières heures du 21 août et, comme Smrkovsky le reconnaissait lui-même quelques instants auparavant, « il était impossible et sans espoir de faire face par les mêmes moyens » que ceux de leurs adversaires. Le refus du compromis n'aurait donc pas conduit à « recourir aux baïonnettes » mais à continuer la résistance par les

(38) Cité par *Le Monde*, 31 août 1968.

(39) Id.

moyens non-violents qui avaient été utilisés avec succès depuis le début de l'occupation.

« Nous nous rendions compte, poursuit Smrkovsky, que notre décision pouvait être taxée par le peuple tchécoslovaque et l'histoire de solution sage ou de trahison. » Pour l'heure, Smrkovsky veut croire que la voie du compromis choisie à Moscou « permet d'espérer qu'il sera possible de continuer sur la voie tracée par le Plénum de Janvier ». Il affirme cependant que « les troupes du pacte de Varsovie doivent rester ici pendant un certain temps » et il reconnaît que les dirigeants devront prendre « des mesures qui freinent et qui rendent plus difficile le processus d'évolution vers le socialisme démocratique », mais il se dit persuadé que les Tchécoslovaques comprendront pourquoi il doit en être ainsi et qu'ils ne prêteront pas de mauvaises intentions à la direction du Parti et de l'Etat. Il termine son allocution en lançant un appel à l'unité :

« Ne tolérons pas de dissensions dans nos rangs, car cela constitue la véritable débâcle, la véritable défaite de notre cause, la défaite du socialisme dans notre République tchécoslovaque libre. Et il ne doit pas en être ainsi » (40).

Malheureusement, et Smrkovsky le pressentait certainement déjà, la défaite du socialisme était déjà consommée dans une République tchécoslovaque de nouveau asservie à la domination soviétique.

Le même jour, le Comité universitaire du P.C.T. lance un appel aux ouvriers pour la « création de comités pour la défense du socialisme, de la liberté et de la souveraineté ». Il s'agit bel et bien d'un appel à la résistance, l'un des rares qui seront lancés dans une atmosphère générale de démobilisation :

« Nous rejetons toutes les conditions qui signifieraient la capitulation et la violation de la souveraineté de notre Etat. De telles « conditions » sont inacceptables pour notre nation ; c'est une capitulation qui signifie en réalité une occupation camouflée. On veut que nous donnions à celle-ci un aspect légal. Plutôt

une occupation ouverte qu'une capitulation. (...) Nous ne pouvons nous défendre que par une résistance calme et fière, la résistance des jours passés. Ne nous laissons pas provoquer. C'est ce qu'attendent les occupants. Empêchez les collaborateurs de reprendre fonction. Souvenez-vous d'eux. Par tous les moyens, soutenez la souveraineté de notre Etat et de nos organismes (41). »

De leur côté, les deux mille ouvriers de l'usine Slevarny portent un jugement lucide sur la nouvelle situation qui vient de se créer dans leur pays :

« Il est nécessaire de vous dire ouvertement que l'Union Soviétique est un Etat impérialiste, avec toutes ses caractéristiques. (...) Nous vous mettons en garde contre l'illusion que tout sera réparé et ramené à des rapports normaux, comme nous le pensions. Nous vous mettons en garde contre l'illusion trompeuse que nos dirigeants politiques, qui avaient été élus démocratiquement, mais qui ont été emmenés comme des esclaves et des esclaves désobéissants, aient pu, aux négociations de Moscou, obtenir des succès fondamentaux, ou même la « neutralité » de la souveraineté. »

Malgré cela, ils refusent de céder au découragement et demandent à tous les Tchécoslovaques de rester à leur poste afin d'« utiliser toutes les possibilités » pour « préparer chaque jour le socialisme démocratique ». « Ce que nous devons tous faire, concluent-ils, c'est conserver à l'égard de tout ce qui est soviétique une passivité absolue (42). »

LE COMITE CENTRAL SE RESIGNE

Le Protocole de Moscou stipulait que « le Plénum du Comité central se réunirait dans les six à dix jours à venir » afin « d'évaluer le processus de normalisation de la situation dans le pays. » Conformément à cette clause, le Comité central se réunit le 31 août au Château de Hradcany. En fait, ce fut l'ancien Comité central (celui qui était issu du XIII^e Congrès de 1966 et qui devait achever son mandat

(40) L'ensemble de ce discours est publié dans *Edition spéciale*, op. cit. pp. 603 s.

(41) *Les sept jours de Prague*, op. cit., p. 383.

(42) *Id.*, pp. 391 s.

le 9 septembre) qui fut convoqué et non pas celui qui venait d'être élu lors du Congrès clandestin du 22 août. Cependant, un compromis avait été élaboré et il avait été décidé de coopter quatre-vingt nouveaux membres dont la plupart se trouvaient parmi les nouveaux élus. Certes, de ce fait, la tendance progressiste se trouvait renforcée au sein du Comité central mais celui-ci ne présentait aucune homogénéité. Il se trouvait privé de l'unité qui aurait été nécessaire pour élaborer une politique de résistance aux pressions de l'occupant.

Il revenait, en fait, à ce Comité central élargi d'approuver les Accords de Moscou dont le texte fut lu, en début de séance, par Josef Smrkovsky. Ce fut le général Rytir, l'ancien chef d'Etat-Major de l'armée tchécoslovaque et l'un des adversaires les plus décidés du Printemps de Prague, qui ouvrit le débat. Dans son intervention, Rytir se livra à une violente attaque contre la politique « droitiste » et « antisoviétique » menée par Dubcek. Pour lui, l'intervention des Armées du Pacte de Varsovie était parfaitement justifiée et il plaida en faveur d'une « politique d'amitié avec l'Union Soviétique », tout en faisant part de son doute que la direction actuelle du Parti puisse appliquer une telle politique. Ce fut ensuite Jaroslav Sabata (43), alors secrétaire fédéral de la région de Brno, qui prit la parole. Il récusait avec vigueur les affirmations de Rytir et s'efforça de montrer que le vrai réalisme était de refuser le diktat de Moscou. « Je suis d'avis, déclara-t-il, que notre souveraineté nationale, en tant qu'Etat, a été lourdement violée et que la normalisation est con-

(43) Jaroslav Sabata devait devenir l'une des figures éminentes de la résistance tchécoslovaque. Arrêté en 1971 et condamné à six ans et demi de prison pour avoir distribué des tracts demandant l'abstention aux élections générales, il a été libéré dix-huit mois avant l'expiration de sa peine. Devenu l'un des porte-parole de la Charte 77, il devait être à nouveau appréhendé le 1^{er} octobre 1978 alors qu'il s'apprêtait à participer à une rencontre, non loin de la frontière polonaise, avec des dissidents polonais du Comité d'autodéfense sociale (K.O.R.). Alors qu'il avait été soumis à un sérieux « passage à tabac » par les policiers qui l'avaient arrêté, Sabata fut inculpé pour « insultes à agents de la force publique ». Le 11 janvier 1979, le tribunal de Trutnov l'a condamné à neuf mois de prison à régime sévère. A l'issue des débats, Sabata répondit au procureur qui lui avait reproché de ne pas avoir su tirer la leçon de sa première condamnation : « Si, j'ai appris ma leçon et je sais que je continuerai à parler bien haut comme je l'ai toujours fait. (...) L'être humain n'est pas un chien, l'être humain doit vivre libre. »

ditionnée par le départ des troupes et non l'inverse. » Il fit ensuite remarquer que la politique défendue par le général Rytir ne pouvait être réalisée que « par la force des baïonnettes, soviétiques ou autres ». Et il affirma qu'il existait une autre voie que celle de la soumission et de la capitulation : « S'appuyer sur les neuf dixièmes de la nation, s'appuyer sur ce que les gens ressentent et élaborer la politique avec eux (44) ».

Sabata se fit traiter d'« aventuriste » par Husak qui plaida en faveur des Accords de Moscou, commençant ainsi sa nouvelle carrière au service des Soviétiques, carrière qui devait bientôt le conduire à la direction du Parti. Intervenant à son tour, le général Svoboda se servit de toute son autorité pour convaincre les membres du Comité central qu'ils n'avaient d'autres choix que d'accepter les conditions imposées par Moscou. Justifiant son initiative d'aller négocier avec Brejnev, il déclara :

« Je ne voulais à aucun prix revoir le sang couler à flots et s'amoncèler les cadavres de mes camarades. »

« Ces paroles, témoignera plus tard Karel Kaplan, avaient visiblement porté. Je me surpris moi-même à frissonner. Je pensais alors que les Soviétiques étaient vraiment résolus à passer le pays au « rouleau compresseur » comme jadis en Hongrie. Aujourd'hui, je me demande cependant jusqu'à quel point les paroles de Svoboda étaient conformes à la réalité, car je le soupçonne d'avoir grossi la menace à dessein pour accentuer d'autant mieux ses mérites personnels (45). »

« Je ne pense pas, poursuivit Svoboda, que l'on puisse parler de capitulation ou de collaboration ».

Mais il ajouta aussitôt, comme s'il avait conscience que ses propos n'étaient pas tout à fait crédibles :

« On nous réclame des explications qui, à l'heure actuelle, risquent cependant de n'être comprises ni par le Parti ni par le peuple ».

Il fixa ensuite aux dirigeants tchécoslovaques deux tâches en parfaite contradiction l'une avec l'autre :

« d'une part, promouvoir une politique qui ait l'appui

(44) Ici Prague, op. cit., pp. 88-89.

(45) Karel Kaplan, op. cit., pp. 284-285.

de la population et, d'autre part, tenir d'une façon absolue les obligations que nous avons à l'égard de Moscou ».

Enfin, il fit savoir clairement à ceux qui l'écoutaient qu'il attendait d'eux une parfaite soumission :

« Si par hasard, quelqu'un d'entre vous hésite à s'engager dans la seule voie possible, la seule qui permettra à nos pays de sortir de la situation dans laquelle ils se trouvent actuellement — de crainte d'être considéré comme un collaborateur — je le prie de se démettre immédiatement de ses fonctions (46). »

Les membres du Comité central surent faire preuve de docilité et ratifièrent les Accords de Moscou.

Si ceux-là mêmes, qui avaient été les artisans du Printemps de Prague acceptaient de continuer à assumer leurs fonctions alors que le peuple restait sous la menace des chars soviétiques, ce n'est pas parce qu'ils reniaient leurs convictions, mais parce qu'ils voulaient croire qu'ils pouvaient encore sauver quelque chose.

« Nous nous sentions épaulés et encouragés, écrivait dix ans plus tard Karel Kaplan, par l'opinion publique, largement hostile aux Accords de Moscou dans lesquels elle ne voyait que le pis-aller imposé par les circonstances. L'attitude de la population nous avait redonné confiance, l'espoir subsistait en nous, nous pouvions garder l'illusion d'être encore en mesure de préserver pas mal de choses. (...) J'estimais qu'il fallait tenir bon malgré les perspectives incertaines de notre combat. Aujourd'hui, je ne suis plus tellement convaincu d'avoir eu raison. Je crois, en effet, que nous aurions dû nous en aller tous dès août 68, ou au plus tard en avril 1969 lors de la destitution de Dubcek. Au lieu de cela, nous avons attendu qu'on nous « débite », tranche par tranche, qu'on nous jette dehors par petits paquets — alors qu'un départ massif et collectif eût été un acte politique, une démonstration de solidarité d'un front uni. A l'époque, nous n'avons pas réfléchi en ces termes. Seuls les événements suivants nous auront administré la leçon, alors qu'il aurait suffi de tirer l'enseignement salutaire du passé et surtout de l'occupation. (...) Aujourd'hui, nous savons que nous n'étions en mesure de rien sauver ; nous n'avons fait que reporter l'échéance (47). »

(46) Cité par Pavel Tigrid, op. cit., pp. 168 s.

(47) Karel Kaplan, op. cit., pp. 285-286.

De nombreux dirigeants tchécoslovaques contestaient la position de Dubcek et des autres « négociateurs » de Moscou, mais ils n'osèrent pas les désavouer et s'opposer directement à eux ; au demeurant, ils n'étaient pas en mesure de mettre en œuvre une autre politique (48).

La soumission des dirigeants va inévitablement entraîner la démobilisation du peuple qui, il y a quelques heures seulement, était prêt à continuer la lutte jusqu'à son terme.

« Les Tchécoslovaques, écrivait *Le Monde* dans son éditorial du 28 août 1968, ont été renforcés dans leur détermination par l'efficacité de leur résistance non-violente à la fois spontanée et organisée. (...) L'occupant sans visage, incapable de donner des ordres ou de faire respecter la moindre instruction à la population, devenait grotesque. Terrifiant si l'on ne s'en tenait qu'à la puissance de ses armes, il était écrasé moralement, aussi bien par sa propre incompréhension de la situation que par l'hostilité et l'ingénieuse résistance du peuple tchécoslovaque. L'expérience de cette résistance (...) a intensément marqué la population, à un point où il était impossible d'enviesager qu'elle se plierait inconditionnellement à une solution imposée par Moscou, même si celle-ci avait été acceptée par une partie des hommes qui gardent encore toute sa confiance. »

Mais ce qui paraissait inimaginable était désormais inscrit dans les faits. Le ressort de la résistance populaire a été brisé par la capitulation des dirigeants, et les Tchécoslovaques ne se font plus guère d'illusions sur la suite des événements :

« Même si la population, écrit Michel Tatu dans *Le Monde* du 31 août 1968, comprend, dans l'ensemble, les circonstances du geste et conserve son estime à M. Dubcek, elle se rend compte que les concessions faites à Moscou seront sans cesse suivies d'autres. Aucune faveur n'est à attendre d'un partenaire aussi brutal et celui-ci, pense-t-on ici, n'aura de cesse qu'il n'ait progressivement enterré toutes les conquêtes du « nouveau cours ».

(48) Jiri Pelikan, qui sera l'une des toutes premières victimes de la « normalisation », écrit dans son livre de souvenirs *S'ils me tuent* (Grasset, Paris 1975, p. 229) : « Dubcek, Smrkovsky, Svoboda, Cernik jouissaient d'une grande confiance de la part de la population ; ils étaient même devenus les symboles de notre lutte ; s'opposer publiquement à leur volonté, c'était détruire le précieux capital de confiance et cela nous paraissait inimaginable. »

La responsabilité des dirigeants du Printemps de Prague est donc directement engagée dans la restalinisation de la Tchécoslovaquie. Dès le début de la crise, ils ont voulu persister à croire qu'il était possible de parvenir à un arrangement avec les Soviétiques. Depuis le 21 août, ils n'ont jamais vraiment cherché à mettre en œuvre une stratégie de résistance populaire. Ils se sont tenus constamment sur une position défensive et, à leur retour de Moscou, ont renoncé définitivement à toute stratégie offensive. Ce faisant, ils ont été inévitablement contraints de reculer pas à pas, perdant ainsi tout le terrain conquis depuis le mois de janvier. Leurs appels constants au calme, au sang-froid, à la discipline visaient essentiellement à éviter toute révolte violente et non pas à organiser une résistance non-violente. En réalité, une rupture définitive avec Moscou leur était inconcevable, aussi bien pour des raisons psychologiques que pour des raisons politiques. Ils avaient été trop longtemps formés à l'école de Moscou, ils étaient trop imprégnés par l'idéologie communiste orthodoxe pour oser faire le grand saut. Ils avaient été amenés à entrer en conflit avec les dirigeants soviétiques mais ils étaient incapables d'entrer en dissidence avec eux. Ils étaient prêts à conduire une réforme mais non à prendre la tête d'une révolution. Or, si on pouvait encore penser, le 20 août 1968, qu'il suffirait d'une réforme pour démocratiser effectivement la société tchécoslovaque, il était devenu évident, le 21 août, qu'il fallait pour cela faire une révolution. Jiri Pelikan reconnaît que les dirigeants communistes tchécoslovaques — au nombre desquels il se trouvait — ont trahi les intérêts de leur pays,

« en obéissant à ce réflexe conditionné qui consiste à être toujours prêt à se battre et à risquer sa vie contre un agresseur impérialiste, mais à s'incliner inconditionnellement dès qu'il s'agit de l'Union Soviétique. Quelle amertume, quels regrets n'ai-je pas ressentis en observant jour après jour les ravages de cette soumission, accompagnée de cette paralysie de l'esprit qui rabâche qu'on ne peut plus rien faire : On croit que tout est inéluctable ! (49) »

(49) Jiri Pelikan, op. cit., p. 231.

« Les dirigeants, depuis le 21 août, écrit Isabelle Vichniac, sont toujours en retrait par rapport au peuple » et elle leur reproche de « n'avoir pas pleinement saisi cette situation révolutionnaire type : un peuple uni et politiquement mobilisé face à une armée qui n'avait rien à défendre (50). Analysant la situation en Tchécoslovaquie après le retour de Dubcek, Pierre Daix écrit :

« il suffit que les dirigeants tchécoslovaques disent à leur peuple la vérité sur les Accords de Moscou et sur leurs conséquences, pour que cela prenne figure d'appel à la résistance et de contrat de fidélité avec le socialisme (51). »

Mais les dirigeants de Prague s'emploieront, au contraire, à masquer cette vérité et leurs discours prendront figure d'appel à la résignation.

POUVAIT-ON REFUSER LE DIKTAT ?

En 1972, Josef Smrkovsky, exclu du Parti Communistes depuis 1970, tentera de faire le bilan des événements auxquels il prit une part prépondérante et livrera le fruit de ses méditations au cours d'une interview qui présente le plus grand intérêt (52). Avec le recul du temps, le jugement qu'il porte sur l'attitude des dirigeants en août 1968 — donc sur sa propre attitude — est très différent de celui qu'il exprimait à son retour de Moscou dans son discours du 29 août :

« De par la faiblesse de sa politique, en moins de trente ans, notre nation a mis sa tête sous le couperet : à l'époque de Munich et en août 1968. Elle ne s'est pas défendue. Elle est devenue « objet » du mouvement historique. (...) Nous devons analyser pourquoi, à deux reprises dans un intervalle de temps très court, notre politique a aussi horriblement « trahi ». (...) On ne peut trouver normal que les dirigeants regardent comme des moutons le couteau étranger s'enfoncer comme dans du beurre. Je ne parviens pas à donner une réponse à ce problème qui me pré-

(50) Isabelle Vichniac, op. cit., p. 133.

(51) Pierre Daix, *Journal de Prague*, Julliard, Paris, 1968, p. 274.

(52) Interview publiée par Laurent Rainer dans *L'après printemps de Prague*, Stock, 1976, pp. 499 s.

occupe. (...) Dans les deux cas, notre politique de défense de l'Etat a entraîné la capitulation et a causé des perturbations durables dans le psychisme de notre société. »

La question se pose alors : était-il possible de conduire une autre politique que d'appliquer les Accords de Moscou ? Il est certes impossible de réécrire l'histoire en l'imaginant tout autre qu'elle ne fut en réalité. Il ne serait pas honnête de reconstruire les événements selon ses propres désirs pour satisfaire ses propres choix idéologiques. Cependant, en s'appuyant précisément sur la réalité de la situation en Tchécoslovaquie au moment du retour de Moscou des dirigeants tchécoslovaques, il est raisonnable de penser qu'une autre politique était possible, celle que suggérerait Jaroslav Sabata lors de son intervention devant le Comité central du 31 août : s'appuyer sur les neuf dixièmes de la nation et continuer à faire la politique que le peuple lui-même avait choisi de mettre en œuvre dès le matin du 21 août. C'est notamment l'opinion de Jiri Pelikan qui expose longuement ce point de vue dans sa remarquable introduction au livre *Ici Prague, l'opposition intérieure parle* :

« Il est vrai que Brejnev, au cours des négociations, fit planer la menace d'un massacre de la population, d'une sorte d'holocauste. Mais la réalité était bien différente. L'Union Soviétique avait occupé le pays mais s'était retrouvée complètement isolée, méprisée, en butte à une sorte de mise en quarantaine politique. (...) Les rôles étaient alors inversés : c'est Brejnev — et non Dubcek et la Tchécoslovaquie — qui se retrouvait isolé et devait chercher une solution honorable à cette situation. »

A partir de cette analyse, Pelikan tente de définir quelle politique était possible pour refuser la capitulation :

« Même si l'on n'entretient pas d'illusions sur les dirigeants soviétiques, on peut raisonnablement penser qu'ils n'auraient pu songer à massacrer, au cœur de l'Europe, un peuple tout entier sans réfléchir aux conséquences tragiques et incalculables d'un tel événement. En fait, les négociateurs auraient pu se contenter de présenter au C.C. les conditions imposées par l'U.R.S.S., lequel aurait pu alors les refuser en faisant remarquer qu'elles avaient été signées dans des conditions « anormales » — sans désavouer pour autant la délégation. (...) L'unique chance de succès

consistait à s'appuyer sur les masses, à isoler les collaborateurs et à ne pas céder au chantage soviétique. Au lieu de cela, la direction se montra paralysée par la peur d'une nouvelle intervention soviétique et, simultanément, minée par le travail fractionnel des (...) collaborateurs au sein de la direction. Au lieu d'encourager les initiatives des masses, on les tranquillisa en les appelant instamment à respecter l'ordre et la discipline. Au lieu de s'opposer aux pressions soviétiques, on fit de nouvelles concessions (...) En agissant ainsi, on ne pouvait rien sauver ; au contraire, on sacrifiait à la fois les réformes et les hommes, en un mot toute la politique d'après janvier (53). »

Ainsi les événements d'août 1968 sont-ils marqués par un paradoxe étonnant et particulièrement dramatique pour le peuple tchécoslovaque : ce ne sont pas les chars soviétiques qui ont brisé la détermination de la population et mis un terme à sa résistance non-violente, ce sont les dirigeants tchécoslovaques eux-mêmes qui ont usé et abusé de l'autorité et de la confiance que leur accordait le peuple pour lui faire accepter dans la discipline les conditions imposées par Moscou. La résistance non-violente n'a pas échoué, elle a été arrêtée de par la volonté des dirigeants alors même qu'elle donnait la preuve de sa réussite.

L'attitude de Dubcek à son retour de Moscou repose en fait sur une illusion colossale : il s'imagina qu'en faisant preuve de bonne volonté à l'égard des dirigeants soviétiques, ceux-ci lui permettraient de reprendre l'expérience brutalement interrompue le 21 août. En février 1969, deux mois avant d'être limogé, il disait encore à Jiri Pelikan : « Si je prouve à la direction soviétique que je contrôle la situation, ils devront retirer leurs forces du pays et nous reprendrons ensuite, tous ensemble, notre chemin de 1968 en tirant la leçon des événements (54). » Dubcek pense qu'en faisant des concessions aux Soviétiques, ceux-ci en feront à leur tour et qu'il sera ainsi possible de préserver l'essentiel de l'acquis du Printemps de Prague ! En réalité, chaque concession ne pouvait qu'inciter les Soviétiques à montrer plus d'intransigeance et à extirper toutes les racines du « socialisme à visage humain » susceptibles de faire renaître un nouveau Printemps.

(53) Jiri Pelikan, *Ici Prague*, op. cit., pp. 33 s.

(54) Jiri Pelikan, *S'ils me tuent*, p. 234.

Si les Soviétiques avaient pris le risque d'intervenir militairement pour liquider l'expérience tchécoslovaque, ce n'était pas pour permettre à Dubcek de la reprendre quelques semaines plus tard. Ils n'étaient nullement disposés à tenir compte des manifestations de bonne volonté : seules des manifestations de force auraient pu les amener à renoncer à leurs exigences.

Certes, la poursuite de la résistance populaire comportait un risque, celui de provoquer une réaction violente de la part des troupes d'occupation. S'il paraît raisonnable d'écarter l'hypothèse d'un massacre de la population, il reste que les autorités soviétiques n'auraient pas manqué d'organiser une répression pour briser le ressort de la résistance. Mais il n'est pas sûr que cet objectif aurait été atteint. Dans une situation où le problème posé à l'occupant est de détruire non pas une organisation de partisans mais un peuple de partisans, la répression provoque le maintien, voire le renforcement de l'unité du front de la résistance. Ce sont d'ailleurs ces mêmes risques que le peuple avait affrontés dès le début de l'invasion et c'est précisément parce qu'il avait accepté de les affronter que les dirigeants tchécoslovaques avaient été libérés des prisons soviétiques. Nul doute que, fort de l'expérience exceptionnelle qu'il avait acquise depuis le 21 août, le peuple était prêt à les affronter de nouveau, et que les Soviétiques auraient alors connu les pires difficultés pour rétablir leur ordre.

« On doit constater, écrivait Michel Tatu dans *Le Monde* du 21 août 1973, que même la forme de résistance non-violente adoptée spontanément par la population aurait pu se prolonger beaucoup plus longtemps et conduire à une situation bien différente si ses dirigeants n'y avaient pas mis fin volontairement par une politique de collaboration synonyme de capitulation. »

C'est également le sentiment de Léonid Pliouchtch qui écrit dans son livre *Dans le carnaval de l'histoire* : « Dubcek a eu le tort de ne pas organiser un mouvement de résistance populaire passive, une sorte de variante tchécoslovaque du gandhisme (55) ».

(55) Leonid Pliouchtch, *Dans le carnaval de l'Histoire*, Seuil, 1977, p. 235.

Pour ne pas avoir osé faire ce choix — mais reconnaissons qu'il n'était pas facile à faire —, Dubcek s'est engagé lui-même sur une pente glissante qui devait inéluctablement le conduire à rétablir l'ordre soviétique dans son pays, à redonner au socialisme un visage policier. Certes, cela ne se fera pas du jour au lendemain. Une fois qu'ils pourront être sûrs d'avoir inversé le processus en cours, les dirigeants soviétiques sauront compter avec le temps, mais sans jamais relâcher leur pression et en manifestant souvent leur impatience devant la lenteur de la « normalisation ». Il avait fallu à Dubcek huit mois — de janvier à août 1968 — pour déstaliniser la Tchécoslovaquie ; il lui faudra également huit mois — de septembre 1968 à avril 1969 — pour permettre sa restalinisation. Cette tâche accomplie, il devra céder sa place à Husak le 17 avril 1969.

Sans avoir connu l'été, Prague entre dans l'hiver pour de longues années. Mais l'histoire même doit nous convaincre que cet hiver prendra fin un jour. Le mouvement d'opposition qui se cristallise aujourd'hui autour de la Charte 77 montre que la normalisation a été moins réussie qu'on a pu parfois le penser (56).

« Quoi que nous inventions, confiait Josef Smrkovsky dans sa dernière interview, notre société va progresser. Avec un sens de l'humour à la « Chveik », elle ridiculisera le pouvoir illimité, avec son opiniâtreté « paysanne », elle maintiendra ses revendications. Il lui arrivera de courber l'échine, pour se redresser ensuite davantage. Elle inventera toutes sortes de ruses pour déjouer présidents et secrétaires tout-puissants qui n'ont été réellement élus par personne. Le matin, elle achètera *Rude Pravo* (57) et le soir écoutera Radio Europe Libre. Au matin du 1^{er} mai, elle assistera au défilé et racontera le soir comment elle s'en est échappée. Les despotes ont du mal à gouverner chez nous (58). »

Jean-Marie MULLER.

(56) Cf notre article : « Prague, dix ans après : l'heure de la dissidence civile », dans *Non-violence politique*, octobre 1978, n° 8.

(57) *Rude Pravo* est le quotidien du P.C.T.

(58) *L'après printemps de Prague*, op. cit., p. 542.

Projet hollandais de recherche sur la défense civile (1974-1978)

Les recherches sur les possibilités d'une défense non-violente suscitent dans quelques pays anglo-saxons un intérêt plus large que chez nous. En France elles ne sont guère sorties d'un cercle très restreint, celui des militants non-violents. Là-bas, elles sont objets d'études, de publications, de colloques dans un certain nombre d'Universités, d'Instituts de recherche, d'organismes semi-officiels, etc... On a même vu deux gouvernements décider d'ouvrir officiellement la recherche à ce sujet : la Suède entre 1969 et 1972, et la Hollande depuis 1974.

Pour la plupart, ces recherches sont menées dans une perspective apolitique qui en limite quelque peu l'intérêt : selon nous, la défense non-violente ne peut pas être une simple « technique » nouvelle, susceptible de remplacer la défense militaire sans que le reste du fonctionnement de la société en soit profondément modifié. Changement de société et changement de son mode de défense doivent aller de pair. Il est significatif, à cet égard, que les études universitaires ou semi-officielles sur la défense non-violente la désignent souvent par les expressions « défense civile » ou « défense sociale », mais jamais « défense populaire »...

Mais quel est aujourd'hui, en France, le danger principal concernant les recherches sur la défense non-violente ? Est-ce de la voir « récupérée » par les partisans du statu quo social ? Ne serait-ce pas plutôt de la voir s'enfermer dans le ghetto des militants non-violents sans réussir à faire prendre en considération son intérêt par d'autres ? Le paradoxe veut que ces militants, dont l'analyse politique permettrait une approche plus satisfaisante, n'ont ni le temps, ni les moyens de pousser plus loin la recherche : on se contente de « tracer les grandes lignes », d'analyser quelques exemples historiques, de répondre aux objections les plus courantes... Bien peu de choses, tout compte fait, si l'on mesure la somme de travail, de publications, de réflexions communes nécessaires pour rendre crédible l'hypothèse « défense populaire non-violente ».

C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous payer le luxe de continuer à ignorer ce qui se fait ailleurs dans ce domaine de recherche ; nous devons même avoir pour objectif que la recherche sur la défense non-violente devienne, en France aussi, objet d'études et de programmes de recherche dans des Universités et des organismes plus ou moins officiels. Cela exi-

gera, bien entendu, que nous exercions notre critique sur les pré-supposés « apolitiques » de telles recherches ; d'ailleurs, les chercheurs peuvent avoir, en ces matières, une certaine indépendance d'esprit par rapport à ceux qui les financent, et il n'est pas exclu que leurs conclusions viennent conforter les intuitions qui sont les nôtres... De toutes manières, si nous sommes tellement sûrs que la défense non-violente ne peut pas être « récupérée » au service d'une société basée sur la violence, de quoi donc aurions-nous peur en poussant dans cette voie ? Soyons-en certains : sitôt que ces recherches montreront la radicalité des transformations politiques et sociales nécessaires à l'efficacité d'une défense non-violente, les institutions officielles y mettront fin d'elles-mêmes !

Pour donner une idée de ce que peuvent être ces recherches « gouvernementales », nous vous proposons cet article sur le récent programme du gouvernement hollandais. Il montre très bien à la fois les limites de ce type de recherches et l'intérêt des débats qu'elles suscitent parmi les chercheurs eux-mêmes, débats qui sont bien, en fin de compte, politiques.

C. M.

L'OBJET de cet article, c'est la **décision** prise par les autorités hollandaises de développer un programme de recherche sur la défense civile, sous la responsabilité du gouvernement; plus précisément, c'est l'histoire du développement de ce programme entre 1974 et 1978. Cela présente au moins trois intérêts :

— D'abord, il y a déjà eu, en particulier en Suède et au Danemark, des gouvernements intéressés par l'idée de défense civile. Mais il y a eu peu de progrès au-delà des tout premiers pas. L'histoire de ces projets et, en particulier, celle des expériences hollandaises, devrait être utile si l'on veut analyser pourquoi les résultats ont été si maigres.

— Deuxièmement, il serait intéressant de connaître le genre de **réactions** que l'introduction d'une telle idée provoque sur la scène politique : le monde des politiciens, des hommes politiques, de ceux qui forgent l'opinion publique.

— Troisièmement, il y a le **programme de recherche** lui-même, dont l'intérêt est central : que doivent être les priorités d'une telle recherche ? Question simple, mais la réponse ne l'est pas. Il y a différents points de vue, différents systèmes de référence, même dans le champ de la recherche sur la paix. Des différences « idéologiques » de ce genre semblent exister notamment parmi les quelques personnes qui ont montré de l'intérêt pour les problèmes de défense civile, et il est vital d'en tenir compte si l'on définit un programme de recherche.

LE PROJET HOLLANDAIS

La décision

Cette brève histoire du projet hollandais doit commencer avec les développements politiques qui l'ont précédé. Le concept de « défense sociale » était déjà largement connu dans les partis politiques hollandais et certains en avaient même fait un thème de campagne électorale. Le Parti Socialiste notait dans son programme qu'il était nécessaire de commencer une recherche sur les possibilités de ce type de défense. Ce parti arriva au pouvoir en 1973, en même temps que le Parti Radical qui avait alors pris fortement position en faveur de la défense sociale. Le Ministère de la Défense publia en 1974 un document **Sur la sécurité de notre existence** où

il annonçait que, parmi d'autres éléments, il attirerait l'attention sur les problèmes de la défense sociale, de sa signification et de ses modalités dans un document gouvernemental ultérieur, « Sur le désarmement ».

Ce document sur le Désarmement fut publié le 19 juin 1975, sous le titre : « **Problème du Désarmement et Sécurité** ». Le gouvernement y affirmait son intention de promouvoir la recherche scientifique sur les possibilités de « la résolution nonviolente des conflits y compris par des idées comme celle de défense civile », dans le but de propager les conditions qui permettraient de résoudre les conflits sans violence. Je cite quelques lignes de ce document sur le « Désarmement » :

« Les différentes stratégies et théories proposées comme alternatives à la défense militaire peuvent être sommairement divisées en deux catégories : d'un côté le concept originel de « défense nonviolente » ; de l'autre, l'idée relativement récente de défense civile, au sens où c'est la réforme sociale qui amènerait l'abolition de la défense militaire (...) La recherche initiale d'une alternative à la défense militaire a conduit à différentes conceptions de ce qu'on appelle « défense sociale ». Ces conceptions ont évolué progressivement vers une orientation plus générale, « la résolution nonviolente des conflits ». Selon cette approche, il faut chercher les conditions qui doivent être satisfaites, à la fois dans un Etat et entre les Etats, pour éviter la violence dans les conflits et pour résoudre les conflits sans recourir à la violence. »

C'est au ministère des Affaires Scientifiques que fut confiée la responsabilité du développement d'un programme de recherche. C'était sans doute pour souligner l'intention de ne pas trop marquer politiquement le projet, comme il l'aurait sûrement été sous la responsabilité du Ministère des Affaires étrangères ou de la Défense. Mais par ailleurs ces Ministères participèrent effectivement au développement du programme : on mit en place un groupe de travail où étaient représentés les ministères des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice, de l'Education et des Affaires scientifiques.

Ce groupe de travail fut créé en 1976 et publia son rapport en 1977. Il contenait quelques réflexions théoriques intéressantes à propos des possibilités de mise en œuvre et des conditions d'une défense sociale. Il traitait en particulier des priorités de recherche. Le rapport recommandait qu'un nouveau groupe soit formé avec les

représentants des mêmes Ministères, mais aussi avec au moins six chercheurs de compétences diverses, à recruter principalement dans les universités. Ce nouveau groupe devrait demander l'avis de quatre experts étrangers, spécialisés dans la recherche sur la défense civile. Le gouvernement hollandais accepta ce rapport en avril 1977, juste avant les élections qui marquèrent la fin de la coalition socialistes-radicaux. Un nouveau groupe fut donc mis en place. Les experts étrangers invités furent Théodor Ebert (Berlin-Ouest), Johan Galtung (Oslo-Génève), Adam Roberts (Ecole d'Economie de Londres) et Gene Sharp (Harvard). Le nouveau groupe avait trois tâches :

1. Développer un programme consistant et cohérent de projets de recherche dans le cadre de référence tracé par le premier rapport ;
2. Présenter, pour chaque projet, une estimation du temps et du coût nécessaires ;
3. Organiser, superviser et évaluer la recherche, en faisant régulièrement des rapports aux Ministres responsables, lorsque le programme aura été accepté et financé par le Gouvernement.

Le premier rapport :

délibérations théoriques et priorités

Dans son document sur le Désarmement, le Gouvernement hollandais introduisait un concept beaucoup plus large que les idées originelles de défense civile ou sociale. L'expression-clé est « résolution nonviolente des conflits ». La distinction entre conflits **internationaux** et **intranationaux** n'a pas été perçue comme pertinente.

Cela est intéressant pour deux raisons. La première est qu'on tient compte de la modification fondamentale survenue dans l'environnement international, où les guerres entre Etats sont devenues moins significatives dans la typologie des conflits politiques violents, alors que les autres formes de violence politique, allant de la guerre révolutionnaire et de la guérilla jusqu'à la guérilla urbaine et au terrorisme politique, dominent la scène. En d'autres termes, le type dominant de conflits n'est plus la guerre entre Etats, que l'on définit habituellement comme l'usage de la violence dans les conflits politiques entre Etats, — Etats qui, en vue de ce genre particulier de conflits, disposent d'armées permanentes, d'une stratégie militaire, et d'un arsenal d'armes allant des armes individuelles aux

systèmes de destruction massive du mégatonnage nucléaire. Conformément à cette évolution des réalités, le concept de défense civile comme alternative à la défense militaire est devenu, dans le document gouvernemental, le concept bien plus large de **résolution nonviolente des conflits**. Cela signifie naturellement que ce point de vue doit se traduire dans les priorités de recherche.

La seconde raison pour laquelle je trouve cela intéressant tient au fait que, même après cette prise de position du document gouvernemental sur le Désarmement, ce point reste néanmoins matière à discussion ; et, de fait, ce fut la raison principale pour laquelle le deuxième comité eut besoin d'un si long temps pour achever son rapport.

Le premier rapport définissait la « résolution nonviolente des conflits » comme « la solution des conflits à travers un processus d'actions exclusivement nonviolentes ». En conséquence, la « défense civile » est définie comme « une combinaison d'actions nonviolentes visant à défendre des systèmes sociaux ».

Le rapport est basé sur un certain nombre de suggestions faites par différents chercheurs et Instituts de recherche en Hollande, s'occupant à des degrés divers de défense civile et de nonviolence. A partir de ces suggestions, on distingue cinq différents domaines :

1. Fondements théoriques ;
2. Fonctions et position ;
3. Conditions (les décisions politiques et sociales qui conditionnent la mise en œuvre de la « résolution nonviolente des conflits ») ;
4. Instrumentation ;
5. Dynamique du développement (les effets de la défense civile et du transarmement sur notre propre système social et sur celui de l'ennemi).

Je vais expliquer brièvement ce qui semble avoir été la ligne de réflexion dans chacun de ces champs de recherche.

1. Les fondements théoriques

— rendre plus explicites les présupposés actuels des théories sur la défense civile ; mettre ces présupposés en rapport avec la situation sociale dans laquelle ils ont pris naissance.

2. Fonctions et position :

— faire l'inventaire des domaines de violence qui concernent l'étude de la défense sociale ; voir leurs interactions possibles avec des techniques de défense non-violente.

— analyser les positions de la « résolution nonviolente des conflits », dans le contexte global des modalités de défense, notamment : militaire (nucléaire, conventionnelle et guérilla), économique, écologique.

— étudier les relations qu'on peut imaginer entre la défense civile et d'autres formes de défense : alternative, addition (complémentaire, parallèle, ou intégrée), succession, alternance, etc...

— étudier les conceptions de défense intégrée, comme celles qui ont été développées en Suède.

3. Conditions :

Le document sur le Désarmement mentionnait certaines conditions fondamentales pour la mise en œuvre d'une résolution nonviolente des conflits :

— un certain degré de dépendance mutuelle entre les parties en conflit ;

— un accord minimal entre elles au sujet des normes et des valeurs ;

— un niveau élevé de participation dans le processus de décision politique ;

— une importante répartition du pouvoir à travers toute la société chez celui des deux partis qui veut recourir à la résolution nonviolente du conflit.

D'autres conditions sont mentionnées dans le rapport :

— des procédures formelles et informelles de décision politique ;

— l'influence des engagements internationaux :

• dans quelle mesure ces engagements internationaux sont-ils un frein à la promotion de la défense civile ?

• la défense civile est-elle efficace seulement au niveau de relations internationales plus larges ?

— la perception de la dissuasion ;

— l'influence des mass media sur la prévision et la préparation de la défense ;

— l'influence du complexe militaro-industriel sur la prévision et la préparation de la défense.

4. Instrumentation :

— les sphères sociales dans lesquelles la « défense civile » pourrait être mise en œuvre (gouvernement, services, économie, etc...) ;

— motivation des divers groupes de la population envers la pratique d'une « défense civile » ;

— techniques de « défense civile » (très largement comprises : depuis la discussion jusqu'au sabotage, en passant par la résistance passive) ;

— éducation et entraînement aux techniques de « défense civile » ;

— aspects **juridiques** de la position légale de ceux qui mettent en œuvre la défense civile (les autorités officielles notamment) : le droit à la résistance ;

— le processus de transarmement (transition de la défense militaire à la défense civile).

5. Dynamique du développement

— les effets de la défense civile sur une situation de violence, ou sur une menace de violence de la part d'un adversaire ;

— les effets de la « défense civile » sur la prospérité, le bien-être et le psychisme ;

— interactions de la défense civile avec les techniques nonviolentes de l'adversaire (persuasion, guerre psychologique) ;

— rapports de la défense civile avec l'opportunisme, la collaboration, la trahison, etc...

Finalement, le premier rapport donne des critères pour choisir les priorités. Le groupe distingue des considérations politiques et scientifiques. D'un point de vue **scientifique**, 3 critères sont mentionnés : vraisemblance, utilité, facilité de recherche.

Chaque projet de recherche doit être **vraisemblable** si l'on considère le niveau de progrès théorique et empirique dans ce domaine de recherche. Deuxièmement, chaque projet doit être **utile** : choisi de manière à garantir le progrès de la connaissance sur la résolution nonviolente des conflits. Troisièmement le problème doit pouvoir faire l'**objet d'une recherche**, ce qui n'est pas le cas de tous les problèmes.

Il y a encore les considérations **politiques**. La première question semble être : « Dans quelle mesure la défense civile pourrait remplacer complètement ou par-

tiellement la défense militaire, et/ou la compléter ? » On est ainsi amené à donner la priorité aux problèmes concernant les **conditions** qui doivent être remplies : qu'est-ce qui doit être atteint avant qu'on puisse penser à la défense nonviolente ou à la résolution nonviolente des conflits ? Et si on connaît ces conditions, que peut-on faire ?

La conclusion fut que, d'un point de vue politique, parmi les cinq domaines de recherche définis ci-dessus, la priorité devrait être donnée aux problèmes mentionnés sous les rubriques « conditions », « instrumentation » et « développement ».

LES POSITIONS DES EXPERTS CONSEILLERS.

Une des premières rencontres du nouveau groupe eut lieu en septembre 1977. Pendant deux jours, Johan Galtung, Théodor Ebert, Adam Roberts et Gene Sharp firent leurs commentaires sur le premier rapport, dans des exposés qui seront, je l'espère, publiés. Il faut mentionner dans ce contexte que, en Hollande, très peu de recherche réelle a été menée jusqu'à présent dans le domaine de la nonviolence et, en particulier, de la défense sociale. C'est pourquoi le Gouvernement avait décidé de faire appel à des experts étrangers. Le deuxième comité comprenait donc douze membres, mais seulement deux d'entre eux avaient une assez profonde connaissance du problème général. Tel était l'arrière-fond de la discussion de Septembre.

Deux points méritent d'être mentionnés. Le premier c'est qu'il devint évident, pendant le débat, qu'on avait besoin d'une définition opératoire de la défense civile. Adam Roberts entreprit d'en fournir une. Avant de la citer, je veux mentionner le deuxième point : ces discussions montrèrent qu'il y avait et qu'il y a encore des points de vue fondamentalement différents pour savoir comment on doit développer et mettre en œuvre la défense civile. Ces différences de points de vue ont été déclarées « idéologiques ».

La définition opératoire proposée par Adam Roberts est plutôt longue, mais elle a mis de l'ordre dans le chaos des concepts utilisés différemment :

« La défense civile est une politique de défense nationale contre les menaces éventuelles internes (par exemple : coup d'Etat) et externes (par exemple : invasion) en se préparant d'avance à résister à de telles

menaces au moyen de la résistance civile mise en œuvre par la population.

Le but est de dissuader ou de mettre en échec de telles initiatives, non pas en changeant simplement la volonté de l'usurpateur, mais en rendant impossible le succès de telles usurpations grâce à la non-coopération massive et sélective des citoyens, et à leur refus d'obéissance. La défense civile implique donc l'usage d'une large variété de méthodes d'actions nonviolentes, parmi lesquelles la résistance économique, la non-coopération politique, différents types d'intervention et de méthodes pour saper le moral et le loyalisme des adversaires.

La défense civile est donc l'adoption et l'adaptation de la technique d'action nonviolente à une politique de défense nationale préparée comme une alternative à la défense militaire et à la dissuasion nucléaire. La défense civile ne doit donc pas être confondue avec le pacifisme ou le désarmement.

L'expression « défense civile » est synonyme, au sens large, de termes comme « défense basée sur la population civile », « défense non militaire », « défense par la résistance civile », « défense nonviolente », « défense sociale ». Ces expressions peuvent avoir des connotations légèrement différentes, mais leur signification générale est la même. »

Le deuxième point — les différences idéologiques — soulève un problème théorique majeur dans la réflexion sur la défense civile. Il y a deux positions. La première peut être identifiée comme **Instrumentale** ou **Fonctionnelle**. En gros, elle caractérise le début de la réflexion nonviolente (à l'exception probable de la Hollande, où ce genre de clivage était présent bien avant la 2^e Guerre mondiale et donnait lieu à d'intéressants débats). Après la 2^e Guerre, et après l'apparition des armes nucléaires, la question de savoir s'il pouvait exister une alternative à la défense violente (militaire et notamment nucléaire) devint de la plus haute importance. C'est pourquoi cette manière de penser a été appelée instrumentale ou fonctionnelle : elle cherche à trouver une alternative à un **instrument** — (identifié comme la guerre en général ou l'armée en particulier) ; et son raisonnement de base est, semble-t-il, une analyse fonctionnelle de la société humaine : chaque phénomène social (la guerre, l'armée, par exemple) a sa fonction, et si l'on veut supprimer la guerre, il faut trouver quelque chose qui la remplace dans les fonctions qu'elle remplit.

Ce qui sous-tend cette réflexion sur la défense civile, c'est un point de départ très pragmatique, et même **stratégique**. Par exemple le phénomène « ennemi » est pris comme allant de soi. La seule question, c'est de savoir si on peut l'arrêter ou le dissuader avec des moyens non militaires. « **Stratégie de la défense non-militaire** » est le titre significatif de l'une des toutes premières études de Johan Galtung dans ce domaine. « **Stratégie de la défense civile** » est le titre d'un livre d'Adam Roberts. Ces deux livres ont été publiés dans les années soixante. Dans cette perspective, le point central de la recherche doit être : comment développer un système de défense non-militaire ayant une crédibilité suffisante, et même un effet dissuasif, pour remplacer le système de défense militaire qui présente une insécurité de plus en plus grande pour des coûts de plus en plus élevés (selon Alva Myrdal).

Cette perspective a eu au moins des effets très positifs sur l'accueil réservé à la thèse centrale : dégagée de toutes les doctrines idéologiques et pour la plupart suspectes, elle ne pouvait plus être assimilée à on ne sait quel pacifisme aberrant et utopique, et il fallait donc la prendre au sérieux. Voici ce que m'écrivait Gene Sharp :

« Quand nous avons pris le concept de « défense nationale par des moyens nonviolents » pour le changer en « défense civile », nous avons délibérément dégagé ce concept des doctrines et idéologies, comme King-Hall (1) avait déjà commencé à le faire en 1957. C'est grâce à cette séparation d'avec les doctrines sociales et politiques et d'avec le pacifisme qu'il a été possible à cette politique de recevoir l'attention de personnes et de groupes dont les esprits étaient fermés aux discours moraux et aux appels à la révolution sociale. »

Cela n'aurait pu être mieux dit. Gene Sharp ajoutait :

« Nous avons pu envisager le transarmement de nos sociétés contemporaines vers une politique de défense civile préparée parce que des luttes non-violentes improvisées avaient déjà été utilisées, dans des cas concrets, à des fins de défense nationale dans des sociétés extrêmement imparfaites. Les protesta-

tions de divers doctrinaires nonviolents à cette époque selon lesquelles c'était impossible auraient pu faire quelque impression si on les avait écoutées dans le vide ; mais elles s'évaporaient à la lumière des faits historiques qui révélaient que, même si de telles luttes nonviolentes étaient impossibles, elles avaient déjà eu lieu. »

Mais quelle est l'autre position ? Elle comporte d'abord une critique de la position des instrumentalistes, lesquels acceptent sans la critiquer la vision conventionnelle du monde : acceptation de l'« ennemi » avec toutes ses conséquences. Car il est tout à fait possible de commencer la réflexion sur la nonviolence et la défense non militaire par l'autre bout. C'est-à-dire avec le présupposé de base que « l'Ennemi » n'est pas nécessairement l'Ennemi, et qu'il est possible de développer avec lui des relations positives de coopération, de refuser les conflits possibles. Mais là n'est pas l'essentiel : en fait la position antagoniste a été appelée « structuraliste ». Le point essentiel est que le concept de défense civile s'oppose à la structure existante de la société en général. Ce point a été souligné par Johan Galtung dans sa distinction entre structures alpha et bêta (2). Cela signifie qu'un changement radical de la défense militaire à la défense civile n'est pas possible — ou du moins ne sera pas possible sans des changements sociaux très profonds.

Aux yeux des structuralistes, les instrumentalistes ne se rendent pas compte que la manière militaire de penser caractérise nos sociétés de l'Est et de l'Ouest, et que nous sommes devenus des « Etats-casernes ». Ils trouvent que les instrumentalistes ignorent ou sous-estiment les fonctions que les systèmes militaires remplissent dans les sociétés industrialisées. Sans doute les instrumentalistes auraient-ils raison si l'unique problème était vraiment de trouver une alternative à la défense militaire. Mais la défense militaire, la manière militaire de penser, la structure sociale hiérarchique et autoritaire, les intérêts de groupes liés aux affaires militaires (ce qu'on appelle souvent le complexe militaro-scientifico-politico-industriel) sont tellement vitaux pour la société qu'il ne sera pas possible de mettre en œuvre une alter-

(1) Stephen KING-HALL, militaire et député anglais, auteur de **DEFENCE IN THE NUCLEAR AGE** (Gollancz, London 1958) : il proposait qu'on étudie sérieusement les possibilités de la résistance non-violente comme alternative à la course sans fin aux armements. Voir ANV 31, p. 12.

(2) Selon Johan GALTUNG, nos sociétés sont de type alpha, c'est-à-dire centralisées, dominatrices, expansionnistes, alors que la défense civile exigerait une société de type bêta (décentralisée, équilibrée).

native nonviolente, non militaire, même si elle pouvait être présentée d'une manière crédible d'un point de vue stratégique.

Les deux positions sont discutables. Peut-être ne sont-elles pas aussi incompatibles qu'elles le semblent. Gene Sharp a absolument raison quand il dit qu'il y a eu beaucoup d'exemples historiques de systèmes sociaux (pas toujours d'Etats) défendus avec succès par une défense nonviolente. Néanmoins la question peut être posée: quelles sont les conditions qui permettent de s'attendre à un succès? Quelles sont les conditions qui conduiraient à un désastre si l'on recourait aux moyens nonviolents?

CONCLUSIONS

Avant que l'on puisse espérer un intérêt sérieux pour l'étude d'une idée comme celle de défense civile, une condition doit être remplie, semble-t-il: que l'on ait une connaissance suffisante et une conscience générale des faits et des tendances concernant les moyens conventionnels de sécurité. Malheureusement les rapports du SIPRI (3) ne sont pas parmi les best-sellers de l'âge nucléaire. La plupart des gens ne sont pas conscients de ces faits; leur réflexion sur la défense est orientée par l'histoire, comme ces généraux qui se préparent toujours aux guerres qui ont déjà eu lieu. Sans une connaissance suffisante des problèmes de la défense à l'âge nucléaire, on ne peut pas commencer une réflexion sur les alternatives et le transarmement.

La deuxième étape, historiquement du moins, consiste à commencer la discussion à propos d'alternatives à l'expérience conventionnelle: alternatives au chantage nucléaire, aux risques de guerre nucléaire, ou à une course aux armements sans fin à tous prix. Dans cette discussion, la défense civile peut être considérée comme une des possibilités. La troisième phase est celle où commencent les controverses sérieuses. J'en distingue au moins trois:

(3) SIPRI: Stockholm International Peace Research Institute. Publie chaque année un annuaire sur les armements mondiaux (voir A.N.V. n° 28, p. 11). Une brochure en français résume les principales données de l'annuaire 77. On peut se la procurer pour 5 F au MAN, au MDPL, à l'UFP ou à la Gueule Ouverte.

- possibilités de la défense nonviolente par opposition à la défense violente;
- conditions à remplir pour que la défense civile soit possible;
- les limites de cette idée (les conflits intranationaux en relèvent-ils ou non?).

Il y a encore étonnamment peu de recherches sur l'idée de défense civile. C'est surprenant car **la plupart des conflits sociaux sont résolus sans violence**, même quand il n'existe pas pour cela de moyens institutionnels. Au risque de surestimer quelque peu l'intérêt de la défense civile, je dirais que la manière normale de traiter un conflit c'est de le faire sans recourir à la violence directe, physique, ni même à la menace de s'en servir. Mais il est surprenant que la stratégie et les tactiques de ces procédures de solution de conflits n'aient pas été plus systématiquement examinées et analysées en vue de développer une théorie de la résolution nonviolente des conflits, laquelle pourrait alors être utilisée ou transposée dans des types de conflits qui, jusqu'à ce jour, sont traités par la violence: la guerre en particulier, et tous les genres de violence politique.

Ceci m'amène à une autre remarque dans le contexte du programme hollandais. Il est peut-être superflu mais néanmoins intéressant de noter que les **origines** des conflits semblent faire l'objet de moins d'attention que les stratégies pour y remporter la victoire. Cela restera une des premières choses à analyser pour prévenir la violence.

Finalement, en essayant de développer un programme cohérent et pertinent de recherche, le comité hollandais affronte un problème qui se pose toujours quand on essaie d'entrer dans un nouveau champ de recherche. Il n'y a pas de lignes de repère, mais beaucoup d'idées différentes sur la manière d'entrer dans le champ et même sur la délimitation du champ lui-même. Il n'y a pas de voie bien tranchée pour développer des priorités. Pourtant le conseil reçu des experts étrangers était unanime: commencer par développer l'idée concrètement et essayer de la rendre opérationnelle. Ce qui signifie: essayer de penser un système de défense civile, en particulier pour la Hollande. A partir de là, les autres problèmes de la recherche se développeront. Par exemple: si on a une défense civile, quelles conséquences cela aura pour l'alliance? Est-ce un système qui peut être

développé et mis en œuvre à un niveau national, ou bien n'est-il réalisable que dans un contexte plus large (Europe de l'Ouest par exemple) ? A-t-il une fonction crédible de dissuasion ? De quoi a-t-on besoin comme préparation, organisation, participation ? Peut-il exister comme supplément aux moyens militaires de défense, ou bien la condition préalable de son efficacité est-elle qu'il n'y ait plus aucune attitude militaire ? Et contre quel ennemi est-ce efficace ?

Voilà une manière rationnelle de s'atteler au problème. On ne peut pas commencer par des questions sur la dissuasion, les coûts, l'efficacité, si l'on n'a pas un plan concret de défense civile. Une telle idée n'a pas encore été développée et essayée. Malgré cela, toutes sortes de critiques ont mis en doute l'efficacité de cette idée, alors qu'elle n'est encore qu'une idée sous-dé-

veloppée ; et cela en méprisant l'évidence historique qui a elle-même fait naître cette idée, et en attaquant quelque chose qui n'existe pas. Tout cela met en évidence les barrières idéologiques qui empêchent l'analyse objective et rationnelle des problèmes auxquels nous devons faire face.

Hylke TROMP,

*Chercheur à l'Institut Polémologique de Groningen.
Président du Groupe de Travail International sur la
Défense Civile.*

Article publié sous le titre « The Dutch Research Project on Civilian Defence, 1974-1978 » dans le n° 4 (1978) du Bulletin of Peace Proposals, Universitetsforlaget, P.O. Box 7508, Skille bekk, Oslo 2, Norway.

non-violence et fascisme

A PROPOS DU SYNARCHISME MEXICAIN

On sait ce que veut dire le mot anarchisme, dérivé du grec « an arké » : sans autorité, sans gouvernement... Synarchisme ou sinarquisme (« syn arké ») en est le contraire : avec autorité, avec pouvoir, avec ordre... Ce fut le nom d'un mouvement qui a pris naissance et s'est fortement développé au Mexique dans les années 1937-1947, et auquel l'historien Jean Meyer vient de consacrer un livre : « Le Sinarquisme : un fascisme mexicain ? » (Ed. Hachette). Pourquoi parler de ce produit de l'histoire dans les colonnes d'ALTERNATIVES ? Parce que, aussi curieux que cela puisse paraître, le Synarquisme, mouvement à l'idéologie fascisante... faisait référence à l'action de Gandhi et avait choisi une stratégie d'action non violente !

Pour comprendre ce mouvement, il faut, bien entendu, commencer par le situer dans le contexte où il a surgi : celui de la révolution mexicaine du vingtième siècle. Une révolution qui s'est étendue sur trente ans (1910-1940), le temps d'une génération qui eut le plus grand mal à résoudre le problème que lui posait l'histoire : comment finir une révolution ? Comment la limiter au domaine politique, sans remettre en question le système économique et social, national et continental ?

Car la révolution mexicaine fut une suite de soulèvements et de tentatives de contre-révolution, une suite d'affrontements où se distinguèrent aussi bien d'authentiques révolutionnaires (comme Emiliano Zapata et Pancho Villa) que des bandes de profiteurs nés des derniers événements et pressés de s'enrichir avant les suivants. Ce fut, également, une longue hésitation entre des mesures radicales (en matière de propriété agraire, par exemple) et des réformes plus ou moins étalées dans le temps, une longue hésitation entre des actions de force et des actions légales.

La première période de la révolution (1910-1920), celle du démantèlement de l'ancien régime (la longue tyrannie de Porfirio Diaz), engendra une guerre civile, qui aboutit, en 1920, à la victoire d'un groupe définitivement en selle, celui des hommes du Nord, partisans d'une modernisation à l'américaine, après l'élimination violente des factions symbolisées par Zapata et Villa. La seconde (1920-1940) représente le temps de la reconstruction ; elle est caractérisée par des réformes effectivement accomplies, mais aussi par l'émergence d'une classe dirigeante avide de pouvoir et de fortune : « Le pouvoir corrompt. Les apôtres émaciés de la Révolution se sont transformés en politiciens ou militaires classiques avec un penchant pour le champagne, les automobiles et les maîtresses, bien habillés, corpulents et tyranniques » (Jean Meyer).

De 1920 à 1935, deux généraux du Nord, Obregon et Calles, vont gouverner ensemble et à tour de rôle. Ils surent résoudre le problème de la stabilité du pouvoir, posèrent les règles du jeu politique et entreprirent la création d'institutions adaptées que parachèvera leur successeur Lazaro Car-

denas. Obregon fut assez fidèle à l'esprit de la révolution ; Calles, en revanche, effectua rapidement un virage à droite. Sa seule preuve d'attachement à la révolution ? Un anticléricalisme virulent... La Constitution mexicaine de 1917 comportait des dispositions anticléricales importantes, et Calles, ancien instituteur « laïc », voulut les appliquer à la lettre, entraînant un conflit très violent entre l'Eglise et l'Etat. Le nouveau Code Pénal assimilant les délits en matière de culte à des délits de droit commun, l'Eglise catholique entreprit une grève du culte, qui dura trois ans (1926-1929).

Mais, surtout, la persécution de l'Eglise (qui n'avait plus de personnalité juridique : les prêtres étaient devenus des individus exerçant une fonction quelconque et relevant du pouvoir civil qui était juge de leur nombre) provoqua, dans le Centre-Ouest du Mexique, un soulèvement populaire des paysans catholiques ; de l'été 1926 à l'été 1929, leur guérilla, sans menacer réellement le gouvernement, agaça l'armée et lui causa de lourdes pertes. Cette guerre a reçu le nom de « Christiade ». Elle s'acheva en 1929, après qu'une intervention de l'ambassade américaine ait permis qu'un accord soit signé entre le gouvernement et l'Eglise. Le gouvernement reconnaissait le patriotisme des évêques et promettait une interprétation plus ouverte des lois ; l'épiscopat mettait fin à la grève du culte et imposait le cessez-le-feu aux « Cristeros » avec l'assurance de l'amnistie.

Bien que très imparfait (les lois anticléricales n'étaient pas abolies et elles ne le sont toujours pas), cet accord s'avéra par la suite satisfaisant pour les deux parties. Toutefois, l'Eglise avait commis une erreur : pour faire la paix avec l'Etat, elle n'avait pas consulté les combattants paysans : ceux-ci, désarmés, se sentirent cruellement abandonnés à leur sort. De ce désenchantement et des leçons de la guerre allait naître l'entreprise sinarquiste.

Naissance de l'U.N.S.

A l'origine du mouvement, on trouve l'ingénieur Antonio Santa-Cruz. Responsable des « Congregaciones Marianas », il suscita d'abord, entre 1932 et 1934, les « légions », associations clandestines s'inspirant à la fois du secret maçonnique et de l'organisation en cellules des partis communistes. Comptant quelques milliers de membres, ces légions, réunies sous le nom de « la Base », rêvaient à l'instauration d'un ordre social chrétien, un ordre de « rénovation chrétienne intégrale » et de justice sociale dans la ligne des encycliques pontificales « Rerum Novarum » et « Quadragesimo Anno ». Tactiquement, il s'agissait de ne pas commencer par la prise de pouvoir, mais d'obtenir la liberté religieuse avant de s'attaquer au problème social et peut-être politique. Antonio Santa-Cruz voulait surtout mettre en place une association mystico-sociale, du type de l'Opus Dei espagnol, mêlant apostolat religieux, noyautage et réalisations sociales. Si la persécution religieuse s'était poursuivie, il eût pu développer son organisation comme il le désirait ; mais les tensions Eglise-Etat diminuant, au bout de quelques années les légions s'essouffèrent ; les légionnaires étaient fatigués de ne rien faire. En 1937, l'organisation était pratiquement réduite à néant.

Pourtant, le 23 mai 1937... l'Union Nationale Sinarquiste (U.N.S.) était officiellement fondée. Cette organisation, qui publie le 12 juin son premier manifeste : « Patria, Justicia, Libertad », est, en secret, la onzième section de « la Base » renaissante. Elle ne se veut pas un parti politique mais un mouvement de masse sur lequel pourra s'appuyer un programme religieux et social pour le bien du Mexique ». Le mouvement se dit « national », d'union (et non de division), de salut pour arracher la patrie à la révolution, aux bolcheviks, aux « gringos » du Nord, aux Yankees, aux protestants, aux francs-maçons et aux Juifs... Il fait appel au sentiment religieux populaire traumatisé, exacerbé par le conflit entre l'Eglise et l'Etat. Il s'adresse essentiellement aux couches paysannes, mais aussi aux ouvriers et aux classes moyennes. Il se dresse contre « l'éducation socialiste ». Pour lui, le Mexi-

que est en perdition, et on le sauvera par la foi catholique, les traditions hispaniques, la famille, le village, l'ordre politique chrétien (?), l'économie du « bien commun ». Il s'agit d'arrêter le processus révolutionnaire, créateur de désordre et de corruption. On exalte le courage, l'ascétisme, le sacrifice ; on fait appel à la virilité et à la discipline.

L'Union Nationale Sinarquiste organise très vite des manifestations de masse qui recommandent la non-violence, parce que la guerre des Cristeros a montré que les pauvres ne pouvaient pas avoir gain de cause par les armes, tandis que les luttes de Gandhi, au même moment, montrent qu'il y a des possibilités de stratégie sans violence. Ces manifestations sont réprimées dans le sang par les forces de l'ordre, mais elles ont l'avantage de créer des martyrs et de favoriser la propagation du mouvement, surtout dans les campagnes.

Dès les débuts de l'U.N.S., Santa-Cruz a fait appel aux services d'un ancien membre des légions, Salvador Abascal, né en 1901 d'une famille pauvre et devenu un juge particulièrement intègre (ce qui tranche avec l'esprit régnant alors dans la justice mexicaine). C'est un homme qui a un ascendant certain sur les foules, mais qui n'accepte la non-violence que comme tactique du moment. En 1938, il est envoyé dans le Sud-Est du Mexique pour accélérer la libération de l'Eglise, et en mai de cette année il connaît son premier triomphe en organisant la prise « non-violente » de Villahermosa, capitale du Tabasco, par des paysans venus de toute la région. Le gouverneur fait tirer sur la foule, il y a plusieurs morts, mais devant la détermination des manifestants prêts à se faire tuer jusqu'au dernier, les autorités doivent composer : les lois anticléricales ne seront plus appliquées dans cet Etat.

En 1939, l'U.N.S. compte déjà quatre-vingt dix mille membres répartis dans deux cents comités ; Abascal, imité par les chefs régionaux du mouvement, multiplie les grandes assemblées dans un pays où la rue appartenait jusqu'alors au seul parti du gouvernement, le Parti de la Révolution Mexicaine (P.R.M.). Le 28 mai 1939, dix mille manifestants se rassemblent à Querétaro pour le deuxième anniversaire de l'U.N.S. Le 25 juin, ils sont trois

mille à Guanajuato pour montrer que les attentats contre des locaux sinarquistes ne leur font pas peur. Le 10 juillet 1939, près de Celaya (Etat du Guanajuato), cinq sinarquistes sont tués : le lendemain, ils ont droit à des funérailles grandioses, auxquelles participent huit mille personnes. Mais, une fois de plus, les forces de l'ordre tirent : une femme, Teresa Bustos, est tuée et figure désormais au panthéon sinarquiste. Mais l'affaire a un tel retentissement que le président du Mexique, Cardenas, se voit obligé de venir à Celaya ; prenant la mesure du mouvement, il cherche à traiter avec les sinarquistes, proposant même à leur chef national, Manuel Zermeno, qui refuse, le poste important de directeur du département agricole.

Le 26 décembre, les sinarquistes se retrouvent dix mille à Queretaro. Le 7 janvier 1940, ils sont dix mille à Acambaro. Le 14 janvier, quinze mille à Leon et vingt mille à Irapuato... La sinarquisation est en marche dans un pays agité par l'approche des élections présidentielles de juillet 1940 et où pullulent les organisations de droite et d'extrême-droite fraîchement créées. Mais le mouvement dénonce la politique et ses intrigues et prêche l'abstention aux élections. Cette attitude évite le soulèvement qu'aurait pu organiser un général très populaire, Amalga, qui était candidat de droite. Avila Camacho est élu à la tête du pays.

Une lutte civique, mystique et pacifique

Poussé toujours par Santa-Cruz, Abascal devient alors, à trente ans, le chef de l'U.N.S. Il entreprend, selon ses propres termes, une lutte « civique, mystique, pacifique, nationaliste ». Dès ses origines, l'organisation répondait de haut en bas au principe hiérarchique, évitant cependant le culte de la personnalité par le renouvellement rapide des chefs nationaux et régionaux ; elle était très « militarisée » : les membres de l'U.N.S. étaient appelés des « soldats », le recrutement une « conquête », et les défilés se faisaient toujours derrière le drapeau mexicain, avec tambours et hymnes.

Sous la direction d'Abascal, cette tendance va s'accroître, l'U.N.S. se voyant alors organisée en « escadrons », « centurions », « compagnies » qui marchent au pas et saluent le drapeau. Toutefois, le refus de prendre les armes persiste :

« Pourquoi nous ne prenons pas le maquis ? L'attaque perpétrée contre les sinarquistes de Tierranueva et celle plus récente du lac de Cuitzeo ont exaspéré beaucoup d'entre nous. Le courage ne manque pas à nos hommes ; ce sont les chefs qui, toujours, à tout prix, ont maintenu l'attitude pacifique du Sinarquisme. Pourquoi ? Comprenez bien tous, sachez-le tous : parce qu'il nous importe de gagner, tout simplement. Nous pouvons déchaîner de féroces représailles ; cela ne ferait qu'ensanguiner encore davantage les campagnes, diviser les paysans en deux camps, séparés par une montagne de cadavres. Il y a des morts, oui, il y a des prisons, oui, et des attentats, et il y aura encore davantage de morts, de prisons, d'attentats. Tout ce que nous avons gagné à un prix. Et ce prix est de sang. Fou celui qui croit que l'on peut sauver le Mexique sans lutte farouche et âpre. Nous sommes quatre cent mille, nous luttons depuis trois ans et nous avons une liste de martyrs. Jamais il n'y a eu un mouvement civique de cette force qui ait gagné autant avec si peu de sang versé. Il faut sauver le Mexique et pour cela risquer sa vie, sa tranquillité, sa famille et c'est pour cela que nous ne prenons pas le maquis (...) que personne ne songe au maquis, à la vengeance aveugle ; cela serait pour nous une déroute. Ne perdez pas de vue qu'un seul but nous anime : triompher. Nos chefs nous guident. Confiance, courage, joie, optimisme. C'est tout. Vive le Mexique ! » (cité par J. Meyer, p. 39).

Sous Abascal, le mouvement arrive à son apogée. Il compte bientôt cinq cent mille membres ! Son journal quotidien, « SINARQUISMO », est tiré à près de cent mille exemplaires ! D'août 1940 à juillet 1941, quatre cents villes et villages importants sont le théâtre de manifestations qui vont « chercher l'ennemi chez lui » ou « sur le lieu du crime », là où un sinarquiste est tombé, là où des sinarquistes sont emprisonnés, car, localement, le mouvement est toujours l'objet d'une sévère répression.

Le 18 mai 1941, alors que le président de la République, ses ministres et des ambassadeurs doivent assister au quatrième centenaire de la ville de Morelia, l'U.N.S. fête son quatrième anniversaire : vingt mille sinarquistes de l'Etat de Michoacan envahissent la ville et y défilent en ordre... Une semaine plus tard, ils sont quarante mille à défiler à Leon. Le gouvernement interdit toutes ces manifestations non autorisées, mais elles continuent, ce qui représente une rupture assez audacieuse dans le Mexique révolutionnaire. Un député note : « Ce qui nous fait le plus mal, à nous qui aimons la Révolution, c'est de voir que ces troupes fortes et disciplinées sont composées en leur majorité de paysans et d'ouvriers. »

Les grandes manifestations organisées par l'U.N.S. se font sous la forme de prise-éclair d'une ville. Des contingents très organisés prennent discrètement le train, en petits groupes très disciplinés, pour se rendre au lieu indiqué, et ils se rassemblent au dernier moment, car la surprise est un élément fondamental de leur stratégie. Aussitôt l'ordre de dispersion donné, ils rembarquent dans le train. Ces milliers de manifestants, souvent très pauvres (il s'agit d'une majorité de paysans non satisfaits par les réformes agraires et par la destruction des structures anciennes auxquelles ils étaient habitués), se prennent en charge eux-mêmes, pour leur transport comme pour leur nourriture. D'une ville à l'autre, les sinarquistes, par ailleurs, s'accueillent mutuellement. Quant aux chefs, ils vivent eux aussi de presque rien.

Les rassemblements sinarquistes sont de grandes célébrations, préparant et commémorant les sacrifices. Ce sont des fêtes qui, dans tous les cas, deviennent « carême », ascèse purificatrice, ascèse expiatoire : « les gens sont pauvres, ils viennent de loin, ils risquent la prison et la mort. Par là, les fêtes assurent l'intégrité du groupe (les militants et les sympathisants locaux logent les « pèlerins ») par l'ascèse et la belle ordonnance du rite, de la liturgie. Elles restent très contrôlées, apolliniennes, sans connaître d'excès ou tourner à la violence. L'étrange violence, à la Gandhi, de la non-violence sinarquiste, va de pair avec la préparation à la tragédie.

La fête est normalement interrompue par les forces de l'ordre, les chefs jetés en prison sont accompagnés par la foule qui les visite, les nourrit, les conforte jusqu'au jour de leur libération. Les prisonniers chantent ; dehors les compagnons reprennent en chœur. On invite les gardiens et les soldats à fraterniser. » (J. Meyer, p. 43).

L'idéologie sinarquiste, par son désir de restauration d'un ordre ancien détruit par « l'anti-patrie et l'étranger », par son nationalisme, par sa mystique de l'obéissance et de la hiérarchie, par les vertus d'héroïsme qu'elle exalte, par sa phobie des bolchéviks, des maçons, des protestants, du capitalisme ; par son rejet de la lutte des classes « qui divise » et sa préférence pour le corporatisme ; par son attachement à la terre, au village, à l'Eglise et à la famille... se rapproche très fortement du fascisme. D'ailleurs, l'U.N.S. est née justement à une époque où les fascismes avaient le vent en poupe. En 1937, les nazis sont au pouvoir depuis quatre ans, et les fascistes vont fêter leur quinzième anniversaire romain. Un peu partout dans le monde, des groupuscules, des partis, des mouvements se réclament d'eux. Certains sont conservateurs, d'autres radicaux, d'autres nationalistes, racistes ou pas... Il en est pour tenter l'aventure du coup d'Etat ; d'autres qui attendent qu'on les appelle au pouvoir. Certains resteront toujours cantonnés aux classes moyennes ; d'autres se révéleront capables de mobiliser les paysans. La crise économique de 1929 a précipité le monde dans un grand climat d'insécurité, et partout l'autoritarisme apparaît comme une réponse possible à l'angoisse. L'Amérique Latine, qui voit l'impérialisme américain remplacer la présence britannique, n'y échappe pas, et les phénomènes sinarquistes, « intégralistes » (Brésil), « phalangistes » (Chili) ou « populistes » ont les mêmes origines que les phénomènes observés en Europe. Cependant, l'U.N.S. récusait le nazisme, où elle voyait « l'héritier de la révolution protestante de Luther » et en qui elle condamnait la « déification d'une race et d'un Etat ». De même, elle rejetait le fascisme italien, à cause du culte de la personnalité dont s'entourait Mussolini. En revanche, elle était très favorable au franquisme, qui

affirmait la tradition catholique de l'Espagne et restaurait l'hispanité.

L'affirmation de la non-violence, « à l'exemple du grand peuple indien », n'est pas la moindre originalité du mouvement. Celle-ci est d'abord tactique (surtout chez Abascal), mais elle relève aussi de l'idéologie sinarquiste, qui en cela se démarque évidemment du fascisme. Car le Sinarquisme n'a jamais cessé de faire référence à l'Evangile, ce qui lui a valu cette définition : « Un programme franciscain et des tactiques jésuites » !

« Je répète en quelques mots ce qu'ont dit tous mes camarades ; le paysan l'a bien dit, le Mouvement national sinarquiste n'est pas un parti politique ; c'est une Union où tous les Mexicains ont leur place, où se trouve, par exemple, l'ancien Cristero qui garde son amour au Christ, mais qui a déposé son fusil et qui ne l'empoignera plus, où se trouve l'ancien communiste qui garde son amour pour les conquêtes du prolétariat mais qui n'essaie plus de le couvrir du drapeau rouge et noir, qui le couvre du drapeau tricolore. Tous ont dit : nous ne voulons pas le pouvoir, le pouvoir n'est rien pour nous ; nous voulons les âmes pour les transformer. C'est pourquoi les souffrances des sinarquistes nous semblent peu de chose quand il s'agit de la rédemption du Mexique. Que nous importe, puisque nous sommes le peuple du Mexique ! » (ouv. cité, p. 121).

L'échec du mouvement sinarquiste

Protestant contre la politique religieuse et scolaire de la révolution, contre la politique agraire (l'agriculture de marché a remplacé le latifundisme, dépossédant les grands propriétaires mais n'enrichissant pas les paysans pour autant), contre l'invasion culturelle par la civilisation urbaine et américaine, l'U.N.S. a rassemblé tous les mécontents

et elle a acquis une force apparente considérable. Cependant elle hésita, et c'est une des principales raisons de son échec, entre trois stratégies : un mouvement de protestation rurale autonome, la prise du pouvoir politique, ou bien le compromis et la pression sur le gouvernement. Les chefs du mouvement étaient très divisés à ce sujet. Le vrai chef, le chef occulte et ceux qui l'entouraient dans la clandestinité, Antonio Santa-Cruz et le conseil suprême des conseillers, entreprirent petit à petit un rapprochement avec le gouvernement et les U.S.A., car ils avaient surtout en vue le « noyautage » plus que la prise directe du pouvoir. Abascal, quant à lui, envisageait la prise du pouvoir politique, mais le 12 décembre 1941, à la suite de Pearl Harbour et de l'engagement des U.S.A. aux côtés des Alliés contre l'agression nazie, il fut contraint de démissionner de ses fonctions de chef de l'U.N.S. Il le fit moins parce que Santa-Cruz ne voulait plus de lui (les militants l'auraient suivi s'il s'était révolté contre « la Base »), que sous l'influence de l'archevêque du Mexique, qui fit appel à ses sentiments et à la vertu d'obéissance sacrificielle, le mettant en garde contre le démon de l'orgueil. Son départ revenait à décapiter et à dévitaliser le mouvement sinarquiste, dont ne voulaient plus les Américains engagés désormais contre le nazisme : il leur fallait un Mexique entièrement « ami » ...

Abascal, sûr qu'on le rappellerait un jour à la tête de l'U.N.S., se lança alors, avec une poignée de fidèles, dans une extraordinaire aventure, qui est révélatrice de son personnage : la colonisation du désert de la Californie mexicaine. « Nous allons créer un grand peuple, écrira-t-il à l'un de ses compagnons, car tout se fait au nom du Seigneur Tout Puissant et de sa Très Sainte Mère ». Abandonnés de tous, les colons devront renoncer au bout de trois ans à leur projet, mais cette fuite vers l'utopie, vers la construction en ce monde d'une cité parfaite, éclaire la signification et la dimension du sinarquisme, un grand mouvement politico-religieux qui mourut de ses contradictions. Devenue, en 1944, un parti politique classique finalement acquis au gouvernement et aux U.S.A., l'U.N.S. allait s'éteindre, même si l'organisation existe toujours aujourd'hui.

L'histoire de l'U.N.S. nous offre un vaste champ de réflexion, à cause de la tension entre l'acceptation et le refus du pouvoir politique, à cause de l'enthousiasme qu'elle suscita et qui rappelle que le fascisme est une réalité éminemment populaire, à cause aussi de l'efficacité de sa stratégie non-violente qui eût pu lui donner le pouvoir si elle en avait cherché et trouvé l'occasion. Et justement, l'utilisation de moyens non-violents dans une perspective, sinon totalement fasciste, du moins fortement conservatrice, ne peut que nous renforcer dans notre conviction que la non-violence n'est pas une fin en soi et ne peut en aucun cas nous dispenser d'une analyse et d'un projet politiques. La non-violence ne peut se suffire à elle-même : la fin est dans les moyens, mais elle est aussi dans le projet politique qui nous anime...

Christian DELORME.



NOUS AVONS LUI...

Denis LANGLOIS, **Nouveau guide du militant**,
Seuil (Coll. Points Politique) - 1979

Réédité et remis à jour, ce guide du militant est un instrument précieux, pratique, complet, simple et... pas cher ! On y trouve tous les renseignements juridiques dont on peut avoir besoin un jour ou l'autre quand on a affaire à la police, à la justice, à l'armée ; les lois concernant les associations, les manifestations, les réunions, les affiches, les tracts, etc... tout y est. Denis Langlois, avocat, militant lui-même, ne se contente pas d'un répertoire des choses à savoir : il commente, explique, illustre par des exemples, des citations. Un livre indispensable : pour connaître ses droits et les faire respecter. Car le lent grignotage des droits individuels et des libertés est grandement facilité par l'ignorance où nous sommes de ce que nous pouvons et devons exiger.

C. M.

L'EUROPE POUR QUI ?

La perspective de l'élection, le 10 juin 1979, du Parlement Européen au suffrage universel met la question européenne à l'ordre du jour.

Pourquoi un tel engouement pour ces élections européennes, alors que les précédentes législatives européennes passaient strictement inaperçues ?

Pourquoi envoyer des députés siéger à un Parlement dont on ignore les prérogatives et le rôle exact ?

Ces institutions européennes servent à quoi, ou à qui ? et ces élections-là contribuent à achever la mise en place de quelle Europe ?

Le M.D.P.L. publie un dossier d'information clair, simple, et complet : Europe et Parlement, la construction européenne, les institutions, l'Europe économique et politique, l'Europe policière et judiciaire, l'Europe militaire...

« L'EUROPE POUR QUI ? » (35 pages) est en vente, 4 F, au M.D.P.L.

M.D.P.L. - B.P. 2135, 34 026 MONTPELLIER Cédex
CCP 22 72 22 L' PARIS.

Autogestion

revue trimestrielle

Publiée avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

Créée en 1966, la revue AUTOGESTION a déjà publié plus de 40 numéros. La recherche ainsi entreprise repose sur des études théoriques, des contributions à l'histoire critique des premières expériences autogestionnaires et des analyses des projets actuels et des expérimentations en cours.

Au sommaire des prochains numéros : mouvements alternatifs en RFA ; mouvements de conseils en Irlande ; économie de l'autogestion ; écologie et autogestion ; autogestion de la vie quotidienne ; situation de l'autogestion en Yougoslavie, etc.

Abonnements (4 numéros/an) : France : 75 F ;
Etranger : 85 F.

Ecrire aux Editions Anthropos, 12, av. du Maine,
75015 PARIS.

LE MUR DU MEPRIS, par un groupe d'ouvriers, coll.
Stock 2, 1978, 230 p.

La violence, dans l'entreprise, ce n'est pas seulement les cadences, les bas salaires, l'insécurité, les accidents du travail... C'est aussi le **mépris**. Une réalité de la vie ouvrière, réalité banale, quotidienne, qui n'entre ni dans les statistiques, ni dans les revendications... C'est le « ton » du patron dans les réunions du Comité d'Entreprise, c'est la méfiance perpétuelle envers l'ouvrier toujours soupçonné de vouloir tirer au flanc, c'est mille et un détails de la vie quotidienne qui expriment le mépris sans le dire.

Précisément parce que ce mépris n'est pas quantifiable, il ne pouvait se dire que sous la forme d'un témoignage : c'est un « groupe d'ouvriers » qui a écrit ce livre, des ouvriers qui se sont faits eux-mêmes « chercheurs en science sociale ». Et ce n'est pas le moindre intérêt de cet ouvrage que cette innovation par rapport aux habituelles enquêtes sur la « condition ouvrière » plus souvent faites par ceux qui n'en sont pas.



LES DAMNES DE LA GUERRE, par Roger Monclin,
UPF, 4, rue Lazare-Hoche, 92 Boulogne. 20 F.

Pendant la guerre de 14-18, plusieurs centaines de soldats français furent victimes, non des obus allemands, mais de la « justice militaire » française. Fusillés « pour l'exemple », pour mater les mouvements de mutinerie et les refus collectifs de « monter au feu ». Ce livre relate une vingtaine de ces cas. Souain, Flirey, Vingrè, autant de noms associés à des crimes de cette justice militaire expéditive. Les fusillés furent presque tous réhabilités dans les années 20, mais leurs assassins ne furent pas condamnés pour autant.



violences...

numéro double de la revue PARENTS et MAITRES
éditée par le Centre d'Etudes pédagogiques,
15, rue Louis-David, 75016 PARIS

160 pages - le numéro 25 F

C.C.P. PARENTS et MAITRES, Paris 23 172 93 C

Les violences actuelles, la peur qu'elles suscitent, atteignent évidemment tout le corps social. Mais particulièrement les éducateurs. Car, en famille comme à l'école, l'agressivité des jeunes — facilement suspecte aujourd'hui — devient plus difficile à supporter. Elle provoque vite l'anxiété : « Faut-il réprimer ? Faut-il tolérer ? Jusqu'où... »

Ce numéro de « Parents et Maîtres » voudrait permettre au lecteur de voir plus clair dans ses incertitudes en l'aidant à percevoir le sens des violences de maintenant.

Il décrit d'abord avec précision quelques-unes des répercussions de ce climat de violence sur le monde des jeunes. Il s'efforce ensuite de situer ces faits — à l'aide d'exemples et de témoignages — dans le cadre plus large des violences d'aujourd'hui. Puis il ramène notre regard sur la famille, la violence qui s'y vit, la violence en nous.

Une fois mis en place ces repères, ce contexte, ces données intérieures — et une fois posés les jalons de réflexions « différentes » sur la violence — il entreprend de cerner les forces constitutives de la personnalité, avec leur face de mort et leur face de vie, et surtout de nous sensibiliser aux chances de les rendre constructives.

alternatives non violentes

Au sommaire de nos derniers numéros, toujours disponibles :

N° 18 : REFLEXIONS SUR LA DESOBEISSANCE CIVILE
(O. Vial).

5 F

HISTOIRE D'UN BOYCOTT REUSSI : La campagne anti-Outspan en Hollande.

QUAND CHAVEZ PARLE DE NON-VIOLENCE.

L'EUROPE, PUISSANCE CIVILE OU UNION MILITAIRE ? (R. Vogt).

N°s 20-21 : UNE NON-VIOLENCE POLITIQUE.

6 F

Débat sur le texte d'orientation du M.A.N., avec le général BECAM, Bernard CLAVEL, Jeannette COLOMBEL, Françoise d'EAUBONNE, Jacques ELLUL, Jean FABRE, André JEANSON, Alain JOXE, Pierre PARODI, Bernard ROGEAUX, Henri ROSER, Philippe WARRNIER, Paul THIBAUD, Xavier SALLANTIN.

LE VIRAGE DE LA GAUCHE SUR LA FORCE DE FRAPPE.

N° 22 : POLICE - JUSTICE - PRISONS

5 F

Table ronde sur la justice.

L'engrenage (M.A.J.)

Où est la justice ? (R. Sauveur)

La police au service des travailleurs (CFDT Police nationale)

Face à la police (R. Sauveur)

La prison en question (S. Livrozet)

Sécurité et non-violence (P. Fabre).

N° 23 : LA GAUCHE ET LA FORCE DE FRAPPE

5 F

Questions à la gauche sur la défense nucléaire.

La gauche et la force de frappe (Claude Bourdet)

L'héritage (Jean-Marie Muller)

Contre la force nucléaire (Patrick Viveret)

La prolifération de l'arme nucléaire (GSIEN)

MAINTENANT

Des militants du PS, du PC, du PSU, du MAN, des Amis de la Terre, des organisations du cadre de vie, des syndicats d'enseignants, de divers mouvements pédagogiques, de la CFDT et de la CGT, ainsi que de très nombreuses « personnalités » participent activement au lancement d'un nouvel hebdomadaire, MAINTENANT. Lecteurs d'A.N.V., au cas où vous n'en auriez pas encore entendu parler (ce qui serait étonnant !), courez vite vous le procurer : cet hebdomadaire, qui s'annonce comme « pluraliste, non-conformiste, indé-

pendant de toute organisation politique », doit devenir un outil précieux pour :

— fournir des informations sur l'actualité, enquêter sur les pratiques multiples de résistance à l'exploitation et à l'oppression.

— permettre la rencontre, la confrontation et l'expression commune de tous ceux qui veulent faire « converger » leurs luttes et leurs projets pour changer la société.

MAINTENANT : 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.



Bulletin d'abonnement :

à renvoyer à A.N.V., B.P. 28, 69341 Lyon Cédex 2

Je désire m'abonner pour un an (6 numéros) à partir du

numéro

NOM :

Prénom :

ADRESSE :

Je désire également recevoir ces anciens numéros :

Ci-joint le règlement par CCP (29 15 21 U Lyon), chèque, timbres.

Abonnement : 35 F

Etranger : 40 F

Soutien : à partir de 60 F

Dépêchez-vous de vous abonner : bientôt, nous serons obligés d'augmenter les tarifs !

VIOLENCE ET AGRESSIVITE

- N°s 24-25 : Mécanismes biologiques de l'agressivité (Henri Laborit).
 7 F Violence et agressivité (Yves Pélacier)
 L'agressivité vue par un éthologue (J. Cosnier)
 Du militant non-violent et de la mort (Jacques Sémelin)
 Qui est « responsable » de la violence nucléaire ? (Christian Mellon).
 Entretien avec Edgar MORIN : **Inventer une nouvelle politique.**
 Peut-on désacraliser la violence ? (François Verschave)
 Tribune libre : réponse à Jacques Ellul (Jean-Marie Muller).
 Dossier Afrique du Sud : Un an après Soweto...

N° 26 : NON-VIOLENCE AUX ETATS-UNIS

- 5 F Le mouvement non-violent aux USA (Pierre FABRE)
 Remember Martin Luther King (Christian De-lorme).
 Le « Peace Movement » de 1965 à 1975 (Christian Mellon).
 Le « Centre de vie » de Philadelphie (Pierre Fabre)
 Le mouvement ouvrier aux USA : entretien avec Marianne DEBOUSY.

N° 27 : LES LEÇONS DE MALVILLE (Jacques Sémelin), QUELLE NON-VIOLENCE SUR LE LARZAC ?

- 6 F (Table ronde avec des paysans du Larzac et des Millavois).
 LE RALLIEMENT DE LA GAUCHE A L'ARME NUCLEAIRE (Christian Mellon).
 POUR UNE DEFENSE POPULAIRE NON-NUCLEAIRE : Table ronde avec Patrick Viveret, Jean-Marie Muller, Michel Mousel, Paul Virilio, Alain Joxe.
 POUR UNE STRATEGIE DE « TRANSARMEMENT » (M.A.N.).
 ENTRETIEN AVEC S.C. KOLM.
 GANDHI ET GUEVARA (Théodore Olsen).

N° 28 : NOUVEAUX VISAGES DES IMPERIALISMES

6 F

De Yalta à Salt 2 (Dominique Thévenon).
Pour suivre la course... (Christian Mellon).
Entretien avec Pierre Naville.
Défense populaire et luttes écologiques
(Paul Virilio).
La stratégie « trilatérale » (R. Granjon et A. Magnon-Pujo).
Sortir de l'alliance atlantique (Claude Bourdet)
Sous-développement et Tiers-Monde
(Olivier Gouédard-Comte)
A propos du livre « Pour une nouvelle culture politique » (F. Verschave).
Irlande : la paix par les femmes ?
(C. Richard-Molard).
Italie : Terrorisme et stratégie non-violente
(A. Panebianco).

DOSSIER « OBJECTION DE CONSCIENCE »

N°s 29-30 :

Dossier historique, politique, juridique
Prises de position des partis et organisations.
L'objection en Europe.
Ce dossier, très complet, a été réédité sous
forme de brochure (72 p.), à commander direc-
tement, pour 10 F., au M.A.N. : 20, rue du
Dévidet, 45200 Montargis.

Numéros en projet :

N° 34 : (juin 1979) :
Dossier « Désobéissance civile »

N° 35-36 : (août 79) :
Autour de René GIRARD
Les Eglises et la violence

N° 37 : (novembre 1979) :
La peur. Comment l'Etat moderne administre la
peur pour faire consommer de la « sécurité ».

N° 31 : PANORAMA des MOUVEMENTS NON-VIOLENTS EN EUROPE.

6 F

Allemagne - Angleterre - Belgique - Catalogne
- Danemark - Hollande - Irlande - Suède -
Suisse.

N° 32 : LA DISSIDENCE EN URSS

Survol historique de l'opposition en URSS
(B. Morand)
Tolstoï et Lénine (Jean Van Lierde)
Boukovsky, le résistant.
Midi, place Rouge : la manifestation du 25
août 68 (J.M. Muller).
Entretien avec Natalya Gorbanevskaja.
Refusons de coopérer avec le mensonge
(A. Soljénitsyne).
Rencontre avec L. Pliouchtch.
Emergence d'une opposition ouvrière (Jac-
ques Delorme).

POUR NOUS AIDER

- Réabonnez-vous sans attendre le deuxiè-
me rappel.
- Envoyez-nous des listes de personnes qui
pourraient s'abonner à ANV.
- N'oubliez pas que le tarif normal (35 F)
ne couvre pas entièrement les dépenses
d'ANV : nous ne pouvons subsister que si
vous êtes nombreux à payer votre abon-
nement au tarif « de soutien ».
- Pour les changements d'adresse : tou-
jours joindre la dernière bande d'expédi-
tion ou la dernière carte de rappel. Ajou-
ter, si possible, au moins 2 F en timbres.

alternatives non violentes

B. P. 28
69341 LYON Cédex 2

COMITE D'ORIENTATION

Lydie BONNET
Guy BOUBAULT
Michel de CERTEAU
Yves-Bruno CIVEL
Christian DELORME
Jacques DELORME
Pierre FABRE
Roger GARAUDY
Patrick GIROS
Jacques MARCHAND
Christian MELLON
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Laurent SAMUEL
Jacques SEMELIN
Marlène TUININGA
Jean VAN LIERDE
Olivier VIAL
Anne-Marie DE VILAINE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Christian DELORME

REDACTION :

Christian MELLON
6, quai C.-Bernard - 69007 LYON

sommaire

A MAINS NUES ... la résistance non-violente du peuple tchécoslovaque (Christian BRUNIER)	1
LES ACCORDS DE MOSCOU : comment fut brisée la résistance (Jean-Marie MULLER)	17
LE PROJET HOLLANDAIS DE RECHERCHE SUR LA DEFENSE CIVILE (Hylke TROMP)	36
NON-VIOLENCE ET FASCISME : le sinarchisme mexicain	43
Nous avons lu ...	49

Numéro 33
Avril 1979